

CONCOURS DE PROJETS D'ARCHITECTURE
A UN DEGRE EN PROCEDURE SELECTIVE POUR

LA RENOVATION ET L'EXTENSION DE L'ECOLE LIOTARD

RUE LIOTARD 66, GENEVE

M 238-TIC

ÉTUDE HISTORIQUE

Document : 1.1.9

Genève, le 1^{er} avril 2020

L'ECOLE LIOTARD ET L'URBANISATION DU QUARTIER DU BOIS-GENTIL

Etude historique et architecturale

Conservation du patrimoine architectural

Christian Bischoff

Décembre 2016



Fig. de couverture. L'école Liotard, 2 avril
1976.

Mise en page: Sylvie Bavaud - mars 2017

Table des matières

Introduction	5
1. Histoire du site	6
L'évolution des voies de communication	6
XVIII ^e siècle	6
XIX ^e siècle	10
XX ^e siècle	14
La parcelle	17
L'habitation et ses dépendances	21
Propriétaires et locataires	26
2. Démographie et développement du quartier	28
Evolution démographique du canton et de la ville	28
L'urbanisation du quartier du Bois-Gentil et des quartiers voisins	29
Un terrain pour une école	42
Programmation de l'équipement scolaire	52
3. L'école Liotard, projet et réalisation	54
Les architectes	54
Immeubles locatifs et administratifs.	64
Avant-projets, projet et chantier	66
L'école Liotard	85
Intervention artistique	102
Entretien et transformations	105
4. Evaluation critique	111
Recommandations	124
Table des illustrations	128

1. Histoire du site

Dans le guide rouge de la Société d'histoire en Suisse (SHAS), *Arts et monuments, Ville et canton de Genève*, Erica Deuber-Pauli et Armand Brulhart résument parfaitement l'histoire du développement de cette partie de la rive droite, « Délices, Charmilles, Châtelaine, Vieusseux » :

« Les terres en pente, circonscrites par l'ancienne route de Lyon au sud, par le vallon du nant des Grottes et le chemin devenu rue du Grand-Pré au nord, étaient entièrement occupées au XVIII^e siècle par quatre grands domaines : les Brandies (la Prairie) en bas, la Servette à mi-pente, Surinam au sud voisinant avec les Délices, **la Forêt en haut**. Vers 1820-1840 se réalisèrent les premiers lotissements de villas sur la propriété de la Servette, au-dessus du domaine des Grandes-Grottes et du faubourg naissant. L'urbanisation ne s'amorça qu'à la fin des années 1870 et progressa dès lors par rayonnement de la ville vers la périphérie, selon la logique « naturelle » des grands axes routiers, avec trois temps forts :

1. Sur la partie annexée en 1850 par la Ville de Genève, à la Prairie, l'architecte Jacques-Elysée Goss, responsable de nombreux autres plans dans la périphérie, prépara en 1878 des plans de lotissements avec des rues internes dans le quartier Gutenberg et un rond-point dans celui de la Prairie. En 1882, l'Ecole professionnelle, future Ecole de mécanique, s'y fixa.

2. L'allée privée montant à travers le domaine de la Servette jusqu'à la maison de maître (**maison Liotard**) se mua en sortie principale de la ville, la rue de la Servette. Elle déclassa le chemin historique de la rue Liotard et draina l'urbanisation lourde lorsqu'arriva **le tramway en 1894**. Les premières industries des Charmilles et de Sécheron favorisèrent cette expansion. La maison Liotard disparut en 1931. Les lotissements d'immeubles et de villas s'en tinrent au simple quadrillage entre la rue de la Servette et la rue de Lyon, au bord de laquelle l'achat par la Ville du domaine de Surinam en 1931 réserva l'espace vert du parc Geisendorf.

3. Un grand chantier de crise assura **en 1924-1925 le prolongement de l'axe de la rue de la Servette** au-delà de l'avenue Wendt, pour la liaison de l'aéroport de Cointrin créé en 1920. Après la guerre s'acheva le lotissement du domaine de la Forêt pour des villas, tandis que les programmes d'immeubles HLM et coopératifs s'engageaient sur la plus grande partie des terrains du Grand-Pré et de l'**avenue Wendt**. »¹

L'étude des cartes permet de préciser les étapes de ce développement. En effet la situation de l'Ecole Liotard au bord du « *chemin historique* » qu'est l'actuelle rue Liotard permet de repérer précisément le site de l'école, même sur les plans anciens. Ces cartes illustrent non seulement l'évolution du bâti mais aussi celle du réseau viaire de ce secteur, réseau qui a profondément changé au cours des XIX^e et XX^e siècles. En effet, les axes principaux aujourd'hui – la sortie de la ville par la rue de la Servette et la route de Meyrin ainsi que la transversale que constitue l'avenue Wendt – sont relativement récents.

L'évolution des voies de communication XVIII^e siècle

Les chemins de la *Carte des environs de Genève* de Jacques Barthélemy Micheli Du Crest (vers 1730) ne suivent pas le tracé le plus court d'un point à un autre. Ils courent le long des limites des grands domaines patriciens. La logique de ce réseau de chemins est organique et non urbanistique. Pour l'illustrer nous pourrions prendre l'image des alvéoles d'une ruche ou d'un ensemble de cellules végétales. (**fig.2**)

1. Armand Brulhart et Erica Deuber-Pauli, *Arts et monuments, Ville et canton de Genève*, Société d'histoire de l'art en Suisse (SHAS) – Benteli Berne, réédition de 1993, pp. 225-226.

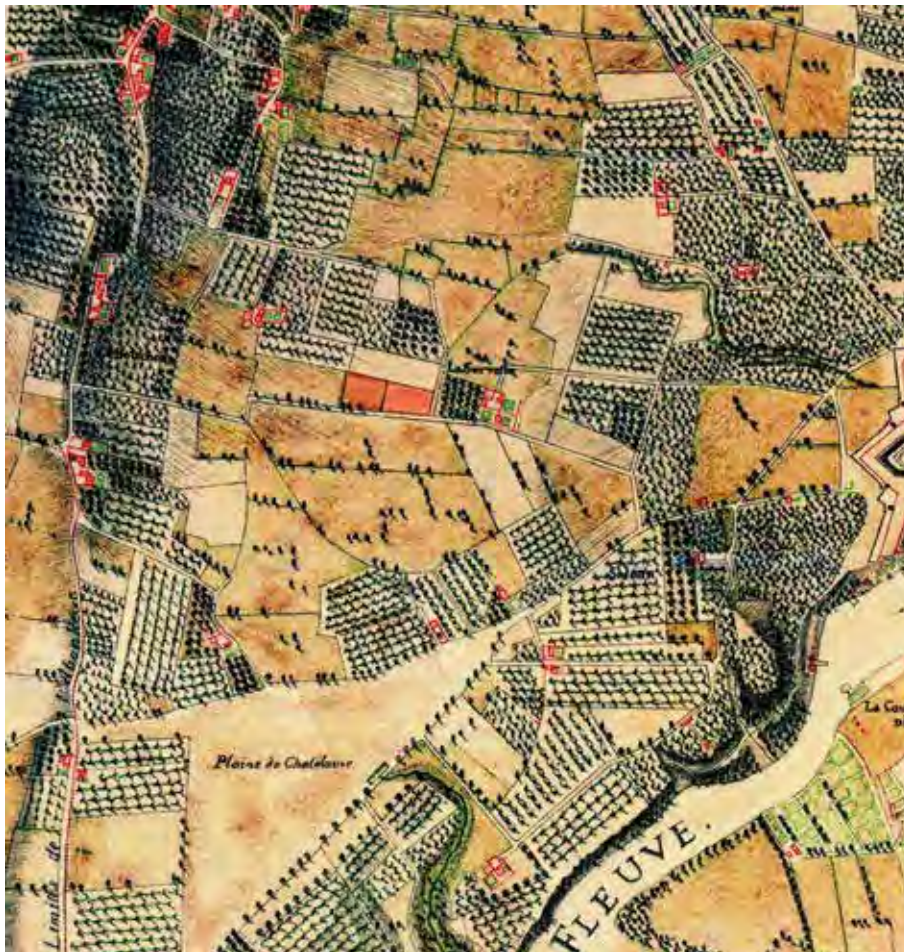


Fig. 2. *Carte des environs de Genève*, Jacques Barthélemy Micheli du Crest (vers 1730). Extrait.

2

Ainsi, le chemin partant vers l'ouest depuis la porte de Cornavin se divise en deux branches de part et d'autre du domaine de la Prairie (ou des Brandies).

L'une part vers le sud-ouest et suit le tracé de l'actuelle rue de Lyon en longeant par le sud les domaines des Brandies et de Surinam (l'actuel parc Geisendorf). Cette branche se poursuit comme aujourd'hui vers Châtelaine.

L'autre branche longe le domaine de la Prairie par le nord et correspond au premier tronçon de l'actuelle rue de la Servette. A l'entrée du domaine du même nom, ce chemin se divise à nouveau en deux : il se poursuit de manière rectiligne en allée d'accès aux bâtiments du domaine de la Servette, alors que le chemin public tourne à angle droit vers le sud en contournant par l'ouest le domaine de la Prairie pour rejoindre la rue Liotard puis après une légère inflexion vers l'est la rue de Lyon. Ce chemin transversal correspond à l'actuelle rue de la Poterie.

La rue Liotard quant à elle suit d'est en ouest la limite entre les domaines de la Servette au nord et le domaine de Surinam au sud puis celle entre les domaines de la Forêt au nord et de Villars au sud. Elle passe le long du site de l'actuelle Ecole Liotard, fait un crochet vers le sud à la hauteur du domaine de la Forêt (qui correspond aujourd'hui à un segment de la rue Edouard-Rod puis, après une interruption due à la construction de la route de Meyrin en 1924-25, au chemin du Petit-Bouchet jusqu'à son débouché sur l'avenue du Bouchet) et se termine au chemin perpendiculaire qui lie le domaine du Bouchet au nord et celui de Villars au sud, l'actuelle avenue du Bouchet. Ce dernier chemin, se prolonge au nord vers le Petit-Saconnex et au sud jusqu'au Rhône en passant par la Concorde jusqu'au domaine de Hauterive suivant la limite de la banlieue (actuellement avenues Edmond-Vaucher et Henri-Golay).

Depuis la plaine de Châtelaine un chemin va vers le domaine de Villars en passant par le domaine où est installé aujourd'hui le Service médico-pédagogique, dans le Parc des Franchises. Ce chemin correspond à l'actuelle route des Franchises.

La route de Meyrin n'existe pas encore. Il n'y a que le chemin ondulant légèrement plus au nord qui va du domaine de Villars vers Cointrin (actuelle avenue Louis-Casali). Quant au chemin nord-sud, actuelle avenue Wendt, il n'existe pas du tout, même pas sous la forme de limite de parcelles agricoles.

Si ce n'est la construction de la route de Meyrin, il ne semble pas y avoir de changement à ce réseau de chemins jusqu'au début du XIX^e siècle. Rappelons le contexte historique de la construction de cette route rectiligne qui du pays de Gex aboutit aux limites du territoire de Genève.

Suite à la guerre franco-savoyarde de 1600, le comté de Gex ainsi que la plupart des possessions savoyardes de la rive droite du Rhône sont rattachées à la France (Traité de Lyon, 1601). Les ducs de Savoie conservent cependant le « *Chemin des Espagnols* » aussi appelé « *Couloir sarde* » qui permet aux troupes de leurs alliés espagnols de passer de Savoie en Franche-Comté et, à plus grande échelle, de Gênes aux Pays-Bas sans jamais passer par la France. La Franche-Comté devient française par le traité de Nimègue en 1678 mais ce couloir qui va de la rive gauche de la Valserine, de la rivière jusqu'aux crêts du Jura, avec le franchissement du Rhône entre Eloise et Léaz par le pont de Grésin demeure. (**fig. 3**)

Le XVIII^e siècle voit la rationalisation des frontières entre états par échanges de terrains et les débuts des réseaux routiers tels que nous les connaissons. Les traités de Paris (1749) et de Turin (1754) redessinent le détail des frontières de Genève avec la France et la Savoie.

En France, le corps des Ponts et Chaussées est créé en 1716. Une véritable politique de relevé et de dessin, d'entretien et de construction de chemins est ainsi instituée.

Fig. 3. Carte du lac de Genève et des pays circonvoisins, 1740. J. C. Fatio et J. C. Rovera. Extrait. Le « *couloir sarde* », la vallée de Chésery, subsiste.



Près de Genève, dès 1755, une nouvelle « *Route de Lyon* », au tracé géométrique rigoureux, reliant Collonges à Gex est construite au pied du Jura. Comme les autres routes royales françaises du XVIII^e siècle, cette route est constituée de tronçons rectilignes : Collonges – Farges – Saint-Genis – Gex. De Saint-Genis, une autre route conduit de manière tout aussi directe jusqu'au territoire genevois : « *cette artère rectiligne traversa de part en part le territoire de Meyrin conduisant par le nord de Vernier jusqu'au carrefour du Bouchet, à partir duquel les autorités genevoises refusèrent l'exécution du plan jusqu'à la porte de Cornavin, parce que celui-ci portait atteinte aux domaines patriciens voisins.* »²

En 1760, le *Traité de Turin* ou *Traité des limites*, corrigent les frontières entre les royaumes de France et de Sardaigne. Le « *Chemin des Espagnols* » qui n'a plus de rôle stratégique est échangé contre des terres françaises sises sur la rive gauche du Rhône, Chanaz, La Balme et une partie de Seyssel. Le Pays de Gex est ainsi mieux relié à la France.

En 1767, « à l'initiative semble-t-il de Voltaire, alors châtelain de *Ferney et Pregny*, qui y voyait le moyen à la fois de contrarier Genève et d'assurer l'essor économique du Pays de Gex »³, une véritable rocade détourne de Genève le trafic de Lyon vers les cantons suisses et vers Versoix, port français sur le Léman. Cette rocade – toujours constituée de tronçons rectilignes – relie Meyrin à Versoix en passant par Mategnin et Ferney, contournant la terre genevoise de Genthod. Cette rocade est déjà indiquée en 1761 sur la feuille 58 « Genève-Gex » de la *Carte générale de France* de Cassini en tant que projet. En effet le dessin ne lui donne pas le même statut que les routes royales déjà construites. Remarquons que cette carte est également un résultat de la création du corps des Ponts et Chaussées : en 1747, Louis XV « *ordonne que l'astronome César-François Cassini de Thury (1714 - 1784) lève la carte du royaume.* [...] *La première des feuilles, celle de Paris, est présentée au roi en 1756. L'œuvre est poursuivie par son fils Jacques-Dominique comte de Cassini (1748 - 1845) et les dernières planches seront gravées en 1817.* »⁴ (fig. 4)

2. *Ibidem*, p. 359.

3. Anita Frei, Yves Bischofberger, *Les chemins historiques du canton de Genève*, Inventaire des voies de communication historiques de la Suisse (IVS), Office fédéral des routes (OFROU), Berne 2007, p. 41.

4. Jean Billard, « Au dix-huitième siècle », in *Abrégé d'histoire des routes*, document en ligne sur le site de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux, 24 10 2008 : http://www.lcpc.fr/francais/sources-d-information/hist_routes/article/lcpc-sources-d-informations-392.



Fig. 4. *Carte générale de France*, Cassini, 1761. Extrait. On y voit les segments droits des routes royales autour de Genève.

Fig. 5. *Plan de la Ville de Genève, 1773, « corrigé sur les lieux, en 1777 et 93 ».* C. B. Glot. Extrait.



5

Les noms des chemins varient selon les plans et les auteurs : la rue de Lyon est ainsi nommée « *Grand chemin de Colonge* » (1740) puis « *chemin de Peney à Genève* » (1773, 1777, 1793) et la rue Liotard « *chemin du Bouchet* » (1773, 1777, 1793). (fig. 05)

XIX^e siècle

Malgré le développement de faubourgs à proximité de la ville – Montbrillant, Fort-Barreau, Les Grottes –, il n’y a pas de modification des voies de circulation dans cette partie de la rive droite dans la première moitié du XIX^e siècle. La démolition des fortifications de la ville entre 1849 et 1856 aurait dû permettre la multiplication des liaisons avec la ville mais l’apparition du chemin de fer crée une nouvelle barrière : « *Décisive pour le secteur Grottes-Servette-Charmillles, la construction du chemin de fer, dès 1857, sépara définitivement cette région de la Vieille-Ville et de la ville moderne, ainsi que son attache territoriale originelle. Le franchissement des voies de chemin de fer constitua alors un réel problème, avec, pour conséquence, la constitution d’un tissu urbain moins rationnel au-delà des rails.* »⁵

Le plan Duc de 1870 montre bien la coupure que constitue pour les faubourgs de la rive droite la construction des voies de chemin de fer. Leur franchissement à proximité de la gare – et par conséquent de l’ancienne porte Cornavin – renforce l’importance des rues de Lyon et de la Servette. Sur ce même plan Duc, l’ancienne allée du domaine de la Servette est désignée comme « *avenue de la Servette* » mais celle-ci ne rejoint toujours pas l’actuelle avenue Wendt. Quant à la rue Liotard et à la rue Hoffmann, elles sont désignées comme « *chemin communal du Petit-Saconnex* ». (fig. 06)

Sur le plan Mayer-Briquet de 1878, (fig. 07) l’« *avenue* » de la Servette rejoint enfin l’axe perpendiculaire qui correspond aujourd’hui à la rue Hoffmann et à l’avenue

5. Alain Léveillé et Eliane Brigger, « Grottes-Servette-Charmillles, faubourg de la rive droite », in Catherine Courtiau (dir.), *XX^e, Un siècle d’architectures à Genève, Promenades*, Infolio, Gollion 2009, p. 261.

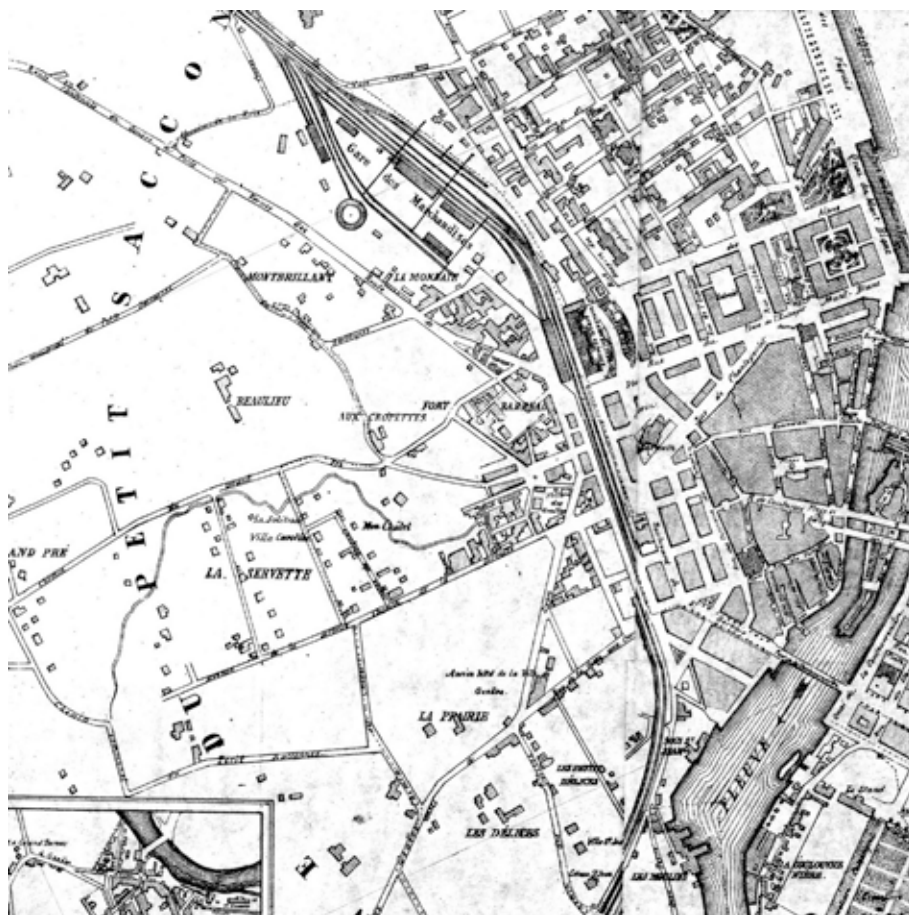


Fig. 6. Plan de la Ville de Genève, sa banlieue et Carouge, 1870, Duc. Extrait.

Fig. 7. Plan de la Ville de Genève, sa banlieue et Carouge, 1878, Mayer-Briquet. Extrait.



6

7

Wendt. Cependant, cette perpendiculaire, nommée « *chemin de la Forêt* » n'a pas encore l'importance qu'elle a de nos jours car elle ne mène pas, direction sud, au-delà du « *chemin Liotard* ». En 1894, le tramway relie la gare au Petit-Saconnex en passant par la rue de la Servette et le chemin Hoffmann. En 1897, une nouvelle édition du plan Mayer-Brique montre d'une part le parcours du tramway et d'autre part l'avenue Wendt prolongée jusqu'à la rue de Lyon. (**fig. 08**) La même année cependant, le plan Labarthe de la Commune du Petit-Saconnex contredit cette information : sur ce dernier plan l'avenue Wendt va de la rue de Lyon jusqu'à l'avenue Soret où elle change de direction, traverse l'avenue Favre (actuelle avenue Ernest-Pictet) et va presque jusqu'à la rue Liotard mais ne la rejoint pas. (**fig. 09**) Sur le plan Bobillier de 1899, la jonction de l'avenue Wendt avec la rue Hoffmann est confirmée et le segment manquant, entre l'avenue Favre et la rue Liotard porte le nom, parfaitement à-propos, de « *chemin Désiré* ». (**fig. 10**)

Fig. 8. *Plan de la Ville de Genève, sa banlieue et Carouge*, 1897, Mayer-Briquet. Extrait.



8

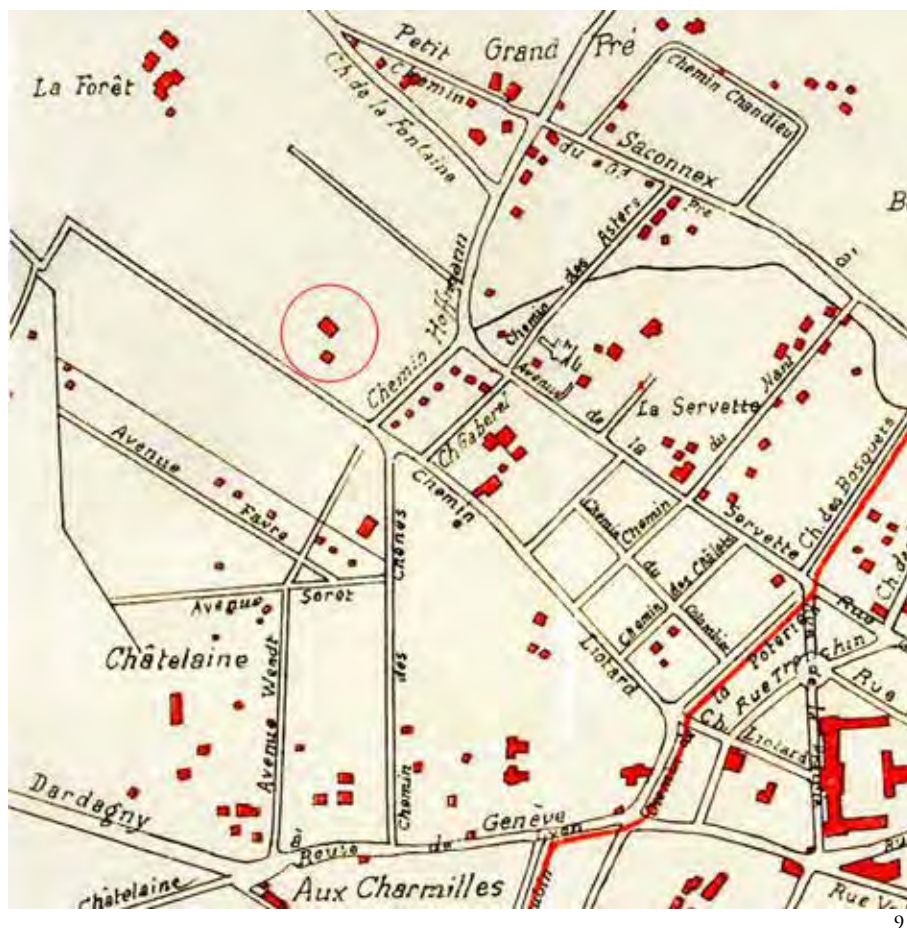


Fig. 9. Plan de la Commune du Petit-Saconnex, 1897, Labarthe. Extrait.

Fig. 10. Genève et ses environs, 1899, Charles Bobillier. Extrait.

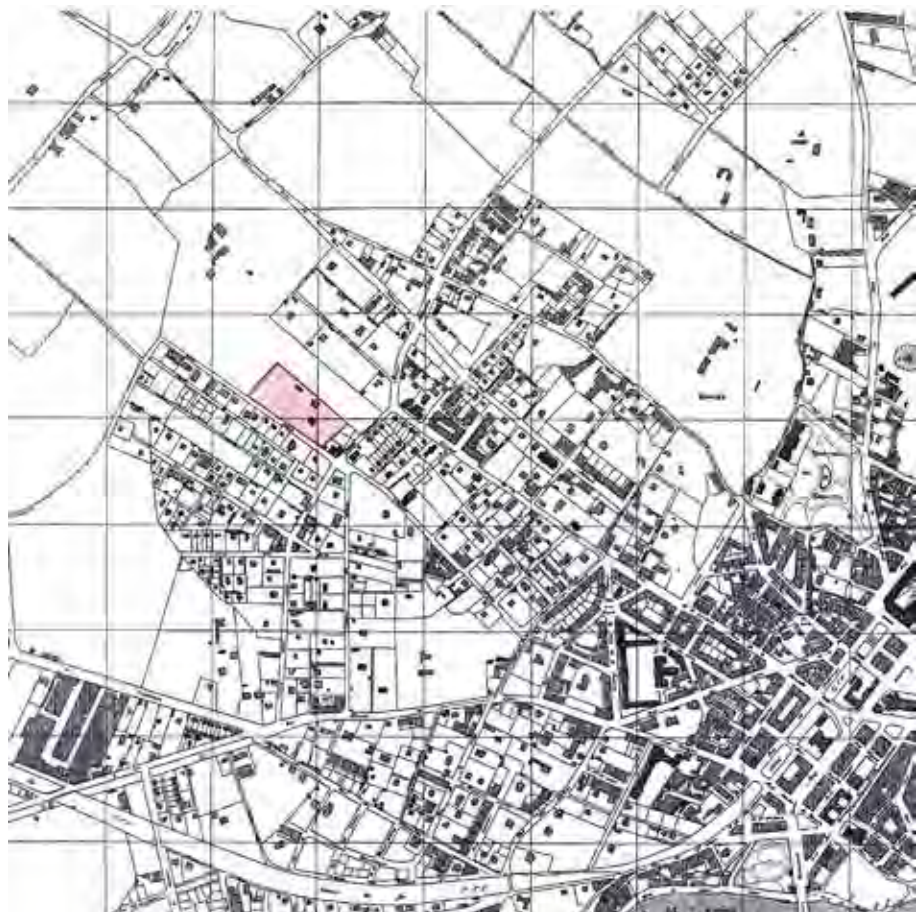


10

XX^e siècle

L'installation et l'ouverture au trafic en 1922 d'un premier champ d'aviation à Cointrin entraîne en 1924-25 le prolongement de la route de Meyrin jusqu'au carrefour de la Servette. Le réseau viaire a désormais presque la configuration et la hiérarchie entre ses éléments que nous connaissons aujourd'hui. **(fig. 11, 12 et 13)** Il faut cependant attendre le remodelage dans les années 1950 et 1960 de la rue Hoffmann et de l'avenue Wendt par la construction de grands ensembles pour que le carrefour de la Servette prenne sa forme actuelle : 1953, construction à l'angle de la rue Hoffmann et de la rue du Grand-Pré des immeubles de la SI Rosalta sur un plan d'ensemble de Luc Hermès ; la même année, construction à l'angle opposé de la rue Hoffmann, à l'angle de la route de Meyrin, de l'imposant immeuble de la SI La forêt ensoleillée ; 1961-64, construction à l'angle de la rue de la Servette et de l'avenue Wendt de Servette-Parc par Luc Hermès et Italo Galeotto ; 1966-68, construction par la Ville de Genève et les architectes Pierre Borsa, Alfred Damay, Luc Hermès et Louis Payot du Centre des Asters. **(fig. 14 et 15)**

Fig. 11. Plan de Genève, Assemblage, 1922, Arnold Hoechel. Extrait.



11



Fig. 12. Ortho-photo de Genève, 1933. Extrait.

Fig. 13. Plan de Genève, 1937-38, Orell Füssli. Extrait.



13

Fig. 14. Vue aérienne. La rue Hoffmann et l'avenue Wendt dans les années 1950.

Fig. 15. Vue aérienne. La rue Hoffmann à la fin des années 1960.



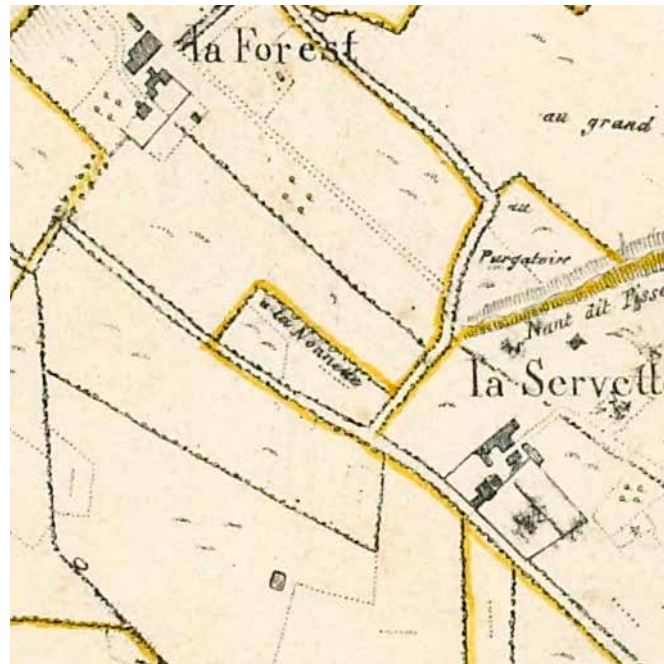
14



15



16



17

La parcelle

La parcelle sur laquelle est construite l'école Liotard a la particularité d'être déjà repérable sur le plan Micheli Du Crest de 1730 (échelle 1/15'000) : on y voit deux surfaces de couleurs différentes clairement délimitées, pré et champ. Un siècle plus tard, sur le plan Mayer de 1826 ces deux surfaces sont réunies en une seule mais la parcelle n'est toujours pas bâtie. Deux ans après, en 1828, sur le plan Barbezat-Delerue de la commune du Petit-Saconnex, la parcelle est entourée de jaune comme une propriété indépendante des domaines voisins de la Forêt et de la Servette et nommée : « à la Nonnette ». Les symboles de ce plan indiquent que l'angle sud-ouest est occupé par un pré, alors que le reste est cultivé. (fig. 16 et 17)

Le plan Dufour de 1837, dessiné à grande échelle (1/25'000) n'indique ni la parcelle, ni son nom mais on peut y voir que le site est désormais bâti. Deux bâtiments sont indiqués. Leurs positions respectives correspondent à la maison d'habitation et à la dépendance principale qui seront démolies en 1973 au début du chantier de construction de l'école Liotard. (fig. 18)

Les différents plans Mayer-Briquet de la fin du XIX^e siècle (1878, 1887, 1897) ne font voir aucun changement au niveau de la parcelle mais ils permettent de voir l'urbanisation progressive du secteur, en particulier à l'est de l'actuelle avenue Wendt (nommée chemin de la Forêt en 1878, puis chemin Hoffmann) entre l'« avenue » de la Servette et le « chemin » Liotard. (fig. 19, 20 et 21)

Sur le plan Bobillier de 1899 figure une deuxième dépendance à l'est de la première. Sur l'édition 1900 du même plan, la propriété est désignée sous le nom qu'elle portera quand elle sera achetée par la Ville de Genève dans les années 1960 : « la Nonnette de la Forêt ». (fig. 22 et 23)

Fig. 16. Au centre, la parcelle de la future école Liotard sur la *Carte des environs de Genève*, Jacques Barthélemy Micheli du Crest (vers 1730). Extrait.

Fig. 17. Au centre, la parcelle de la future école Liotard, 1828, plan Barbezat-Delerue. Extrait. On peut lire : « à la Nonnette ».

Fig. 18. Au centre, la parcelle de la future école Liotard, 1837, plan Dufour. Extrait. On peut voir deux constructions : la maison d'habitation et la dépendance principale.

Fig. 19, 20 et 21. L'urbanisation du secteur, plans Mayer-Briquet. Extrait : 1878, 1887 et 1897.



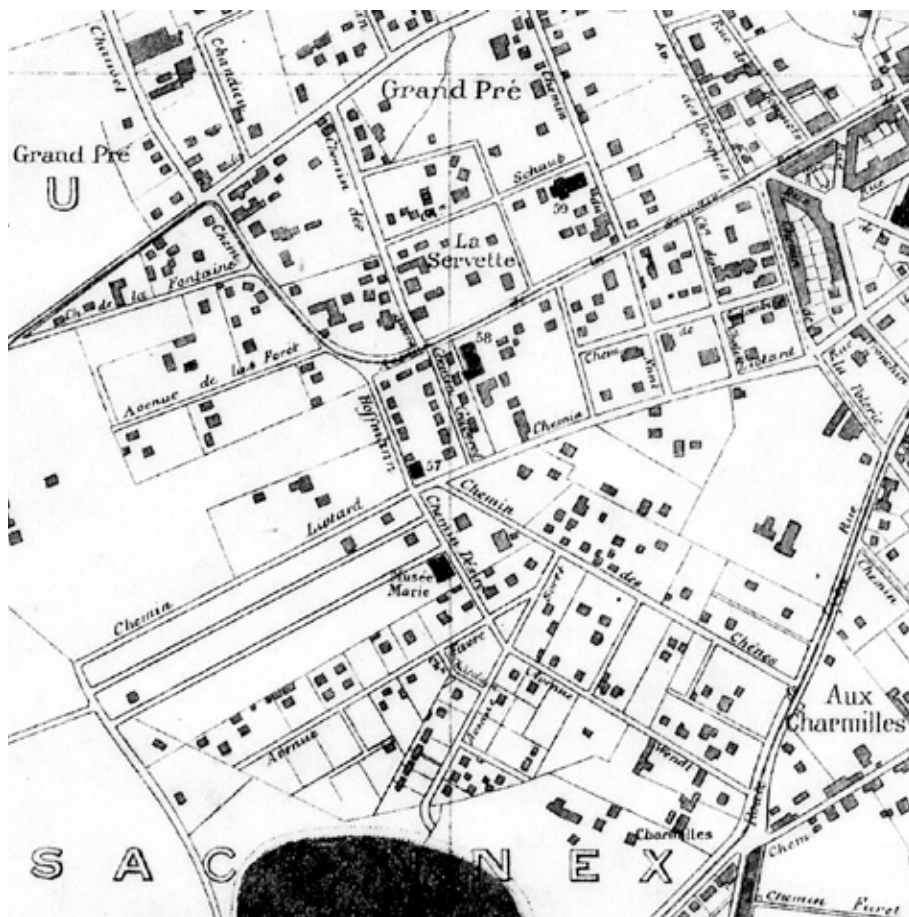
18



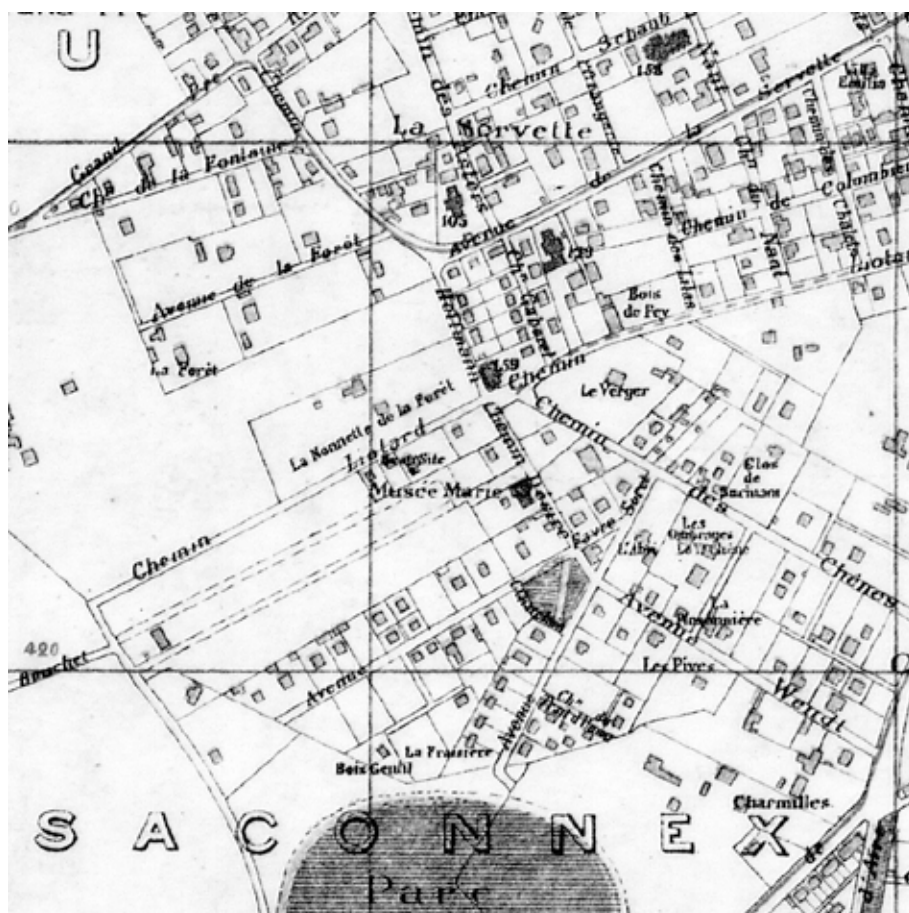
19

Fig. 22. *Genève et ses environs*, 1899, Charles Bobillier. Extrait. On peut voir une deuxième dépendance au sud-ouest de la première.

Fig. 23. *Genève et ses environs*, 1900, Charles Bobillier. Extrait. La propriété est nommée : « La Nonette de la Forêt ».



22



23



24



25

L'habitation et ses dépendances

La maison d'habitation et la dépendance principale de la « *Nonette de la Forêt* » ont donc été construites dans les années 1830 (entre 1828 et 1837) comme de nombreuses « maisons de campagne » des environs de Genève, notamment celles édifiées à proximité immédiate dans l'ancien domaine de la Servette. (Fig. 24) Dans *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Leïla el Wakil décrit le lotissement de ce domaine au début du XIX^e siècle :

« C'est dans cette immédiate campagne que s'émiettent les anciens domaines et que se produisent les plus juteuses opérations spéculatives ; c'est par exemple le lotissement de l'ancien domaine de la Servette ou de celui du pré de l'Hôpital aux Contamines, deux échantillons qui reflètent deux réalités. Le premier est l'exemple précoce d'une implantation banlieusarde diversifiée ; le second au contraire est le témoin rare d'une expansion résidentielle homogène. Résultat du morcellement de la propriété Liotard-Sarasin, la première opération débouche sur la création d'un quartier hétérogène : deux « campagnes » aisées dans le haut, de modestes maisons contiguës, de petits immeubles même, dans le bas. C'est en 1828 que l'entrepreneur-promoteur Charles Constant Lequin, associé avec le rentier Abel Louis Janin, fait l'acquisition au lieu-dit de la Servette, d'une partie du domaine des hoirs de Dame Liotard-Sarasin. Aussitôt il bâtit, dans l'intention de les vendre, deux campagnes de six et huit poses et demi respectivement, comprenant « maison d'habitation et dépendances, jardin, pré et bosquets », joliment dénommées *Mon Désir* et *La Fantaisie*, en deça du Nant de Pissevache, dit aussi de la Servette. (Fig. 25)

Ces deux opérations donnent le coup d'envoi d'une vague de constructions dans les vingt années qui suivent ; morcellement et reventes en cascades procurent au lieu un caractère nouveau. Tandis que le bas des Grottes s'urbanise, une quarantaine de construction isolées surgissent sur les nombreuses et régulières parcelles contiguës desservies par les chemins qui se créent perpendiculairement à celui de la Servette. Les parcelles n'excèdent pas 1 hectare et sont en moyenne de 50 ares. Les constructions sont simples et leur coût oscille entre 20.000 et 80.000 frs ; elles servent de résidences principales ou de rapport. Isidore de Fombelle et Jacob Marc Dussuet, deux brasseurs d'affaires, forment une équipe active dans le quartier ; ils achètent, morcellent, construisent et revendent. À côté de ces propriétaires éphémères et affairistes, on trouve aussi une population stable qui se recrute particulièrement parmi les bijoutiers-horlogers, pour lesquels le quartier de la Servette constitue une annexe de l'ancien faubourg de la Fabrique alors surpeuplé et en mutation, suite au développement de l'ancien quartier des Bergues. Au total c'est

Fig. 24. La demeure du domaine de la Servette, la maison Liotard, vers 1895. Elle a été démolie en 1931.

Fig. 25. La Fantaisie à la fin des années 1880. La véranda a été ajoutée dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

une population mélangée qui s'installe : bijoutiers, négociants, médecins, archivistes, entrepreneurs, agents de change, rentiers. » »⁶

Les quelques vues prises par le photographe Georges Néri pour le compte du Service immobilier de la Ville de Genève après l'acquisition de la propriété par la Ville en 1967, puis juste avant sa démolition en 1973, montrent un bâtiment compact de deux niveaux, surmonté d'un toit à quatre pans. Le rez-de-chaussée est légèrement surélevé (quatre ou cinq hauteurs de marche selon la façade). Les façades sont à trois travées, sauf la façade sud qui, au-dessus d'une grande véranda qui occupe au rez-de-chaussée toute la largeur de la façade, présente deux fenêtres écartées à l'étage. (**Fig. 26, 27, 28, 29 et 30**) La maison est contemporaine du lotissement du domaine voisin de la Servette et elle présente la morphologie architecturale courante des campagnes de la première moitié du XIX^e siècle étudiées par Leïla el-Wakil dans *Bâtir la campagne*. On y reconnaît notamment ce qu'elle qualifie d'« *esthétique du bloc* » :

« La petite maison du début du XIX^e siècle relève bien de cette mise en œuvre du bloc ; pratique et esthétique s'y rencontrent. Pure et dépouillée, cette forme géométrique, s'affiche comme entité essentielle ; l'élémentarité qui la caractérise, de même que son refus du compromis, expliquent son incessante récurrence dans l'architecture néo-classique. Durant bien des années la typologie de la petite maison unifamiliale devait se résumer à cette unité minimale ; un « cube », d'un étage sur rez-de-chaussée, légèrement surélevé par un socle, parfois excavé, sommé d'un toit peu pentu à quatre versants abritant des combles ou, mais ceci semble une solution plus rurale et plus rare, d'un toit à deux versants. Des chaînages d'angles en harpe et une corniche supérieure à denticule insistent sur le volume « cubique » en soulignant ses arêtes. De deux travées sur trois, en règle générale, cette maison est recoupée d'un seul refend, souvent longitudinal, plus rarement transversal ; une telle structure engendre d'ordinaire quatre pièces au rez-de-chaussée (grand et petit salon, salle à manger, cuisine et office) et autant, voire d'avantage au premier étage. Cette formule architecturale que l'on pourrait considérer comme le bas de gamme de la « campagne » devait se répandre comme une traînée de poudre. »⁷

6. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 1, pp. 32-34.

7. Leïla el-Wakil, *op. cit.*, vol. 1, p. 109.

La maison d'habitation de la Nonette de la Forêt correspond à cette description. Sa morphologie architecturale, ses proportions et plusieurs détails se retrouvent dans des

Fig. 26. Vue aérienne de la Nonette de la Forêt dans les années 1950.





27

Fig. 27. Le jardin de la Nonette de la Forêt en avril 1967.



28

Fig. 28, 29 et 30. La maison de la Nonette de la Forêt en février 1973.



29



30



31



32



33



34

Fig. 31. La maison Billon (1830-31) à Plainpalais, aujourd'hui démolie. Comme à la Nonette de la Forêt, le balcon soutenu par deux colonnes toscanes, soulignait l'axe central de la façade.

Fig. 32. La maison Deonna (1828) à Malagnou, aujourd'hui démolie. La porte d'entrée était surmontée par un dais en tôle à festons.

Fig. 33. La façade arrière de la Fantaisie : le porche vitré a été ajouté en même temps que la véranda.

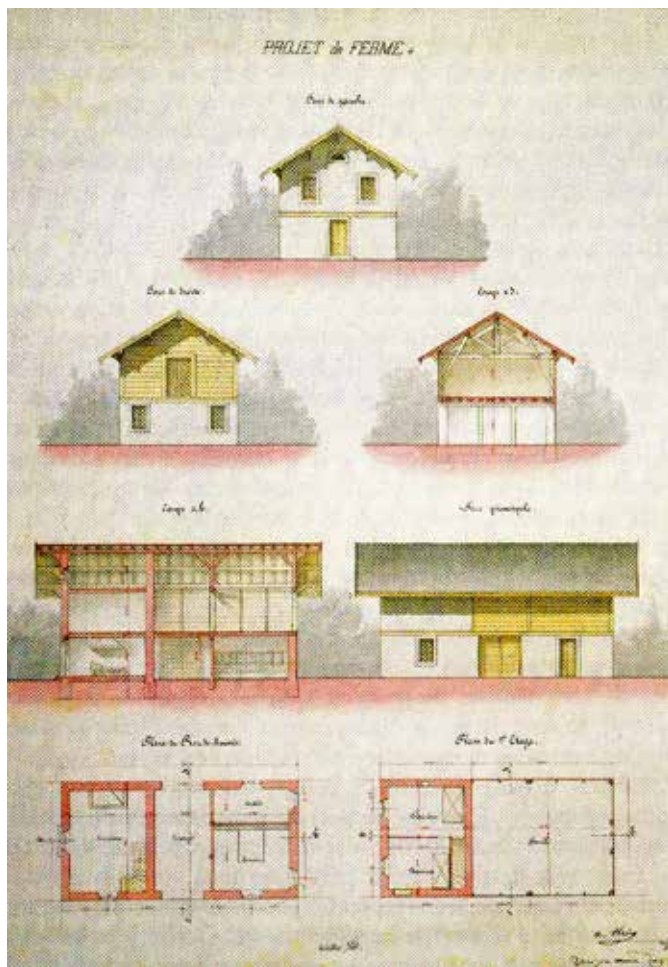
Fig. 34. La dépendance principale de la Nonette de la Forêt en avril 1967.

exemples présentés dans *Bâtir la campagne*. Par exemple, un balcon soutenu par deux colonnes toscanes souligne l'axe central de la façade est. Ce dispositif architectural se retrouve à la maison Dufour au Pâquis, à la maison Munier au Grand Pré, ou encore à la maison Billon à Plainpalais⁸ (Fig. 31). Les paliers des porches d'entrée côté nord et côté ouest sont abrités par des dais en tôle à festons qui semblent très proches de ce que l'on pouvait trouver notamment à la Régence, à la maison Deonna ou à la maison Dejean-Lasserre à Malagnou⁹, etc. (Fig. 32). Même les modifications postérieures sont typiques de ces « villas » du XIX^e siècle, comme la fermeture de la véranda au sud ou l'installation d'un vitrage pour protéger le porche nord de la bise. (Fig. 33) La maison possède cependant quelques particularités. Si l'on compare cette maison à celles présentées dans le livre on se rend compte qu'avec ses proportions elle devrait plutôt avoir trois travées en longueur et deux en largeur. Il se trouve que les deux petits côtés sont ici percés de trois axes rapprochés avec des porches d'accès dans l'axe aussi bien à l'est qu'à l'ouest : cela exclut le refend central habituel dans la plupart des exemples de mêmes dimensions. La présence d'un refend transversal est probable mais la position d'un troisième porche d'entrée dans l'axe de la façade nord et la disposition des fenêtres – trois travées au nord, deux au sud – rendent toute hypothèse sur sa position hasardeuse.

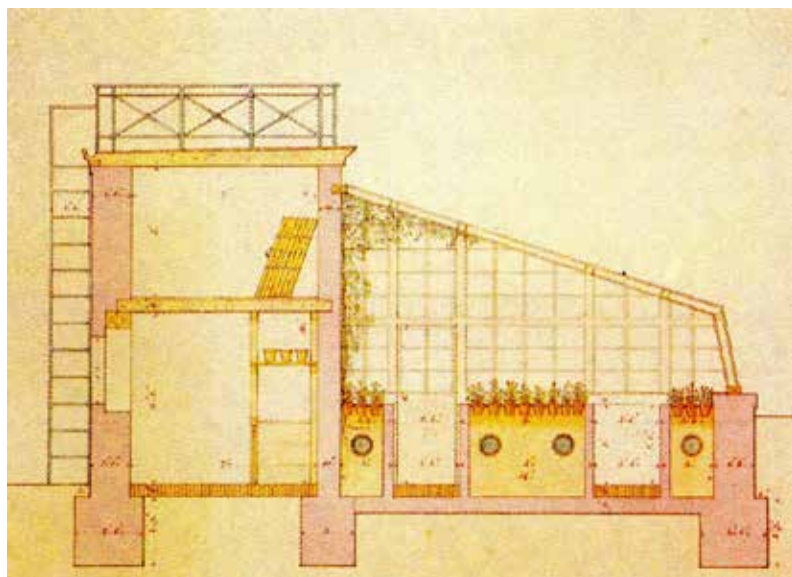
La ressemblance aux maisons présentées dans *Bâtir la campagne* s'étend aussi aux bâtiments annexes. La dépendance principale – d'une surface au sol supérieure à

8. Leïla el-Wakil, *op. cit.*, vol. 2, *Catalogue*, pp. 11, 93, 112.

9. Leïla el-Wakil, *op. cit.*, vol 1, p. 113 et vol. 2, *Catalogue*, pp. 35, 51.



35



36

Fig. 35. Planche d'une projet de ferme d'A.-A. Krieg, dessinée en 1868.

Fig. 36. Coupe sur la serre de Miolan dressée par A.-A. Krieg en 1856.

Fig. 37. La Nonette de la Forêt en avril 1967 : la serre et le rideau de sapin devant la route de Meyrin



37

l'habitation – a semble-t-il été construite en même temps que la maison. Elle affiche un caractère rural typique des dépendances de ces maisons de campagne : toit de tuiles à deux pans, maçonnerie enduite, portes et lattage de bois, ouvertures en demi-cercle. (Fig. 34) Elle se rapproche d'un *Projet de ferme* dessiné par l'architecte Alexandre-Adrien Krieg en 1868¹⁰. (Fig. 35) Quant à la serre, sans doute bien postérieure (elle n'apparaît sur les cartes qu'en 1899), elle ressemble fortement à celle dessinée en 1856-57 par le même A.-A. Krieg pour le Grand Miolan¹¹. (Fig. 36 et 37)

10. Leïla el-Wakil, *op. cit.*, vol. 1, p. 103..

11. Leïla el-Wakil, *op. cit.*, vol. 1, p. 105.

Fig. 38. L'immeuble construit en 1908-09 à l'angle de la rue Liotard et de l'avenue Wendt par les architectes Jules Maurette et Olivier Henchoz pour Jules Lecoultré.



38

Propriétaires et locataires

Peu de choses sont connues sur les propriétaires de la Nonette de la Forêt. Au moment de l'achat par la Ville de Genève en 1966 les propriétaires sont à parts égales Charles Henri Lecoultré, industriel, et son frère René Jules Lecoultré, employé de banque. Ils sont les fils de Jules-Hector, lui-même fils de Louis-Frédéric¹². Les propriétaires ne souhaitent pas vendre, nous y reviendrons. On peut lire dans un document établi par leur avocat les informations contradictoires suivantes : « *les hoirs Lecoultré sont propriétaires, de père en fils, depuis trois générations* » et plus loin « *la villa en question a été de tout temps occupée par la famille Lecoultré* »¹³. En fait, des deux propositions, il semble que la première soit correcte. En effet dans un acte notarié concernant la parcelle voisine dont la famille Lecoultré est également propriétaire, il est écrit que cette dernière a été acquise le 12 mai 1908 à Ferdinand-Jean Darier, fils de Jules-Louis. Comme cette dernière parcelle a manifestement été détachée de la parcelle de la Nonette pour construire en 1908-09 l'immeuble d'angle avenue Wendt - rue Liotard, (**Fig. 38**) on peut supposer que la famille Lecoultré est propriétaire de l'ensemble depuis cette même date, donc depuis 12 mai 1908. Une information amusante tendrait à confirmer que la famille Darier était propriétaire de la Nonette avant les Lecoultré. Dans le *Journal de Genève* du 31 mai 1908, un lecteur, H. Correvon écrit : « *On m'apprend que le plus beau des arolles de notre canton, celui planté par feu M. John Darier, à la Nonette de la Forêt, en 1875, je crois, va être détruit. Des plans de constructions locatives le condamnent irrévocablement. Cet arbre, bien connu des alpinistes du canton est considéré par eux et par les forestiers suisses comme l'un des plus forts exemplaires qui aient été acclimatés dans nos environs ; il mesure sept mètres de haut. S'il y avait un moyen quelconque de le sauver en le transportant peut-être un peu plus loin, les amateurs de belles choses seraient reconnaissants aux propriétaires de bien vouloir tenter la chose. Agréé, etc.* »¹⁴

12. N. Genecand, Notaire, « Vente par les consorts Lecoultré à la Ville de Genève », Genève, 10 août 1966. Dossier administratif 1201/XII, Archives du Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève (ADCA).

13. Etude de M^e Charles-Edouard Muller, avocat au barreau de Genève, « Recours de droit public », Genève, le 21 avril 1961, p. 3. Dossier administratif 1201 XII, Achat campagne Lecoultré, ADCA.

14. *Journal de Genève*, 31 mai 1908, p. 8.



39



40

Fig. 39. Grace Chisholm Young à l'époque où le couple vivait à Göttingen, avant 1908.

Fig. 40. William Henry Young, peut-être dans le jardin de la Nonette de la Forêt, entre 1908 et 1915.

Si nous ne savons que peu de choses de ses propriétaires, la Nonette de la Forêt a en revanche eu pendant quelques temps des locataires d'une certaine notoriété.

Les noms de William Henry Young (1863-1942) et de son épouse Grace Chisholm Young (1868-1944) n'évoquent pas grand-chose à tout un chacun. Ce couple de mathématiciens britanniques est cependant resté dans certaines mémoires. Une sélection de leurs écrits a été publiée en 2000 par les Presses polytechniques et universitaires romandes. L'important volume de 870 pages ne représente cependant que la version réduite du projet initial des éditeurs : « *The mathematical work of Grace Chisholm Young and William Henry Young consist of some 215 articles and 3 books ; most of the work is the result of a joint effort even though the name of W. H. Young figures as the sole author in many of the publications. Originally, we had planned to publish in four volumes all the mathematical papers of G. C. Young and W. H. Young printed during their lifetime* »¹⁵.

Juger de l'importance de leur contribution au développement des mathématiques demande des compétences que l'auteur de ces lignes ne possède pas. La plupart des papiers repris traitent d'analyse mathématique et tournent autour des *Séries de Fourier*.

Une partie de leur notoriété provient de leur couple : non seulement, ils sont tous deux mathématiciens, mais tous deux excellent, séparément et ensemble. William Henry est un mathématicien titré mais son élève puis épouse le devient aussi. En 1895, Grace Chisholm Young reçoit le titre de Docteur de l'Université de Göttingen. Sa thèse, écrite sous la direction du professeur Felix Klein (1849-1925) est intitulée « *Algebraisch-gruppentheoretische Untersuchungen zur sphärischen Trigonometrie* ». G. C. Young est la première femme à obtenir un titre de doctorat en Allemagne, toutes disciplines confondues et, en mathématiques, l'une des toutes premières femmes dans le monde entier. Le fait que comme d'autres couples de scientifiques célèbres, tels Marie et Pierre Curie ou Frédéric et Irène Joliot-Curie, les Young aient fait leurs recherches et leurs publications ensemble fascine. En août 1972, un article de la revue *Annals of science* traite de cet aspect : « *A Mathematical Union : William Henry and Grace Chisholm Young* ». On y trouve quelques informations sur leur séjour à Genève de 1908 à 1915, à la Nonette de la Forêt. **(Fig 39 et 40)** Pourquoi le couple et ses 5 jeunes enfants quittent Göttingen pour Genève n'est pas très clair : d'une part les britanniques vivants alors en Allemagne éprouvent un sentiment de malaise croissant, d'autre part les Young cherchent

15. S. D. Chatterji et H. Wefelscheid (éd.), *Selected Papers, G. C. Young, W. H. Young*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne 2000, p. V.



41

Fig. 41. Grace et son fils Frank vers 1915-16.

un endroit où élever aussi économiquement que possible leur grande famille¹⁶. C'est au cours de leurs années à Genève que les Young écrivent la partie centrale de leur œuvre mathématique. Quand le temps le permet, ils s'installent dans le jardin pour travailler et ils encouragent leurs enfants à profiter autant que possible du plein air. Frank, le fils aîné, se passionne pour l'aviation. Grace raconte : « *It was on day about this time that the Swiss aviator Lugrin flew over La Nonette, and had an accident which brought him down not far from our house. Frankie went off on his bicycle to the scene of the disaster, and had a conversation with the aviator, and investigated the damaged aeroplane. When he came home he poured into my willing ears a description of the mechanism and the causes of the accident.* »¹⁷ Le *Journal de Genève* du 6 juillet 1914 relate l'incident : Marcel Lugrin et son passager s'en tirent avec des égratignures.

En 1915, la famille déménage à Lausanne pour se rapprocher du lieu d'étude de Frank qui est inscrit à l'Ecole d'ingénieurs de Lausanne. Frank deviendra aviateur, lieutenant du Royal Flying Corps. Il trouvera la mort à 19 ans, en France, le 14 février 1917 : « *Frank's plane was at 5,000 feet when it was attacked from above by nine German fighters : he was shot through the head and died at once.* »¹⁸ (Fig. 41)

Un autre fils Laurence Chisholm Young (1905-2000), lui-même éminent mathématicien, professeur émérite de l'Université du Wisconsin à Madison raconte ses souvenirs du séjour genevois : « *For the next 7 years, we lived at 'La Nonette de la Forêt' in Geneva, a house with a large veranda, where my parents had occasional informal mathematical gatherings, with formulae and so on written large, on makeshift 'blackboards' consisting of sheets of paper stuck or pinned to the wall. We lived much in the extensive grounds of several acres at least, perhaps much more if childhood memories have not magnified dimensions. I am told that people thought we must be quite rich, for indeed millionaires could have no better home in which to bring up a family! Yet we were not charged for the privilege of roaming in the grounds or climbing trees. Nor were we charged much for medical expenses, when my mother's almost completed medical studies proved, from time to time, insufficient for some minor infection or mishap. Finally, our education, supplemented by books -- of which we had a houseful by no means exclusively in English-- was, I now think, the best in the world for us, yet comparatively inexpensive. All in all, our limited resources were no handicap, and we were fluent from early childhood in several modern languages.* »¹⁹

Après le départ des Young, la maison est remise en location. Des annonces paraissent dans le *Journal de Genève* en octobre 1915 et en avril 1916 : « *La Nonette de la Forêt. Villa de 10 pièces, grande véranda, garage, beau parc ombragé, dernier confort, est à louer. Avenue Wendt 57, à 2 min. de la station Servette-Ecole.* »²⁰

2. Démographie et développement du quartier

Evolution démographique du canton et de la ville

La population du canton de Genève n'a cessé d'augmenter au cours du XX^e siècle passant de 127'230 habitants en 1899 à 413'385 en l'an 2000²¹. La population a donc plus que triplé pendant ce siècle. Cet accroissement n'a pas été linéaire : fort avant la Première guerre mondiale, il a ensuite stagné dans l'Entre-deux-guerres pour reprendre très fortement dès la fin de la Seconde guerre mondiale : 174'855 habitants en 1941, 202'918 en 1950, 259'234 en 1960, 326 en 1970, soit des augmentations par décennies de 16% pour les années 1940, 27,7% pour les années 1950, 26% pour les années 1960 puis des augmentations entre 7 et 12 % par décennie des années 1970 à aujourd'hui.

16. I. Grattan-Guinness, « A Mathematical Union : William Henry and Grace Chisholm Young », in *Annals of Science*, vol. 29, n° 2, août 1972, p. 150.

17. *Ibidem*, p. 152.

18. *Ibidem*, p. 156.

19. L. C. Young, *The Life and Work of WH Young et GC Young*, document en ligne. Le document a été écrit pour le projet de publication complète des écrits des Young, mais la place manquait dans la version réduite réalisée.

20. *Journal de Genève*, 4 octobre 1915, p. 8 et 10 novembre 1916, p. 8. La première annonce indique 12 pièces.

L'évolution démographique de la ville de Genève n'a pas été parallèle à celle du canton. La population est passée de 95'393 habitants en 1900 à 177'964 en 2000, soit une augmentation de 86% (contre 225% pour le canton). L'augmentation a été encore moins linéaire que celle du canton. Il y a eu certes des périodes de forte hausse (1900-10, + 30,1%, 1941-50, + 16,8%, 1950-60, + 17,6%) mais aussi des décennies de stagnation de 1910 (124'089 h.) à 1941 (125'560) et même des décennies de diminution de la population : les années 1920 (- 3, 2%), les années 1960 (- 0,7%) et 1970 (-8,6%). Il est à noter que la population de la ville augmente à nouveau depuis les années 1980.

Ces chiffres cachent d'importants mouvements de population à l'intérieur même de la ville. La population a été déplacée du centre-ville vers la périphérie. Le secteur démographique qui nous intéresse, celui de Charmilles-Châtelaine, est l'un de ces quartiers vers lesquels la population a dû déménager.

L'urbanisation du quartier du Bois-Gentil et des quartiers voisins

« Le quartier de Bois-Gentil est délimité par la rue Liotard, l'avenue Wendt, l'avenue Soret et la rue Edouard-Rod. »²².

Jusque dans l'Entre-deux-guerres, le quartier se couvre progressivement, sans plan d'ensemble, de villas et de petits immeubles²³. Au sud-ouest, le terrain libre du quartier du Champ-de-courses, entre les rues de Bourgogne, du Dauphiné, Edouard-Rod et Soret est loti dans l'Entre-deux-guerres et rapidement couvert d'un tissu régulier de villas²⁴. Des zones voisines restent peu touchées par l'urbanisation: le domaine de la Forêt au nord de la route de Meyrin, toutes les parcelles le long de cette même route côté sud – y compris la parcelle de la Nonnette de la Forêt – et, à l'ouest le domaine où, de 1887 à 1973, était installée l'Ecole d'horticulture, entre la route des Franchises et le chemin du Bouchet (actuelle avenue Edmond-Vaucher). A l'est du site de la future école Liotard, un ensemble de quatre immeubles de grand gabarit est bâti à la fin des années 1920 à l'angle de la toute nouvelle route de Meyrin et de l'avenue Wendt. (Fig. 42)



21. Chiffres de l'Office cantonale de la statistique (OCSTAT). Voir le site du Canton de Genève : http://www.ge.ch/statistique/domaines/01/01_02_1/tableaux.asp.

22. *Mémorial du Conseil municipal (MCM)* du 17 mai 1960, p. 37. Le périmètre plus étendu entre la route de Meyrin, la rue de Lyon, les avenues Wendt et Edmond-Vaucher comprend en plus trois autres quartiers : Vieusseux, Pépinière et Champ-de-courses, *ibidem*, p. 36.

23. Plus éloignées de la ville des opérations sont planifiées dès les années 1920 : les 27 villas du quartier du Mervelet (1921, Paul Perrin), la Cité-jardin d'Aire (1920-27, Arnold Hoechel), et les Cités jardins du Coin-de-Terre au Bouchet (1934-35, A. Hoechel) et à Bel-Essert (1936-41, A. Hoechel et J. Stegelin). A noter que ces opérations recherchent ni densité, ni caractère urbain.

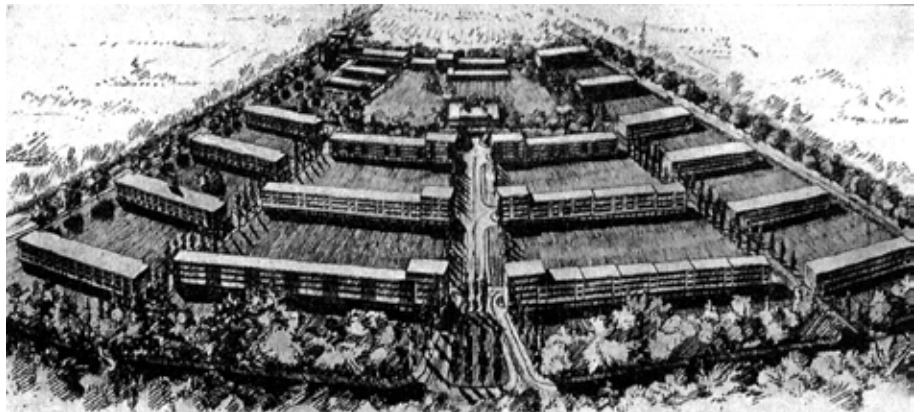
24. Au sud du quartier du Champ-de-courses, entre la rue de Lyon et la rue de Bourgogne, s'implante à partir de 1938 la Société Hispano-Suiza qui y construit ses ateliers de mécaniques et ses locaux administratifs.

Fig. 42. L'ensemble de 4 immeubles construits à la fin des années 1920 à l'angle de l'avenue Wendt et de la route de Meyrin.

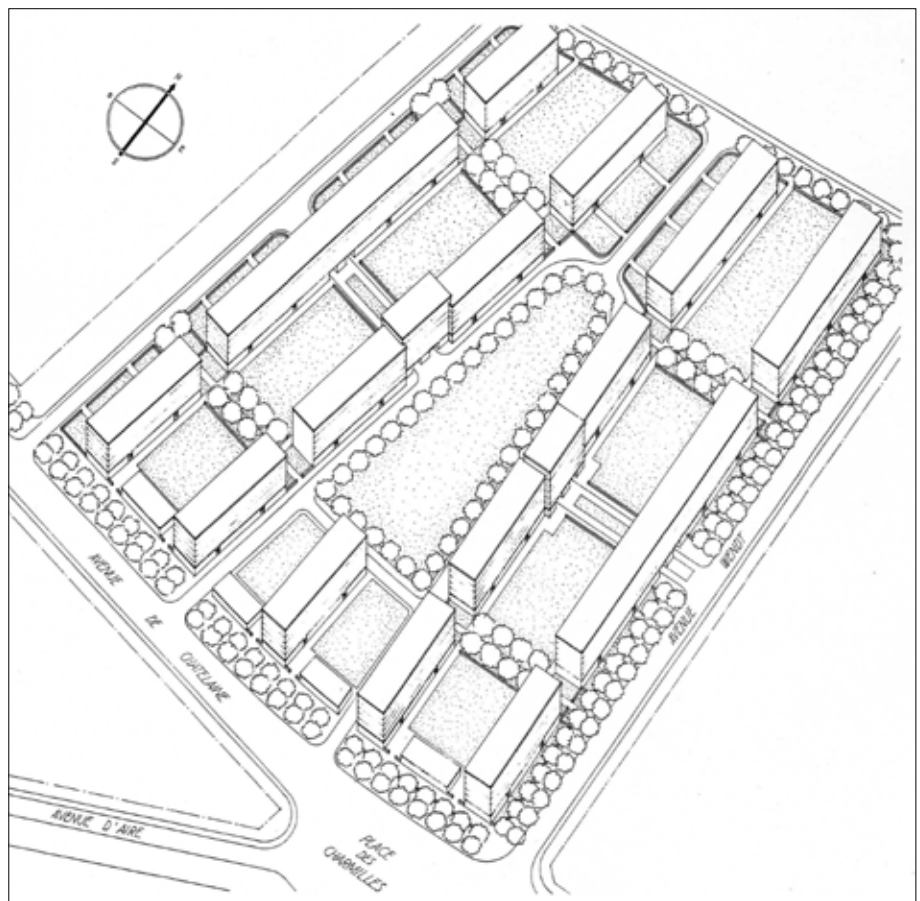
Deux opérations en marge du quartier font exception et tranchent avec cette urbanisation diffuse. A l'ouest, la Cité Vieusseux est édifiée entre 1928 et 1932 sur un plan masse en éventail de Maurice Braillard. 245 logements, soit 857 pièces, sont construits par la Société coopérative d'habitation et 165 logements pour personnes âgées par la Fondation suisse pour la vieillesse. **(Fig. 43)** Au sud à proximité de la place des Charmilles, les architectes associés, Arnold Hoechel et Henry Minner établissent en 1932 un plan d'aménagement pour le compte de la Société immobilière « Le Charme ». **(Fig. 44)** Cette initiative incite le Département des travaux publics (DTP) à faire un contre-projet basé sur la base d'un plan d'aménagement adopté par Arrêté du Conseil d'Etat le 21 mars 1930. Ce contre-projet permet une dérogation aux règlements en vigueur. En effet, seul « le terrain situé en bordure de la route de Lyon sur 20,00 m. de profondeur, est compris dans la 3^e zone, tandis que le reste du quartier fait partie de la 4^e. En appliquant la loi,

Fig. 43. Perspective du plan masse de Maurice Braillard pour la Cité Vieusseux.

Fig. 44. Projet d'aménagement du quartier des Charmes, Arnold Hoechel et Henri Minner 1932.



43



44

le résultat eu été parfaitement fâcheux par le fait d'un décalage de deux étages. La dérogation accordée par le Département des travaux publics porte à 6 le nombre des étages autorisés pour ce plan d'aménagement sans changer le classement des zones. La hauteur totale des constructions couvertes en plate-forme sera de 20 mètres, le dernier étage sera en retrait de 2 m. sur chaque façade. La disposition des 9 groupes de constructions perpendiculaires à la route de Lyon est excellente, l'orientation sensiblement nord-sud assure le maximum d'insolation à tous les logements, la largeur des immeubles avant-corps et galeries compris est de 16 m., l'espacement entre les groupes est d'environ 35 mètres. Des constructions basses de 4 m. de hauteur destinées à des magasins et garages sont autorisées en bordure de la route de Lyon. »²⁵ Seulement deux barres et deux pavillons sont réalisés dans les années 1930 près de la rue de Lyon – rue Guye 1 à 7, 1936-40, Jean Camoletti et rue Joseph-Pasquier 11 à 19, 1936-40, A. Hoechel et C. Vetterli –, (**Fig. 45**) mais l'opération, qui sera poursuivie après la Seconde guerre mondiale, lance l'urbanisation du quartier. En effet de pair avec ce projet sont décidés l'aménagement de la place des Charmilles et l'élargissement de la rue de Lyon (30 m. dont 2 trottoirs de 6 m. plantés d'arbres) et de l'avenue Wendt (21 m. dont 2 trottoirs de 3 m. et 9 m. et une double rangée d'arbres). Les nouveaux grands axes de circulation, la route de Meyrin et l'avenue Wendt seront les porteurs de la densification du quartier dans l'immédiat après-guerre.

Continuant ses constructions selon le plan masse de Maurice Braillard, la Société coopérative d'habitation édifie de 1946 à 1950, perpendiculairement à la route des Meyrin les 7 barres de la Cité Villars et, à l'arrière de Vieusseux, les 5 barres de la Cité Franchises à l'emplacement originellement réservé pour le groupe scolaire de la cité : la coopérative ajoute ainsi 260 logements à son parc immobilier²⁶. (**Fig. 46**) En parallèle à ces opérations, 8 immeubles locatifs (1946-49, Jean-Henri Schürch et René Schwertz) sont construits entre la route de Meyrin et la rue Liotard juste à l'ouest de la Nonette de la Forêt, le groupe Servette (48 appartements, 198 pièces) de la Société coopérative « Familia »²⁷. (**Fig. 47**)

25. *Mémorial du Conseil municipal* du 27 décembre 1932, p. 487.

26. Chiffres indiqués par la Société Coopérative d'Habitation Genève sur son site internet : <http://www.schg.ch/fr/historique>.

27. « La Société coopérative d'habitation « Familia », à Genève et les réalisations de MM. Schürch et Schwertz, architectes, en 1947-48 », in *Habitation*, n°s 4-5, 1948, 24-27 et 31.



Fig. 45. L'un des deux immeubles du quartier des Charmes construits avant la Seconde guerre mondiale, 1936-40 : rue Joseph-Pasquier 11 à 19, Arnold Hoechel et Conrad Vetterli architectes.

Fig. 46. La Cité Villars (1946-47), Ernest Martin architecte.



46

Fig. 47. Vue aérienne vers 1950. Au centre de la photo, la Cité Vieusseux avec à l'arrière la Cité Franchises et à droite la Cité Villars. Les arbres au tout premier plan, à gauche de la route de Meyrin, sont sur la parcelle où sera édifiée plus tard l'école Liotard ; derrière ces arbres, le groupe Servette de la coopérative Familia (1946-49), Jean-Henri Schürch et René Schwertz architectes.



47

Dans le Plan de délimitation des zones de construction²⁸ annexé à la loi du 9 mars 1929 l'avenue Wendt constitue la frontière entre les zones 3 et 4. (**Fig. 48**) La construction du Palais des Nations dans le domaine de l'Ariana à partir de 1929 renforce l'importance de l'axe transversal qui commence à la place des Charmilles et aboutit au palais : avenue Wendt, rue Hoffmann et avenue Giuseppe-Motta. Les deux plans des zones de construction du canton de Genève de 1936 et 1937 placent ainsi tout le front ouest de ce grand axe dans la zone urbaine. (**Fig. 49**) Dans le Plan des zones de constructions de la région urbaine de 1939 le quartier du Bois-Gentil est en 4^e zone à l'exception de la bande de terrains longeant l'avenue Wendt et du quartier des Charmes qui sont en 3^e zone. (**Fig. 50**) C'est bien là que reprend l'urbanisation du secteur dans les années 1950. Dès 1949 s'édifient à l'est du quartier, entre l'avenue Wendt et la rue Lamartine les barres de l'ensemble Surinam²⁹. (**Fig. 51**) L'ouverture des chantiers de construction des immeubles du front ouest de l'avenue Wendt suit immédiatement : 1953, n^{os} 1, 3 et 5, Jean-Camoletti achitecte – n^{os} 23, 25 et 27, Luc Hermès architecte – n^{os} 41, 43 et 45, Charles, Eric et André Billaud architectes ; 1954, n^{os} 7 et 9, Hans Hochuli et Pietro

28. Voir Alain Léveillé (dir.), 1896-2001, *Projets d'urbanisme pour Genève*, Centre de recherche sur la rénovation urbaine, Institut d'architecture de l'université de Genève, Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, République et canton de Genève, DAEL et Georg, Genève 2003, p. 47.

29. Philippe Grandvoinnet, « Ensemble Surinam », in Catherine Courtiau (dir.), *XX^e, Un siècle d'architectures à Genève, Promenades*, Infolio, Gollion 2009, p. 261.



Fig. 48. Plan de délimitation des zones de construction annexé à la loi du 9 mars 1929. L'avenue Wendt constitue la frontière entre la 3^e et la 4^e zone.

Fig. 49. Plan des zones de construction du canton de Genève, 1937. Tout le front ouest de l'axe transversal qui aboutit au Palais des Nations est placé dans la zone urbaine.



48

49

Fig. 50. *Plan des zones de constructions de la région urbaine, 1939.* Le quartier du Bois-Gentil est en 4^e zone à l'exception de la bande de terrains longeant l'avenue Wendt et du quartier des Charmes qui sont en 3^e zone.

Fig. 51. Vue aérienne actuelle : au premier plan la place des Charmilles. A gauche de l'avenue Wendt, le quartier des Charmes (1936-61) ; à droite, l'ensemble Surinam (1949-58).



50



51



52



53



54

Fig. 52. Avenue Wendt 23, 25 et 27, Luc Hermès architecte (1953 autor.).

Fig. 53. Avenue Wendt 41, 43 et 45, Charles, Eric et André Billaud architectes (1953 autor.).

Fig. 54. Quartier des Charmes : projet modifiant le plan d'aménagement 2765 bis. Approuvé par le Conseil administratif le 12 octobre 1954 et complété par le Service d'urbanisme du DTP le 18 mars 1955. En noir les immeubles existants ; en rouge les immeubles projetés.

Sartorio, architectes ; 1956, n°s 29, 31 et 33, René Noser architecte. L'édification de ce front de l'avenue s'achèvera à partir de 1974 avec la construction du n° 21 par les architectes Luc Hermès et Jean-Jacques Mégevand. **(Fig 52 et 53)**

Un plan de modification du plan de quartier des Charmes est adopté en 1954-55 : dans l'angle sud-ouest une barre d'immeubles est abandonnée au profit de l'extension des établissements industriels Hispano-Suiza le long de la rue de Lyon. **(Fig. 54)** Au début des années 1960, quatre barres viennent compléter l'ensemble planifié dès les années 1930 : 1958, rue Guye 2 à 6, architecte non identifié ; 1959, rue Joseph-Pasquier 1 à 9 et rue de Bourgogne 6 a à e, Hochuli et Sartorio architectes ; 1960 rue du Dauphiné 12 à 16, René Schwertz architecte. **(Fig. 55)** En procédant par extrapolation, à partir des données de la barre appartenant à la Fondation de la ville pour le logement social³⁰, rue Guye 2 à 6, l'ensemble du quartier des Charmes une fois achevé compte environ 1000 logements. Une fois ces deux marges du quartier le long de la rue de Lyon et de l'avenue Wendt bâties, c'est dans le tissu disparate de l'intérieur du quartier que sont construits des immeubles de grand gabarit.

30. Voir le site internet de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (fvgl) : http://www.fvgl.ch/index.php?option=com_content&view=article&id=79:rue-guye-246&catid=39:patrimoine-rive-droite&Itemid=187.

Fig. 55. *Projet d'aménagement de la région urbaine* (plan Marais), 1952. Ce plan illustre bien l'urbanisation périphérique du quartier du Bois-Gentil : les Charmes, l'avenue Wendt, la route de Meyrin. Sur la parcelle de la future école Liotard, sont prévues trois barres d'immeubles perpendiculaires aux rues.



55

A la fin des années 1950 les lois Dupont (1955 et 1957), associées à la Loi sur l'expansion de l'agglomération urbaine du 29 juin 1957, stimulent la construction de logement. « De 1957 à 1974, qui marque la fin de la croissance exponentielle, il s'est construit à Genève 27'179 logements avec l'aide des pouvoirs publics, alors que le nombre de logements à loyers libres pour la même période, s'élève à 47'583 logements. A ces chiffres il faut encore ajouter les 5'868 logements construits par les pouvoirs publics et les 1'093 édifiés par les corporations de droit public (dont les coopératives). »³¹

La Loi sur l'expansion de l'agglomération urbaine définit une zone de développement où les projets sont soumis au contrôle rigoureux de l'Etat. « Les autorisations de construire ne sont délivrées que sur la base de plans d'aménagement localisés agréés par le Département des travaux publics. Ces plans doivent entre autres indiquer le tracé des voies de communications, le gabarit et la destination des immeubles, les espaces réservés à des bâtiments ou des installations d'intérêt public. »³²

Face aux premières requêtes en autorisation de construire dans le quartier du Bois-Gentil, le Service d'urbanisme du DTP établit un projet d'aménagement du quartier et des quartiers voisins de Vieusseux, Pépinière et Champ-de-courses (Plan 24269/610) approuvé par la Commission d'urbanisme le 29 septembre 1959. (Fig. 56) Il prévoit notamment le doublement de la rue Edouard-Rod par une voie express en sous-sol, suivant le tracé autoroutier proposé par le Projet d'aménagement routier de la ville et du canton de Genève de 1953³³. Quant au bâti, le projet intègre et complète ce qui a déjà été réalisé jusqu'ici. Comme c'est le cas dans le quartier des Charmes, le front d'immeubles de l'avenue Wendt est doublé par une deuxième rangée d'immeubles à l'intérieur du quartier, jusqu'à la rue Liotard (18 m. + attique). Des barres d'immeubles de même gabarit sont prévues le long de l'avenue De-Luserna et de la rue Liotard se substituant aux constructions

31. Anita Frei et David Hiler, « Cité-Villars et Franchises », in A. Frei, D. Hiler, B. Lescaze, *La Société Coopérative d'Habitation Genève & l'Histoire du logement social à Genève (XIX^e & XX^e siècles)*, Société Coopérative d'Habitation

Genève, Genève 1994, p. 314.

32. Maurice Rohrer, *Le logement dans le canton de Genève*, Genève 1959, p. 112, cité par Anita Frei et David Hiler, *op. cit.*, p. 312

33. Georges Brera, Pierre Nierlé, Paul Waltenspühl, architectes. Voir Alain Léveillé (dir.), *op. cit.* p. 108.

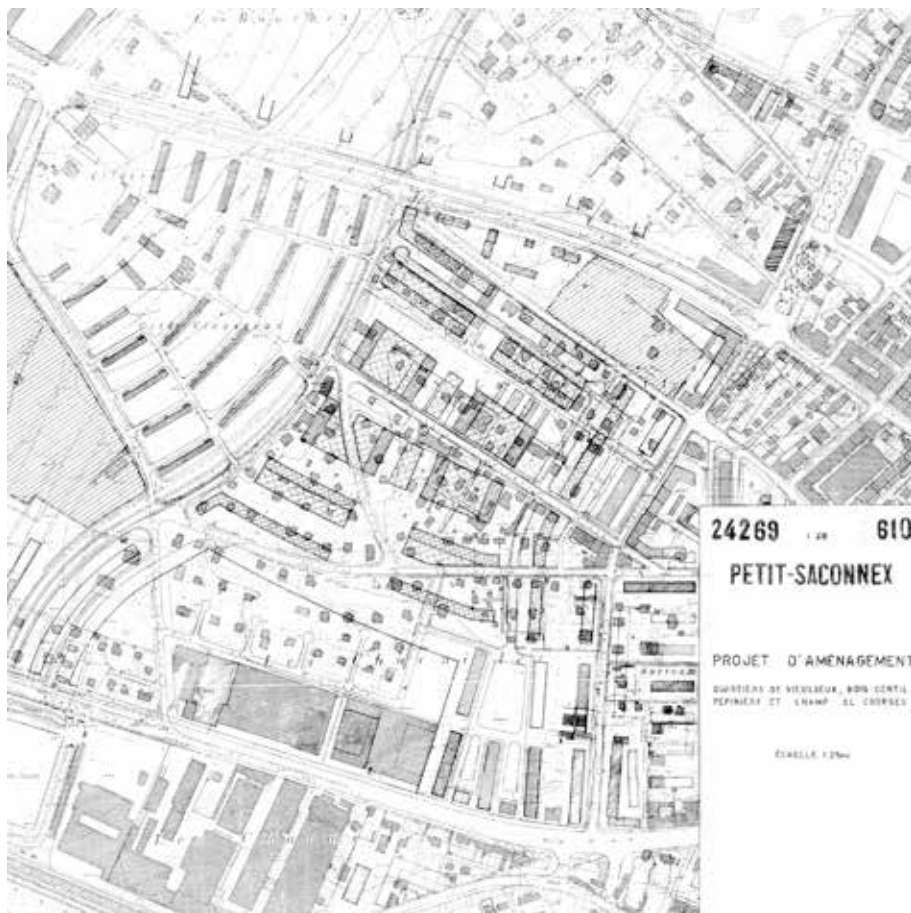


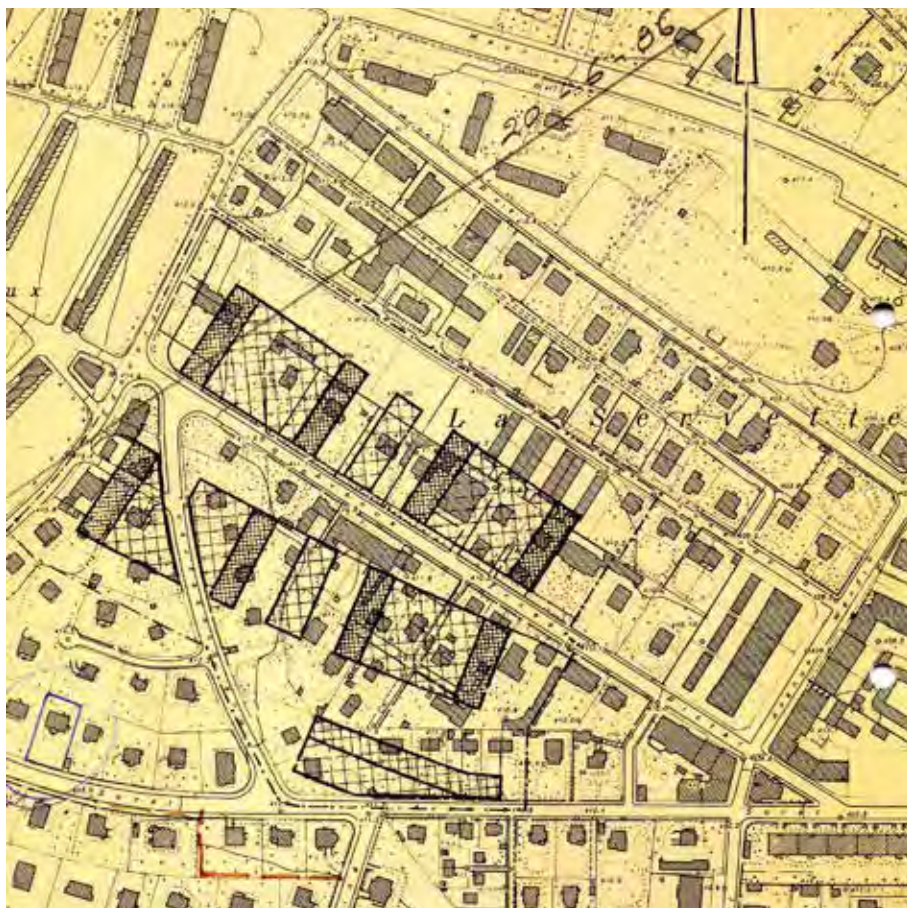
Fig. 56. Projet d'aménagement des quartiers de Vieusseux, Bois-Gentil, Pépinière et Champ-de-courses (Plan 24269/610) approuvé par la Commission d'urbanisme le 29 septembre 1959. La parcelle de la future école Liotard est hachurée : terrain à destination d'utilité publique.

56

hétéroclites existantes. Le cœur du projet est constitué par un plan en croix dont les axes sont l'avenue Ernest-Pictet et, perpendiculairement, une coulée verte allant de la rue Liotard à l'avenue Soret. Ces axes définissent quatre groupes de deux barres d'immeubles parallèles de 40 mètre de hauteur reliées deux par deux par des bâtiments bas (7 m.) pour les activités et commerces. En complément à ces socles, deux bâtiments bas supplémentaires sont implantés dans la coulée verte entre les barres d'immeubles. Mais comme le dira plus tard l'un des conseillers municipaux, M. Gilliéron, « les plans directeurs ne sont pas votés par le Conseil municipal. Par conséquent, on peut toujours y déroger par la suite »³⁴. Le plan directeur sera donc divisé en une suite de plans sectoriels pour être soumis au fur et à mesure des besoins au vote des conseillers municipaux. Le premier de ces plans sectoriels, le plan 24274/231, est d'importance : c'est le cœur même du projet. (Fig. 57) Il est présenté le 17 mai 1960 au Conseil municipal. « *Le quartier de Bois-Gentil est délimité par la rue Liotard, l'avenue Wendt, l'avenue Soret et la rue Edouard-Rod. Ce territoire est divisé en un grand nombre de parcelles, sur lesquelles ont été bâtis des villas et de petits bâtiments locatifs. D'une manière générale, ces bâtiments sont assez anciens et ne répondent plus aux besoins. Néanmoins, leur présence rend particulièrement difficile l'établissement d'un plan d'aménagement raisonnable. En effet, il faut tenir compte de la nécessité d'un remembrement foncier qu'il faut rendre aussi facile que possible. Il faut, d'autre part, tenir compte que la valeur des bâtiments existants renchérit le terrain. Il a donc fallu admettre une densité de construction relativement grande pour un quartier urbain moderne ; cette densité, toutefois, ne devrait pas restreindre par trop les espaces qu'on pouvait souhaiter conserver entre les bâtiments. Enfin, il fallait s'efforcer de ne pas modifier profondément le tracé des artères existantes de manière à ne pas charger les finances publiques du coût de travaux considérables. L'aménagement projeté comprend une série d'immeubles de 13 étages disposés perpendiculairement de part et d'autre de l'avenue Ernest-Pictet et de plusieurs groupes d'immeubles dont le gabarit correspond*

34. MCM du 2 juillet 1963, p. 62.

Fig. 57. Projet d'aménagement du quartier du Bois- Gentil. Adopté en 1960, il a été abrogé le 20 juin 1986.



57

aux normes de la troisième zone encadrant les bâtiments hauts du centre du quartier. Les voies publiques n'ont pas été modifiées dans leur tracé. En revanche, elles seront aménagées et élargies de manière à satisfaire à un trafic accru. »³⁵

Le plan, « provoqué par la requête en autorisation de construire un immeuble de 40 m de hauteur en faveur des cheminots, qui doivent pouvoir se loger à proximité de la gare, dans une région peu bruyante, car ils sont souvent appelés à dormir la journée »³⁶, est approuvé le 14 juin 1959 par le Conseil municipal. Dès l'année suivante les architectes Lucien Archinard et Jean Zuber obtiennent l'autorisation de construire les deux premières tours pour les coopératives des Cheminots (3 mai 1960) et du Bois-Gentil (9 août 1960). Notons que ces architectes associés font partie de l'équipe de concepteurs de l'ensemble des Tours de Carouge (1959-63) dont les bâtiments ont des gabarits et un langage architectural très semblables à ce qui est proposé ici³⁷. Les deux tours, qui comptent chacune 130 appartements mono-orientés, sont terminées en 1962. (**Fig. 58, 59, 60, 61 et 62**) La troisième tour suit de peu. Elle figure aussi sur l'ortho-photo de 1963³⁸. (**Fig. 63 et 64**) Peu après c'est le bâtiment artisanal entre les tours 2 et 3 – abritant aujourd'hui l'association d'artistes Picto – qui est construit par Henri Lesemann (autorisation, 10 mars 1964, inauguration 5 avril 1967).

Deux tours seront encore réalisées plus tard, dans les années 1970 : une 4^e tour, qui complète le côté nord de l'avenue Ernest-Pictet conformément au plan directeur et au plan sectoriel et, au sud de l'avenue, une 5^e tour (1972-74) face à la deuxième. Cette dernière tour fait partie d'un ensemble en béton brut édifié par la Ville de Genève. Outre les logements HLM, l'ensemble comprend deux bâtiments bas (1974-76) dont l'implantation génère de beaux espaces extérieurs : au nord, à l'angle de l'avenue Ernest-Pictet et de la rue Soubeyran, un café-restaurant surmonté d'ateliers d'artistes ; au sud une crèche précédée d'une vaste esplanade. Les architectes de

35. MCM du 17 mai 1960, pp. 37-38.

36. MCM du 14 juin 1960, p. 104.

37. Il est possible qu'Archinard et Zuber soient à l'origine du plan de ce cœur de quartier. Ils seront avec Alfred Damay et Jean-Jacques Mégevand les architectes de la 6^e tour de Carouge (1971-74) qui proposera également des appartements mono-orientés.

38. Voir SITG, photos aériennes « historiques ». Qui en sont les architectes ? Sans doute Raoul Engeli et René Pahud. Une autorisation est délivrée le premier novembre 1960 pour des immeubles locatifs situés à l'av. Ernest-Pictet et Luserna.

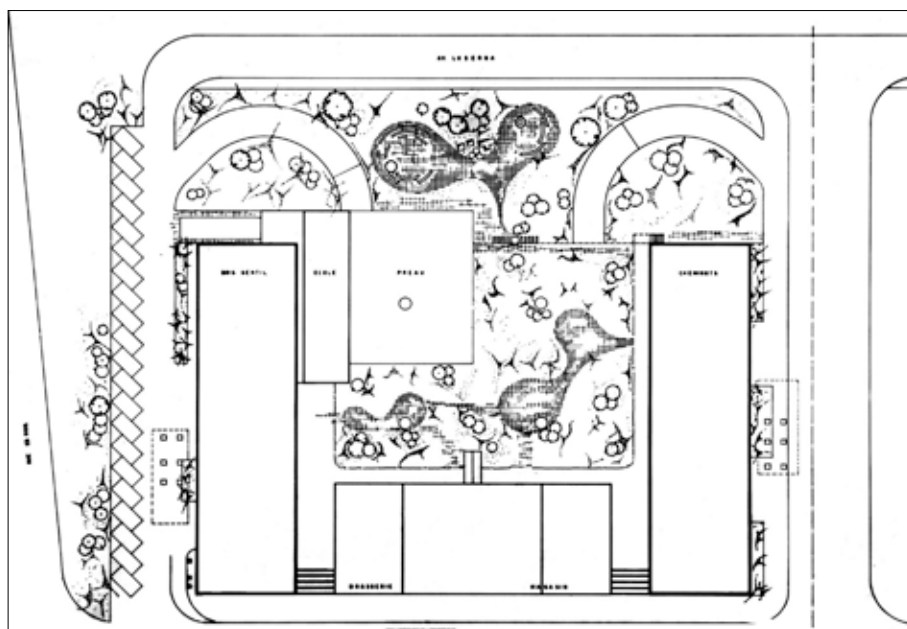


Fig. 58. Le plan masse des deux premières tours du quartier du Bois-Gentil : à gauche la coopérative des Cheminots, à droite la, coopérative du Bois-Gentil. Lucien Archinard et Jean Zuber architectes, 1960.

Fig. 59. Le panneau de chantier, avec au centre la perspective de l'ensemble, 1961.

Fig. 60. Les deux tours en chantier, 1961.

Fig. 61. Les deux tours presque terminées, 1962.

Fig. 62. La deuxième tour achevée. Une petite maison subsiste là où seront construits bientôt les commerces, 1962, Archinard et Zuber architectes.



59



60



61



62



63



64

Fig. 63. Vue aérienne vers 1965. Au premier plan, l'avenue d'Aire et à l'arrière-plan, les trois premières tours du quartier du Bois-Gentil.

Fig. 64. Vue aérienne en 1968-69 : la reconstruction de Vieusseux a commencé. A droite de l'avenue Ernest-Pictet, les trois premières tours du quartier du Bois-Gentil.

cet ensemble de grande qualité sont à nouveau Lucien Archinard et Jean Zuber, associés ici à Marc Tzala³⁹. (Fig. 65, 66 et 67)

Les trois tours restantes ne verront jamais le jour. Le long de la rue Liotard et de l'avenue De-Luserna, des barres d'immeubles sont construites après l'acceptation de plans sectoriels couvrant des périmètres si restreint que cela irrite les élus. M. Peyrot, conseiller d'Etat, leurs répond :

« Je désire vous rendre attentifs au fait que le projet qui est soumis est situé en zone d'expansion. Qu'est-ce qu'une zone d'expansion ? C'est une zone de villas qui doit se transformer en une zone d'immeubles. C'est donc un cas assez particulier, parce qu'il s'agit d'un sol loti en petites parcelles pourvues de petites villas, et qui, situé en zone 5A depuis vingt, trente ou quarante ans, laisse à penser aux propriétaires qu'ils pourront rester dans leurs villas éternellement.

Or, la poussée de la ville nous oblige maintenant à cette transformation et c'est précisément parce qu'on se trouve dans ce contexte particulier que le problème est difficile. C'est pourquoi la loi sur l'expansion urbaine a voulu que l'on travaille dans le cadre d'aménagements localisés. Il ne sert de rien de faire de trop grands plans d'aménagements, à condition qu'ils s'inscrivent dans un programme général, bien entendu, car, s'ils sont trop vastes les propriétaires font opposition en masse – ce qui se conçoit – mais ce qui rend l'exécution du plan plus difficile-

C'est la raison pour laquelle nous nous efforçons de suivre la ligne de moindre résistance. Ainsi lorsqu'une affaire est mûre, nous pouvons lui donner le départ en la situant dans un cadre général. Selon une image que j'ai employée l'autre jour en commission, nous faisons de la tapisserie ; sur un canevas général, nous sommes obligés – malheureusement et souvent contre notre gré – de travailler au petit point. Il n'en est pas de même – et je voudrais bien que vous le conceviez – dans la troisième zone, où les plans d'aménagement peuvent avoir une assiette plus large. Ce n'est pas la même chose non plus dans les nouvelles zones auxquelles nous songeons maintenant, en déclassant dans certaines conditions du terrain agricole. Nous pourrions travailler alors sur de grandes surfaces, pour faire du bel urbanisme. »⁴⁰ (Fig. 68)

39. Au sujet de cet ensemble, voir les deux fiches établies par la Conservations du patrimoine de la Ville de Genève.

40. MCM du 2 juillet 1963, p. 65.



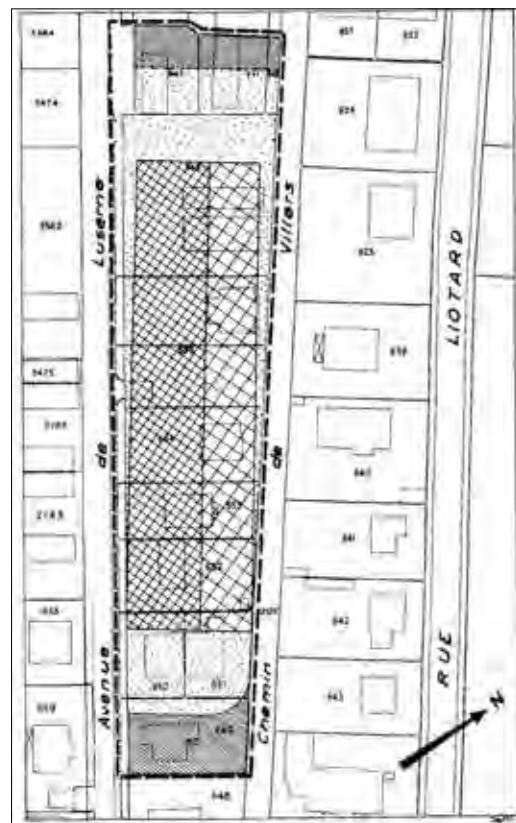
65



66



67



68

Par cette stratégie du « petit point » sont construits les immeubles, 61-69, rue Liotard (1962, Alfred Damay et Marcel Burky architectes), 20-22, avenue De-Luserna (1962 et 1964, Edouard Conti architecte), 77-83 rue Liotard (architecte non identifié), etc.

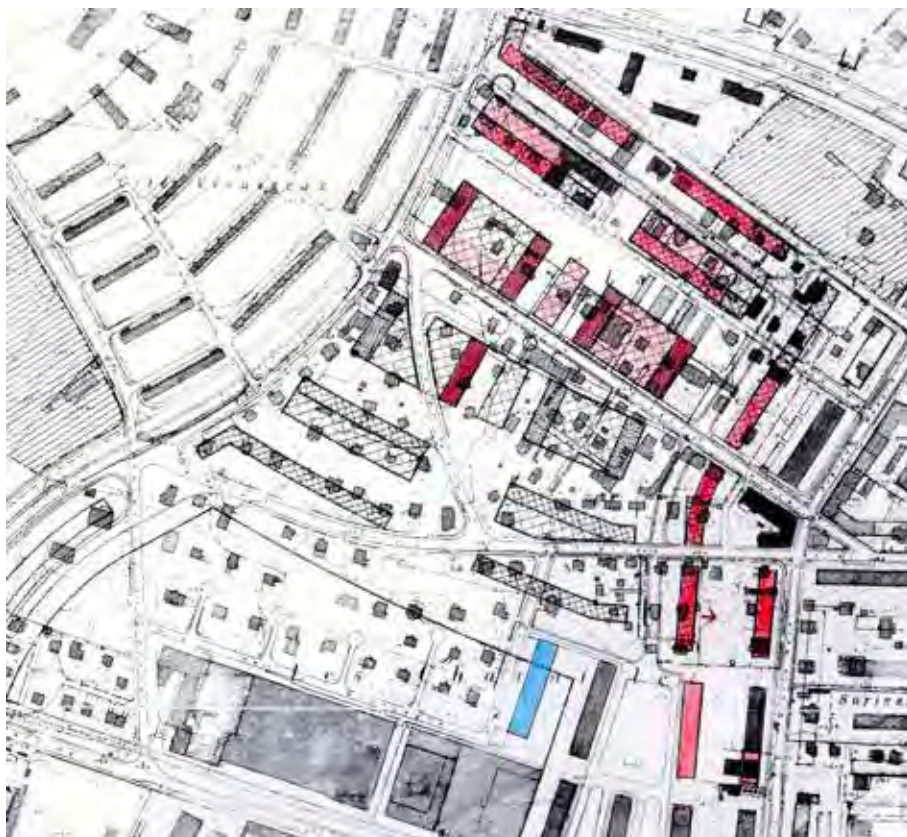
A côté de la Nonette de la Forêt, le bout de l'îlot, côté avenue Wendt, entre la route de Meyrin et la rue Liotard, est désormais fermé : 5-9, route de Meyrin (1950, Engeli et Pahud architectes), 59-61, avenue Wendt (1968, Jacques Nobile architecte). Même si le plan d'aménagement de 1959 n'a pu être réalisé en entier, le quartier s'est densifié de manière très importante en moins d'une vingtaine d'années. **(Fig. 69)** Les secteurs voisins ne sont pas en reste : 1957-60, construction de la Cité Balexert, 1968-78, reconstruction de Vieusseux (559 logements, soit 2222 pièces). **(FIG plans + photo aérienne)**

Fig. 65 et 66. La 5^e et dernière tour du Bois-Gentil (1972-74), Lucien Archinard, Jean Zuber et Marc Tzala architectes. La tour fait partie d'un ensemble en béton brut édifié par la Ville de Genève. Outre les logements HLM, l'ensemble comprend deux bâtiments bas (1974-76) : un café-restaurant surmonté d'ateliers d'artistes et une crèche

Fig. 67. Le bâtiment bas de la crèche.

Fig. 68. Projet d'aménagement entre le chemin de Villars et l'avenue De Luserna, plan n° 25120 du 2 novembre 1962. Exemple de plan sectoriel de périmètre trop restreint.

Fig. 69. Projet d'aménagement du quartier du Bois- Gentil, 1960. En rouge et en rose, les bâtiments hauts et bas effectivement construits ; en bleu, le bâtiment construit par René Schwertz à partir de 1960 à la rue du Dauphiné. S'il n'est pas prévu par ce plan, il l'est par celui du quartier des Charmes révisé dans les années 1960.



69

Un terrain pour une école

41. Isabelle Charollais, « Constructions scolaires. Du monuments à l'équipement », in Isabelle Charollais, Jean-Marc Lamunière, Michel Nemec, *L'architecture à Genève 1919-1975*, Payot, Lausanne 1999, p. 595.

42. « La construction de l'école du chemin Vieusseux. Un concours d'architecture », rubrique « Pour la cité moderne », in *La Suisse*, 28 juin 1931, p. 6. L'article n'est pas signé mais Francis Quétant, la semaine suivante dans la même rubrique, dévoile que l'auteur n'est autre que Maurice Braillard.

Voir Christian Bischoff, « Ecole et Centre pédagogique de Geisendorf », in Christian Bischoff, Isabelle Claden, Erwin Oberwiler, *Paul Waltenspühl architecte*, Infolio, Gollion 2007, pp. 88-105.

Genève connaît une vague de construction de palais scolaires et d'écoles villageoise avant et pendant la Première guerre mondiale. Non loin du site de l'école Liotard, l'école des Asters est édifiée en 1911 (Peloux et de Rham architectes) à l'angle de la rue de la Servette et de la rue Hoffmann. Dans l'Entre-deux-guerres en revanche, seules trois écoles sont construites dans le canton : les écoles d'Hermance (1926-27) et du Grand-Saconnex (1934-35), œuvres de l'architecte Frédéric Mezger, et l'école de Genthod (1941) de Maurice Braillard et Jean Stengelin⁴¹. De nombreuses écoles existantes sont cependant agrandies, notamment l'école des Crêts au Petit-Saconnex (1939-40, Atelier d'architectes). Dans le plan masse de la Cité Vieusseux un emplacement avait été réservé pour une école à l'ouest de l'ensemble. Un concours avait même été organisé en 1931, mais la crise des années 1930 avait empêché la réalisation du projet lauréat de Louis Vincent⁴². (**Fig. 70**)

Fig. 70. Maquette du projet lauréat du concours de l'école Vieusseux, 1931. Louis Vincent architecte.



70

A la fin des années 1940, alors que les Cités Villars et Franchises voient entrer leurs locataires, le comité de la Société coopérative d'habitation Genève s'inquiète : « En l'espace de quatre ans à peine, plus de 250 familles viennent s'installer dans le quartier. Parmi elles, de nombreux jeunes ménages avec enfants. Il n'y a toujours pas d'école ! Début 1949, le comité fait recenser les enfants des trois cités, Vieusseux, Villars et Franchises. L'exercice est éloquent : Villars II n'est pas encore bâtie et l'on compte déjà 202 enfants de 1 à 6 ans, 121 de 7 à 14 ans et 98 de 15 à 19 ans. On espère que les autorités, confrontées à la réalité des chiffres, prennent enfin la décision de faire construire l'école tant attendue. Mais elles restent insensibles, estimant que les effectifs scolaires vont se stabiliser et que donc les écoles du voisinage suffisent amplement aux besoins. Tout au plus le Département de l'instruction publique et le Service des écoles de la Ville proposent-ils d'aménager, à titre provisoire dans un des immeubles de Villars II, en sous-sol très précisément. Cette proposition est accueillie avec stupéfaction et indignation par les administrateurs de la Société. Finalement, et toujours de façon provisoire, une école enfantine trouvera place dans trois appartements de Villars II. Cette même cité héberge une garderie où les petits enfants pourront être reçus pendant l'absence motivée des mamans, surtout quand ces dernières sont occupées à la buanderie⁴³. (Fig. 71 et 72) Rapidement cependant, une petite école est construite à proximité immédiate des

43. Anita Frei et David Hiler, « Cité-Villars et Franchises », in *op. cit.*, p. 87.



71



72

Fig. 71 et 72. Cité Villars II. La garderie d'enfants vers 1950.

Cités Villars et Franchises par l'architecte même de ces cités, Ernest Martin : la première étape de l'école des Franchises (1950-51). C'est un bâtiment d'un seul niveau, non excavé, qui compte quatre classes et une salle de jeu. Des arbres et arbustes sont plantés dans le préau, une vasque avec statuette installée (1952).

Contrairement à l'impression du comité, les autorités et l'administration municipales ne restent pas inactives. Deux importants groupes scolaires sont édifiés à proximité du quartier du Bois-Gentil : Trembley (1947-50) et Geisendorf (1952-56). L'équipement des quartiers du Bois-Gentil, Vieusseux, Pépinière et Champ-de-Courses est également à l'étude. Les autorités se soucient de réserver des emplacements pour des écoles dans ce secteur de la ville. Elles s'appuient pour cela sur les études faites jusque-là, notamment sur le *Rapport de la commission d'études pour le développement de Genève* de 1948. Le *Plan de synthèse* de ce rapport permet de voir que les deux écoles de Trembley et de Geisendorf ont été construites dans ce qui y est défini comme zones de verdure avec « *terrains de sport de quartiers* ». (Fig. 73) Or les parcelles entre la route de Meyrin et la rue Liotard ont sur ce plan la même fonction. La partie nord-est de la zone est hachurée de blanc ce qui correspond au statut ambigu de « *zone de verdure publique construite* ». Au moment de la rédaction du rapport, la coopérative d'habitation Familia y construit d'ailleurs les immeubles de son groupe Servette (1946-49). Quant aux terrains de l'Ecole d'horticulture, la majeure partie figure sur ce plan avec le statut de « *zone de verdure non publique* ».

44. Lettre du 21 juin 1955, réponse du 23 juin 1955. Dossier administratif 1201 XII, ADCA. La propriété Lecoultré est constituée de 2 parcelles : la parcelle 638 d'une surface de 13'347 m² et le long de la route de Meyrin, la parcelle 2190 d'une surface de 1'791 m², soit une surface totale de 15'138 m².

45. Lettre du 6 juillet 1955, réponse du 14 juillet 1955. *Ibidem*.

Dès 1955, le Conseiller administratif Maurice Thévenaz écrit aux frères Lecoultré, propriétaires de la Nonette de la Forêt, pour savoir s'ils seraient disposés à vendre. Leur parcelle, la parcelle 638, serait la seule du secteur de dimension suffisante pour construire un groupe scolaire⁴⁴. Devant la réponse négative, le conseiller demande aux propriétaires s'ils seraient disposés à accorder à la Ville de Genève un droit de préemption. Sa proposition est à nouveau refusée⁴⁵. En octobre 1955, dans un procès-verbal d'entrevue entre André Marais, directeur du Service

Fig. 73. *Plan de synthèse* 1947. Annexe 27 du *Rapport de la commission d'études pour le développement de Genève* 1948. En orange, les zones de résidences ; en vert, les zones de verdure publiques. Les écoles de Trembley, Geisendorf et Liotard ont été implantées dans ce qui y est défini ici comme zones de verdure avec « *terrains de sport de quartiers* ».



73

d'urbanisme du canton de Genève (de 1949 à 1966) et M. Ducor, secrétaire du Service immobilier de la Ville, ce dernier écrit à propos du « *déclassement éventuel en 3^{ème} zone du quartier de Luserna* » : « *J'ai pris connaissance du plan 23.376/610, dressé par le Service d'urbanisme, en vue du déclassement du quartier en question. Cette étude, approuvée par la commission d'urbanisme, prévoit la construction d'un groupe scolaire sur les terrains propriété de l'Etat de Genève, entre l'avenue de Châtelaine, l'avenue Edmond-Vaucher et la route des Franchises, actuellement occupés par l'école d'horticulture.* »⁴⁶ André Marais n'est donc pas favorable à l'expropriation éventuelle de la Nonette de la Forêt, qui plus est « *se trouve à front d'une de nos principales voies de circulation, la route de Meyrin* »⁴⁷.

Entretemps, les autorités font face à l'augmentation du nombre d'élèves en ajoutant des pavillons préfabriqués à l'école des Franchises : deux classes en 1954, quatre en 1959. La question de l'emplacement de l'école du quartier du Bois-Gentil est relancée cette même année par le Plan d'aménagement 24269/610, cité plus haut. Deux zones de « *terrains à destination d'utilité publique* » y sont hachurées : la moitié nord du domaine de l'Ecole d'horticulture, propriété de l'Etat, et la Nonette de la Forêt, propriété des hoirs Lecoultré. Le 17 mai 1960, lorsque le Conseil administratif propose au Conseil municipal l'approbation du plan sectoriel, le projet d'aménagement n° 24274/231 du quartier du Bois-Gentil, il demande en même temps « *la reconnaissance de l'utilité publique communale de l'expropriation des terrains situés entre la rue Liotard et la route de Meyrin* ». Le 14 juin 1960, le Conseil municipal vote deux arrêtés : il donne un préavis favorable au plan du DTP et reconnaît « *d'utilité communale l'expropriation, en vue de la construction d'une école primaire et enfantine, des terrains situés entre la rue Liotard et la route de Meyrin, figurés par une surface hachurée au plan no 24422/610, établi par le Département des travaux publics le 28 avril 1960.* »⁴⁸ (Fig. 74) Les hoirs Lecoultré, qui n'ont pas été contacté entretemps par les autorités municipales, écrivent le

46. Service immobilier. Procès-verbal d'entrevue du 10 octobre 1955. *Ibidem*.

47. *Ibidem*.

48. MCM du 14 juin 1960, p. 109.

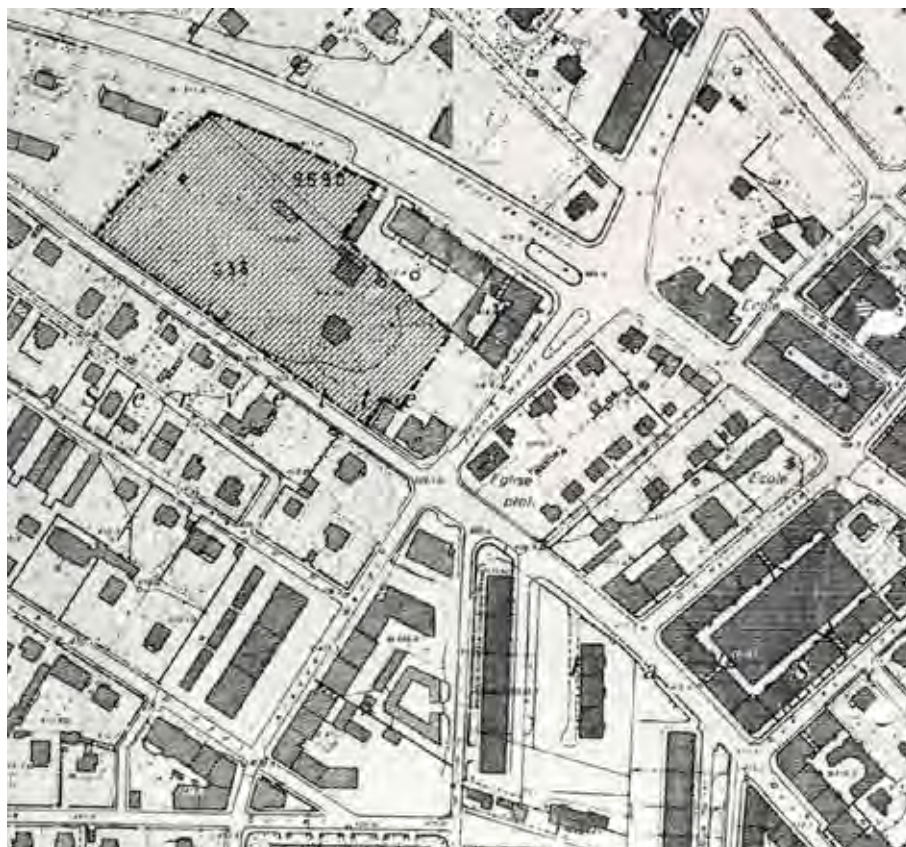


Fig. 74. Plan no 24422/610. Plan d'expropriation à destination d'un groupe scolaire, de terrains sis entre la rue Liotard et la rte de Meyrin.

jour même par l'intermédiaire d'un avocat, M^e Charles-Edouard Muller, une lettre recommandée-express adressée au Maire, M. Charles Cottier, au Conseiller administratif, M. Maurice Thévenaz et au Président du Conseil municipal, M. Gilbert Duboule : « *La lecture des quotidiens leur a fait connaître les projets relatifs à l'expropriation, pour cause d'utilité publique communale, de cette parcelle dont ils sont propriétaires. Le texte des propositions parvenu depuis dans leurs mains leur a appris que le Département des Travaux Publics s'est réservé dans ce but, etc. etc. (qu'en termes choisis, ces choses sont dites). Ils constatent avec stupeur que les pouvoirs constitués n'ont pris aucun contact quelconque avec eux avant que cette question fasse l'objet d'un premier (17 mai 1960), puis d'un second débat (14 juin 1960) public devant le Conseil Municipal. Il est permis de douter, à ne s'en tenir qu'au simple domaine de l'urbanité, que les pouvoirs publics aient la faculté d'en user à l'endroit de leurs électeurs, électrices, administrés, administrées et contribuables, à l'endroit des citoyens et citoyennes avec cette désinvolture qui fait songer aux données les plus condamnables d'un collectivisme de mauvais aloi. En effet, mal maniées, les dispositions fédérales, cantonales et communales en matière d'expropriation peuvent n'aboutir rien moins qu'au reniement de la protection accordée par la Constitution de la République et Canton de Genève à la propriété privée.* »⁴⁹ Le ton est donné. L'affaire ira l'année suivante au Tribunal fédéral. M^e Muller rédige à l'attention de cette instance un « *Recours de droit public* », très verbeux, de 26 pages⁵⁰. Ce qui est contesté c'est l'utilité publique de l'expropriation et son caractère d'urgence. La Ville et l'Etat de Genève sont propriétaires de terrains proches où « *ils ont toute liberté d'installer leurs écoles* » : les terrains de l'Ecole d'horticulture (120'000 m²), le domaine de Baulacre (100'000 m²). De plus des surfaces sont encore disponibles dans le parc où est installée l'école Trembley (60'000 m²). Quant à l'urgence, les autorités n'ont pas encore fait établir le moindre plan pour l'édification d'une école sur le site de la Nonette de la Forêt. Le 20 septembre 1961, le recours est rejeté par le Tribunal fédéral et les frais de justice mis à la charge des recourants. Dans le « *Considérant en droit* » les juges fédéraux écrivent : « *Il est nécessaire, d'après la jurisprudence du Tribunal fédéral et l'art. 6 Cst. gen., qu'une restriction imposée au droit de propriété et, a fortiori, l'expropriation soient dans l'intérêt public. Mais à cet égard, le Tribunal fédéral reconnaît un pouvoir d'appréciation étendu aux autorités cantonales mieux placées que lui pour examiner le problème de l'intérêt général d'une communauté cantonale ou communale et des mesures que la sauvegarde de celui-ci exige. Il appartient aux autorités qui sont à la tête d'une agglomération urbaine de prévoir le développement de celle-ci suffisamment à l'avance pour pouvoir mettre en tout temps à la disposition des administrés des services publics répondant à des exigences normales, et de prendre assez tôt les mesures leur permettant de diriger ce développement pour qu'il se fasse autant que possible harmonieusement et rationnellement ; elles doivent donc tenir compte non seulement des besoins actuels et immédiats, mais aussi des besoins futurs ; que ceux-ci et les projets qui motivent une expropriation ne soient pas encore entièrement précisés ne permet pas d'affirmer que l'utilité publique fait défaut ou que les pouvoirs publics excèdent la mesure nécessaire pour atteindre le but poursuivi.* »⁵¹ L'affaire en reste là. M^e Muller reprend contact l'année suivante au nom de ses clients avec le Président du DTP, François Peyrot. Il écrit : « *Je demande au Département de réétudier et de repenser ce problème et de prendre tous les contacts voulus avec la Ville de Genève dont l'égaré dans cette affaire m'apparaît trop évident pour qu'il soit besoin d'en discuter davantage.* »⁵² La lettre est transmise aux autorités communales qui répondent : « *Il n'entre pas dans les intentions du Conseil administratif de renoncer à l'acquisition amiable ou à l'expropriation des parcelles 2590 et 638 feuille 30 du cadastre de Genève-Petit-Saconnex.* »⁵³ Une note manuscrite du 27 avril 1962, nous apprend que Messieurs Peyrot, Dussoix (Conseiller administratif) et M^e Muller « *ont décidé de se rencontrer à fin mai 1962 pour examiner l'éventualité d'une expropriation de la parcelle Lecoultré. Nous laissons l'affaire en suspens jusqu'à la réception d'ordres nouveaux.* »

49. Lettre du 14 juin 1960. Dossier administratif 1201 XII, ADCA.

50. « *Recours de droit public* », 21 avril 1961. *Ibidem*.

51. « *Chambre de droit public. Séance du 20 septembre 1961, statuant sur le recours de droit public formé par Charles-Henri et René-Jules Lecoultré contre la loi votée le 24 février 1961 par le Grand Conseil du canton de Genève, déclarant d'utilité publique l'acquisition de terrains entre la rue Liotard et la route de Meyrin.* » *Ibidem*.

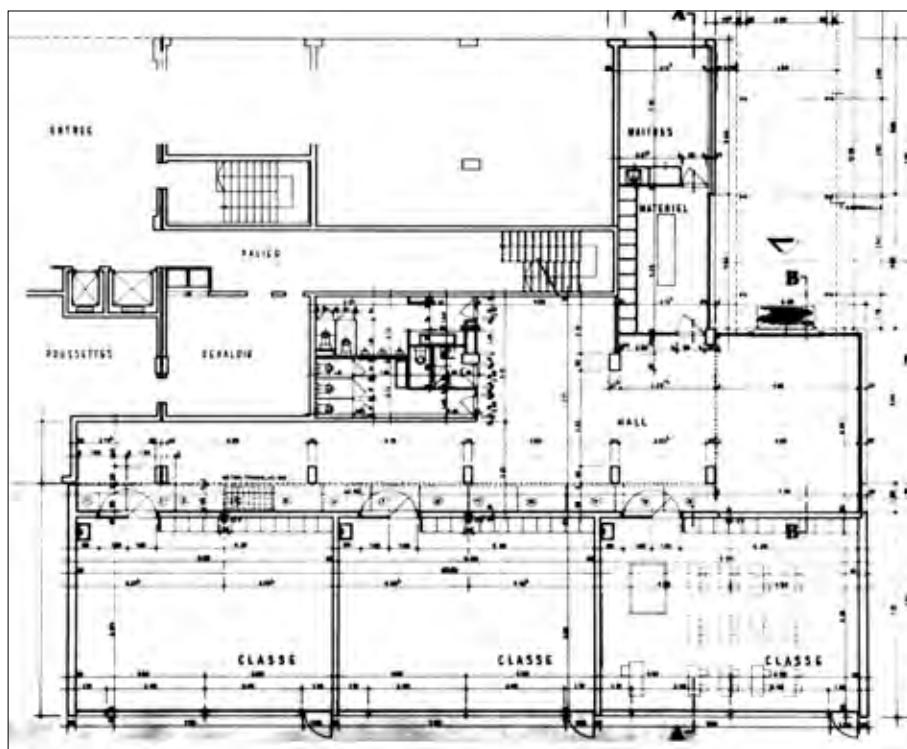
52. Lettre du 7 mars 1962. *Ibidem*.

53. Lettre du Conseiller administratif Maurice Thévenaz à François Peyrot. Genève, 4 avril 1962. *Ibidem*.

Pendant ce temps, le quartier se développe et les besoins en équipement scolaire augmentent. Trois classes sont installées dans la première tour construite entre les avenues Ernest-Pictet et De-Luserna, au rez-de-chaussée de l'immeuble construit pour la coopérative du Bois-Gentil par les architectes Archinard et Zuber. (**Fig. 75, 76 et 77**) Dans le Compte-rendu du Conseil municipal de l'année 1964, les statistiques des écoles enfantines et primaires montrent qu'il y a également des classes provisoires à la rue de Lyon et à l'avenue Soret. Quant à la petite école des Franchises elle accueille alors 295 enfants⁵⁴ ! A son propos le Conseiller administratif Willy Donzé déclare : « *L'école des Franchises a été construite de bric et de broc mais fonctionne mieux que mal. Elle dessert un quartier qui doit subir une mutation fondamentale. Nous avons le plan de quartier qui sera présenté. Je pense que ce quartier pourra être transformé d'une manière fondamentale et que nous pourrions créer dans ce secteur une urbanisation extrêmement moderne. Dans ce cadre-là, nous devons reconstruire entièrement l'école des Franchises et nous construirons une véritable école moderne. Il est inutile pour l'instant de penser créer une salle de gymnastique temporaire en dur. Par contre, nous allons créer incessamment, et nous cherchons l'endroit pour l'installer, une de ces salles de gymnastique provisoires qui ne sont pas des merveilles mais qui permettra tout de même l'enseignement de la gymnastique, dans le secteur des Franchises.* »⁵⁵

54. *Compte-rendu de l'Administration municipale (CR)*, 1964, pp. 72-73.

55. *MCM*, 12 octobre 1965, p. 402.



75

Fig. 75. Le plan de l'école provisoire du Bois-Gentil. Archinard et Zuber architectes, 1962.

Fig. 76. L'entrée de l'école du Bois-Gentil.

Fig. 77. Le préau et la façade principale de l'école du Bois-Gentil.



76



77

Quant à l'école du quartier du Bois-Gentil, si les autorités municipales privilégient la variante « *Nonette de la Forêt* » à la variante « *Ecole d'horticulture* », c'est que rien n'a encore été entrepris pour le déménagement de cette dernière institution et qu'il faudra des années pour que cela se fasse : le temps de trouver un lieu, d'élaborer un projet et de le réaliser⁵⁶. Par ailleurs, il est toujours prévu d'élargir la rue Edouard-Rod qui « *constituera une voie de ceinture importante, à circulation très dense* »⁵⁷ et il faut éviter « *que des enfants en bas âge traversent une artère à grand trafic* »⁵⁸. Comme nous le savons aujourd'hui, cette voie de ceinture ne se réalisera jamais. Elle définit cependant pour les autorités deux secteurs distincts qui doivent chacun recevoir leur propre équipement scolaire : un groupe scolaire de 22 classes à la rue Liotard et deux groupes de 24 classes à l'Ecole d'horticulture⁵⁹.

C'est le statu quo jusqu'en 1965. Les frères Lecoultré, par l'intermédiaire d'un nouvel avocat, Jean Dutoit, reprennent l'initiative. Le 30 mars 1965, ce dernier écrit au Service immobilier de la Ville de Genève : « *Je vous confirme par la présente le désir de l'Hoirie Lecoultré d'être fixée sur les intentions de la Ville. Le décret d'utilité publique a été pris en 1961 déjà et depuis lors, l'autorité n'a pas manifesté son intention d'acheter les terrains compris dans cette zone grevée de la déclaration d'utilité publique. Or, l'Hoirie Lecoultré est très embarrassée et ne sait pas du tout les décisions qu'elle doit prendre en ce qui concerne l'entretien de la maison et de la propriété. Elle désire, en effet, connaître les intentions exactes de la Ville de Genève. Il n'est pas normal qu'un propriétaire menacé d'expropriation soit dans l'incertitude des années durant sur les intentions de l'autorité expropriante.* »⁶⁰ Alors que le Conseiller administratif estime que la construction d'une groupe scolaires sur les parcelles en cause ne présentent pas « *un caractère de grande urgence* »⁶¹, le Chef du Service des écoles, E. Piguët fait la liste de toutes les classes provisoires du secteurs : « *le Service des écoles loue dans des immeubles locatifs : 1 classe à Cité Villars 1, 2 classes à Cité Villars 2, 3 classes à Bois-Gentil, auxquelles s'ajoutent les 6 classes des 3 pavillons des Franchises, soit au total 12 classes créées à titre provisoire et qui devraient être remplacées par une construction définitive.* »⁶² Les choses bougent enfin. Ernest Martin évalue pour le compte de l'hoirie Lecoultré la valeur vénale de leur propriété : 4,05 à 4,20 millions de francs⁶³. De son côté le Service immobilier de la Ville mandate l'architecte Etienne Néri pour estimer la valeur intrinsèque du bien : 911'520.-⁶⁴ ! L'écart est grand⁶⁵. Mais il l'est encore plus si l'on considère les valeurs extrêmes figurant dans le dossier : en juillet 1960 l'estimation fiscale de l'ensemble, bâtiments et terrains, n'est que de 207'988.- alors que M^e Müller se basant en 1962 sur des prix pratiqués proximité articulait des chiffres bien plus élevés : 10, 5 millions et 18 millions. Son objectif était alors que la Ville renonce à l'expropriation.

L'expertise d'Ernest Martin est sérieuse. Elle se base sur ce que représenterait la part du terrain dans le plan financier d'une opération de construction proportionnelle à celles qui sont prévues sur les autres terrains du secteur intéressé. Après de longues et délicates négociations le Service immobilier et l'hoirie Lecoultré parviennent en 1966 à un accord dont voici les termes :

« *vente par l'hoirie Lecoultré à la Ville de Genève, pour le prix de 3'900'000 francs, des terrains compris dans la zone scolaire définie par le plan 24422/610, à savoir les parcelles 638 B et 2590, fe 30 Petit-Saconnex. Ce montant sera payable en 2 annuités.* » (Fig. 78)

« *constitution au profit de la parcelle 638 A fe 30 Petit-Saconnex restant la propriété des consorts Lecoultré sur la parcelle qui sera formée par la réunion des parcelles 638 B et 2590, acquises par la Ville de Genève d'une servitude de distance et vue droite.* »⁶⁶ (Fig. 79)

Cet accord est voté le 21 juin 1966 par le Conseil municipal. Les frères Lecoultré, qui sont également propriétaires de trois petites parcelles en bordure de l'avenue

56. Voir notamment la lettre, du 29 février 1960, du Conseiller d'Etat chargé du Département des travaux publics (DTP), Jean Dutoit, au Maire et aux Conseillers administratifs de la Ville de Genève. Dossier administratif 1243, « Route des Franchises. Rue Liotard. Projets de groupes scolaires Bois-Gentil », ADCA.

57. Lettre d'Alfred Borel, Conseiller d'Etat chargé du Département de l'Instruction publique (DIP) à Maurice Thévenaz, Conseiller administratif. Genève, 16 mars 1960. Dossier administratif 1243, ADCA.

58. « Considérant en droit » de la « Chambre de droit public », document cité à la note 52.

59. Schémas en couleur du 20 avril 1960. Dossier administratif 1243, ADCA.

60. Lettre à l'attention de M. Canavèse. Dossier administratif 1201 XII, ADCA.

61. Le 5 avril 1965. Lettre de Willy Donzé à André Chavanne, Conseiller d'Etat chargé du DIP. *Ibidem*.

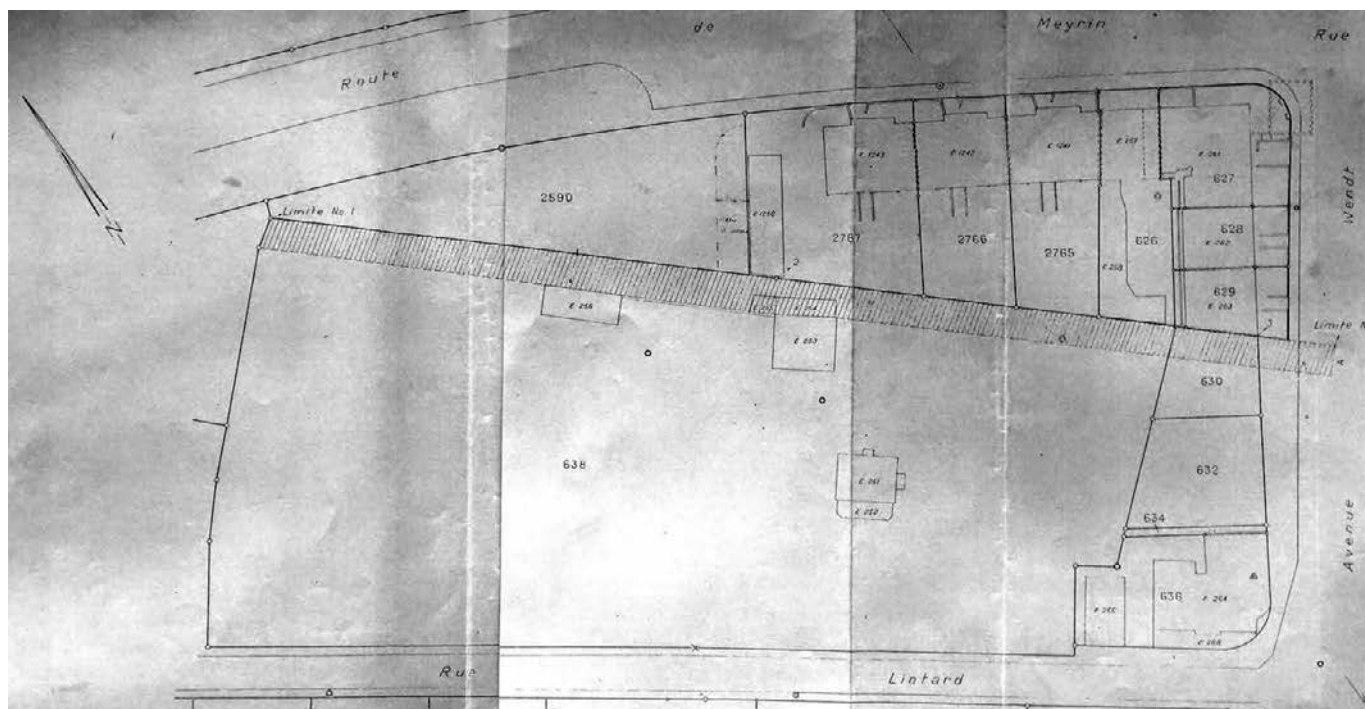
62. Le 6 mai 1965. « Note à Monsieur Claude Canavèse, Directeur adjoint du Service immobilier. E. Piguët, Chef du Service des écoles. *Ibidem*.

63. Ernest Martin, « Rapport d'expertise, propriété de Messieurs Charles et René Lecoultré, rue Liotard 66 et route de Meyrin, Genève », Genève le 5 octobre 1965. *Ibidem*.

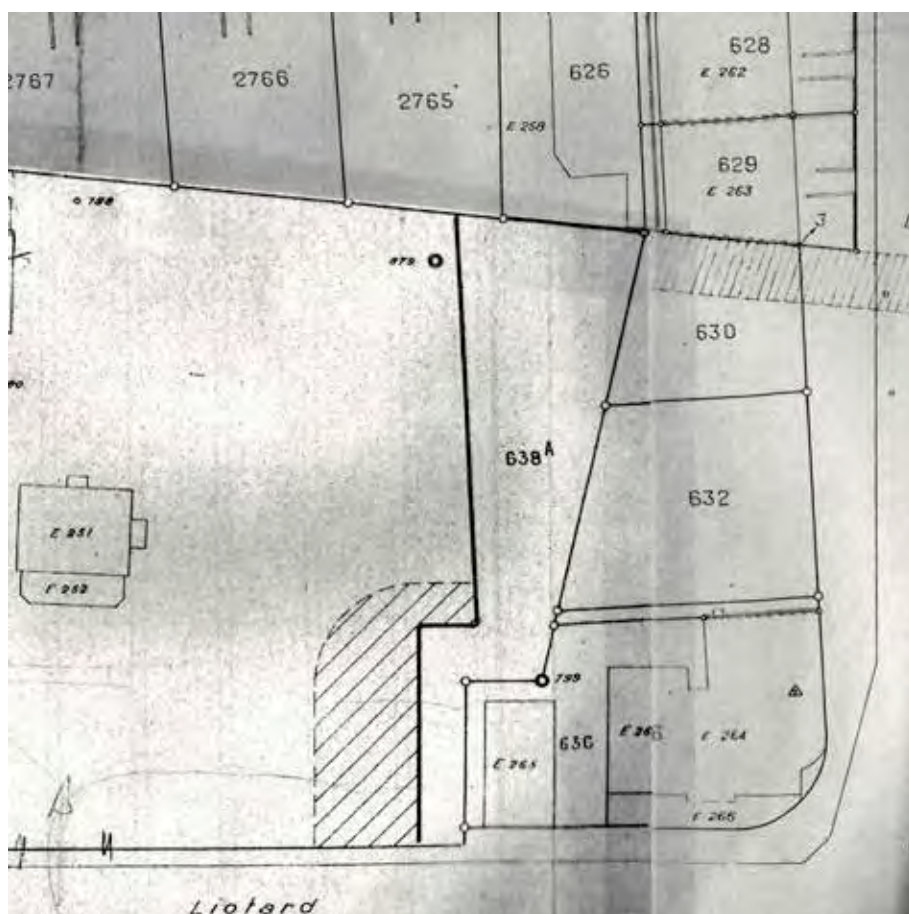
64. Etienne Néri, « Expertise présentée au Service immobilier de la Ville de Genève », Genève, le 28 octobre 1965. *Ibidem*.

65. Les deux expertises n'ont pas le même objet : d'une part la valeur vénale, d'autre part la valeur intrinsèque. Par ailleurs, les deux architectes mandatés E. Martin (1913-2000) et E. Néri (1892-1968) ne sont pas de la même génération ce qui influe sans doute sur leur perception des prix de l'immobilier.

66. MCM du 2 juin 1966, p. 78.



78



79

Fig. 78. Plan cadastral de la propriété Lecoultré avant l'achat par la Ville de Genève en 1966. Les hachures noires indiquent une servitude de maintien d'arbres et d'interdiction de construire sur une largeur moyenne de 6,25 m.

Fig. 79. Détail des modifications parcellaires qui accompagnent la vente de la propriété Lecoultré à la Ville de Genève. Les frères Lecoultré, propriétaires des parcelles 630, 632 et 636, conservent également la parcelle 638 A.

Fig. 80. Vue aérienne de la propriété ex-Lecoultre en 1968-69, au début du chantier de l'immeuble 59-61, avenue Wendt.

Fig. 81. L'immeuble 59-61, avenue Wendt en 2016.



80



81

Wendt, ont négocié le détachement d'une partie de la parcelle de la Nonette, ce qui leur permettra bientôt de faire construire (1968) par l'architecte Jacques Nobile, le bel immeuble sis aux 59 et 61 de l'avenue Wendt⁶⁷. (Fig 80 et 81)

Il est rare que la Ville de Genève ait recours à l'expropriation pour réaliser un projet. Pendant des années Claude Ketterer utilisera cet exemple dans ces allocutions au Conseil municipal. En 1987, lors des débats autour de la construction du groupe scolaire Peschier, il déclare : « *Quand, dans un quartier, des centaines de logements nouveaux se créent, se réalisent, par des promoteurs privés la plupart du temps, et qu'ils sont habités par des gens qui ont des enfants en âge de scolarité et que la municipalité est tenue d'édifier une école dans le périmètre, je trouve que c'est faire bon marché de sentiments que de dire : « Oh, ces pauvres trois ou quatre propriétaires privés qui ont vécu là toute leur vie. » J'ai connu ce problème, Madame, à l'école de la rue Liotard, vous le savez très bien, avec la parcelle Lecoultre. Le quartier comptait 900 nouveaux*

67. La surface finalement acquise par la Ville de Genève est de $12'583 \text{ m}^2 + 1791 \text{ m}^2 = 14'374 \text{ m}^2$.

habitants et deux propriétaires octogénaires qui ne voulaient pas vendre leur 14000 m² de terrain. J'ai été peiné de devoir les exproprier, mais il le fallait bien. Ce n'est pas nous qui avons construits les logements, mais les enfants étaient là- Par conséquent, je trouve très facile de verser une larme dans des cas pareils. »

Les bâtiments de la Nonette de la Forêt ne sont pas détruits immédiatement. Les autorités ne semblent toujours pas pressées de construire. En juillet 1965, lors des négociations pour finaliser l'achat le Conseiller administratif Willy Donzé écrivait même que « *la Ville de Genève n'a pas un besoin urgent de la totalité des parcelles visées et un arrangement pourrait être trouvé avec l'hoirie Lecoultre, si certains de ses membres désirent conserver leur logement et leurs habitudes, pour que la zone bâtie reste leur propriété pendant une dizaine d'années environ.* »⁶⁸

Le 1^{er} août 1967, conformément à l'accord passé l'année précédente, les autorités municipales prennent possession de la parcelle et des bâtiments. En septembre, un bail est signé pour la maison et la dépendance principale avec la Paroisse protestante de la Servette qui est en train de construire son nouveau temple presque en face, à l'angle de la rue Liotard et de l'avenue Wendt (autorisation 1967, Paul Marti et Henri Lesemann architectes). La paroisse y installe la maison de paroisse et le logement du concierge du temple. Quant au parc, il est décidé d'y aménager provisoirement une place de jeu pour enfants et une promenade publique. Pour ce faire, 12 sapins malades sont abattus, la serre démolie. L'ancien jardin de la Nonette devient ce que le chef du Service des forêts, de la chasse et de la pêche nomme une « *très belle promenade* »⁶⁹ à laquelle les habitants s'habituent et qu'il sera par la suite difficile de leur enlever, comme le constate en 1971 le Conseiller administratif Claude Ketterer : « *Là, on a acheté un terrain de 13000 m², en allant jusqu'au Tribunal fédéral pour y construire une école, et nous nous sommes trouvés devant des difficultés parce qu'on a eu la clairvoyance, avec l'appui du Municipal, d'ouvrir en attendant le terrain aux enfants. Alors, au moment où on en a besoin pour faire une école prévue depuis longtemps, je crois qu'il faut quand même comprendre qu'on passe à l'étape suivante !* »⁷⁰ (Fig. 82, 83 et 84)

68. Le 2 juillet 1965. Lettre de Willy Donzé à M^e Jean Dutoit, avocat. Dossier administratif 1201 XII. ADCA.

69. Le 10 août 1971. Lettre d'Eric Matthey, Service des forêts, de la chasse et de la pêche à Messieurs Strub et Duboule architectes. Dossier administratif 1201 XXV. ADCA.

70. MCM, 12 octobre 1971, p. 353.



Fig. 82. Vue aérienne de la propriété ex-Lecoultre avec les aménagements de la promenade publique provisoire, 1968-69.



83

Fig. 83. La promenade publique provisoire aménagée dans la propriété ex-Lecoultre : des bancs sont disposés le long du mur, exposé au sud, de la serre démolie en 1967.

Fig. 84. Les vestiges de la fontaine qui se trouvait dans la serre de la propriété Lecoultre.



84

Entretemps le projet de l'école Liotard a en effet été initié. En décembre 1969, dans une note à l'attention de Claude Ketterer, le Directeur-adjoint du Service immobilier, Claude Canavèse, écrit : « *Il me semble d'ailleurs que, compte tenu des difficultés vers lesquelles nous allons certainement à Vieuxseux, il serait peut-être bon d'activer le projet ex-Lecoultre lequel pourrait décharger le premier secteur.* » Il ajoute à propos de ce projet et de celui du groupe scolaire des Contamines : « *Vous préconisez un concours. Cette procédure ne nous apportera rien ; par contre, elle est onéreuse et, si tout va bien elle nous fera perdre 2 ans. [...] A mon avis, il serait préférable de mandater de bons architectes qui travailleraient sur la base d'un programme précis.* » Cette note nous apprend également que la mise en service de l'école Liotard est alors envisagée pour 1972, Les difficultés de Vieuxseux ont dû être surmontées plus facilement que le Service immobilier ne l'attendait : cette petite école de 8 classes, réalisée à nouveau par les architectes de la Société coopérative d'habitation Genève, Ernest Martin associé cette fois à Honegger frères – Schmitt, ouvre ses portes en 1971.

Programmation de l'équipement scolaire

Tous les atermoiements du projet font douter de l'efficacité des instruments alors à disposition des autorités pour faire face aux besoins et planifier les équipements scolaires. Les élus et services concernés en sont réduits à la « *méthode empirique* »⁷¹, comme le reconnaît en 1960 le Conseiller administratif Maurice Thévenaz. En 1968, une note de Jean Ducret, Directeur du Service immobilier, à l'intention de Claude Ketterer et de l'ensemble du Conseil administratif suggère que des mesures soient prises pour changer de méthode :

« Les critiques formulées quant à l'absence de prévisions démographiques en matière de constructions scolaires sont adressées périodiquement au Conseil administratif et visent, il va de soi, les instances scolaires municipales et cantonales comme les services techniques, alors qu'ils ne sont pas en cause. Cette carence résulte de l'impossibilité d'obtenir du Bureau cantonal de l'habitant et du Bureau cantonal des statistiques, des renseignements démographiques limités à un quartier précis, car ils ne sont pas organisés dans ce but. [...] »

Les renseignements que l'on désire ne sont pas nécessairement précis, les résultats obtenus sont en effet toujours modifiés par les prévisions démographiques résultant des ouvertures de chantiers. Par contre, ils sont à la base de notre programme de construction, partant, des prévisions de dépenses chiffrant par millions et sont un élément de l'argumentation étayant des expropriations coûteuses.

71. Le 12 avril 1960. Lettre de Maurice Thévenaz à M. A. Borel, Conseiller d'Etat chargé du DIP. Dossier administratif 1243. ADCA.

Nous pensons qu'un bureau expérimenté comme celui de l'habitant, qui procède à de nombreuses enquêtes, de porte en porte, celui des statistiques qui bénéficie d'un personnel spécialisé et qui donne volontiers de nombreux renseignements à la commission d'urbanisme, pourraient aboutir en partant simplement du bottin, déterminer les familles domiciliées dans la zone limite puis, en utilisant les enquêtes officielles précédentes, dire le nombre de personnes par famille, voire même le nombre d'enfants.

Nous vous proposons, par l'intermédiaire du Secrétariat général, que le Conseil administratif intervienne auprès du Conseil d'Etat pour que ce dernier prenne la décision de parer à cette critique permanente, en obtenant de l'un des deux services en question, sinon une organisation, du moins une entraide périodique. »⁷²

Le problème n'est pas genevois. L'explosion démographique de l'après-guerre place les autorités du monde entier devant les mêmes difficultés. L'architecte Paul Waltenspühl utilisait à ce propos l'expression de « *surmenage culturel* »⁷³. En octobre 1961 la commune suburbaine de Lancy le mandate avec son associé Georges Brera pour étudier les conséquences de l'évolution démographique sur les équipements scolaires. Présenté le 12 avril 1962, le rapport définit le nombre et la répartition des constructions scolaires ainsi qu'une méthode de travail pour ajuster ces prévisions au cours des ans⁷⁴.

Au niveau cantonal, la note citée ci-dessus ne reste pas sans effet. En 1969, le Groupement interdépartemental d'études d'évolution démographique (GIEED) est créé. Le groupe comprend des représentants des départements de l'instruction publique, de justice et police, de l'économie publique et des travaux publics. A partir de 1975, des fonctionnaires de la Ville de Genève y sont également associés. Depuis la fin des années 1980, c'est le Service d'urbanisme de la Ville qui est chargé d'effectuer le programme des études concernant son territoire. Les conclusions sont ensuite transmises pour préavis au GIEED.

Les travaux effectifs ne commencent cependant qu'en 1971. Beaucoup des premières données fournies concernent la décennie écoulée et permettent de comprendre quelle a été l'évolution démographique par quartier et par secteur démographique. On constate notamment que Le Petit-Saconnex est passé de 46'867 habitants en 1961 à 52'195 habitants en 1970 (+ 11%). Dans le même temps le secteur démographique Charmilles – Châtelaine est passé de 14'983 habitants à 17'703 habitants (+ 18 %). L'autre secteur du quartier où la population a beaucoup augmenté est le secteur démographique Bouchet – Moillebau mais il était moitié moins peuplés : il est passé de 4'232 habitants à 8'188 (+ 94 % !). En revanche, la population a stagné ou a diminué dans les secteurs voisins de Saint-Jean – Aïre (- 0,5 %), Grand-Pré – Vermont (- 7 %) et Sécheron (- 8 %)⁷⁵. (**Fig. 85**)

Il va sans dire que ces chiffres n'ont que peu d'incidence sur le programme de la future école Liotard qui a encore été établi avec les vieilles méthodes empiriques. Dans ce cas, la taille de l'école ne découle pas vraiment des données démographiques mais plutôt d'une règle de trois : combien de classes un terrain de 13'000 m² peut accueillir si l'on admet un bâtiment d'un étage sur rez-de-chaussée et ses annexes : 20 à 22 classes⁷⁶, soit un groupe scolaire – 4 classes enfantines, 12 classes primaires et quelques classes spéciales, soit au maximum 500 élèves – comme le prescrit le *Règlement de l'enseignement primaire* alors en vigueur, celui du 21 juillet 1936 mis à jour le 18 décembre 1958. (**Fig. 86 et 87**) Cela correspond aussi aux classes provisoires du quartier dont le nombre a encore augmenté entretemps. En 1970, la situation déterminante pour le projet d'école de la campagne ex-Lecoultre est la suivante : 6 classes dans des immeubles locatifs (4 dans la coopérative du Bois-Gentil, 1 à Villars 8, 1 à Villars 40), 10 classes dans 5 pavillons préfabriqués et 4 classes à l'école des Franchises, soit un total de 20 classes⁷⁷.

72. Le 9 octobre 1968. *Ibidem*.

73. « Wir leben in der Tradition der sechziger Jahre » (Interview avec Franz Füeg et Paul Waltenspühl), in *Werk Bauen + Wohnen*, n° 7-8, juillet-août 1989, p. 35 : « Man muss sich auch die pragmatischen Probleme der 60er Jahre vergegenwärtigen: Die Bevölkerung hat in der Schweiz zwischen 1950 und 1960 um 700 000 Personen zugenommen, in der 60er Jahren gar um 900 000. [...] Die 60er Jahre waren die Dekade der (zu) grossen Zahlen, eine kulturelle Überforderung. »

74. « Programmation de l'équipement scolaire. Méthode d'application pratique pour une commune suburbaine en expansion », in Paul Waltenspühl, *Concevoir, dessiner, construire : une passion*, édition Livre Total S.A., Lausanne, 1990, p. 140.

75. « Mouvements démographiques des quartiers et communes du canton de Genève de 1961 à 1970 », Archives de la Ville de Genève, Palais Eynard, Dossier 520.C.1.7.2 (GIED), réf. 118.D.1/31.

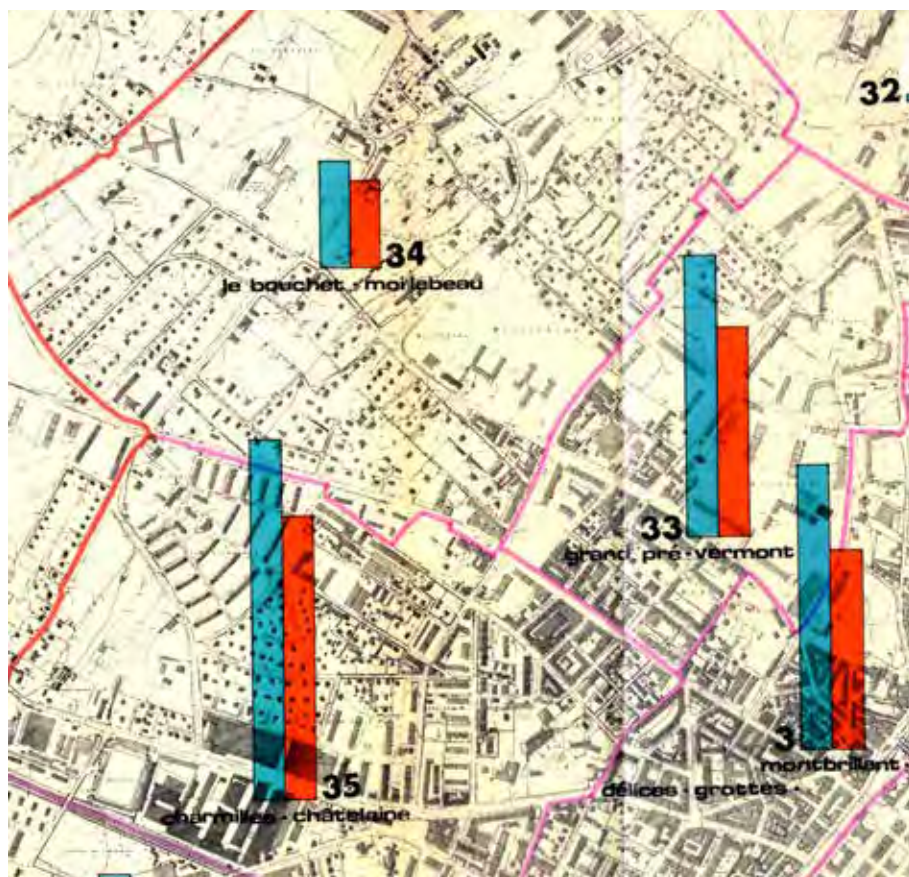
76. Schéma en couleur du 20 avril 1960. Dossier administratif 1243, ADCA.

77. Le 27 janvier 1970. E. Piguët, chef du Service des écoles et des œuvres pour la jeunesse, « Note à Monsieur Claude Canavèse, Directeur-adjoint du Service immobilier ». Dossier administratif 1201 XXV, ADCA.

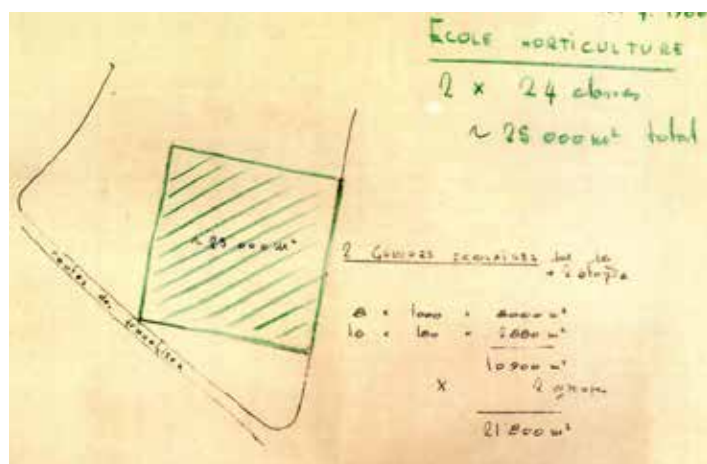
Fig. 85. Population diurne et nocturne. Répartition par quartier en 1965. Bleu = nocturne ; rouge = diurne.

Fig. 86. Estimation par la méthode empirique du nombre de classes qui peuvent être construites sur le terrain de l'Ecole d'horticulture.

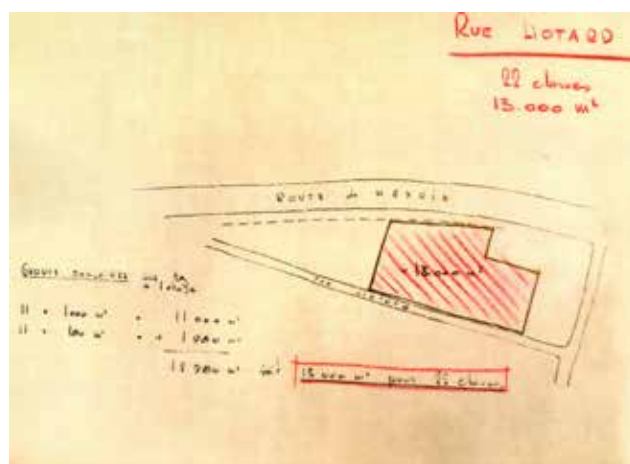
Fig. 87. Estimation par la méthode empirique du nombre de classes qui peuvent être construites sur le terrain de la propriété ex-Lecoultre.



85



86



87

3 L'école Liotard, projet et réalisation

Les architectes

La procédure par concours écartée, Claude Ketterer (1928-94), Conseiller administratif alors en charge de l'immobilier et Maire de la Ville⁷⁸, propose tout d'abord lors d'une conversation téléphonique le mandat de l'école ex-Lecoultre à une femme architecte, Anne Brulhart. Quelques jours plus tard, celle-ci envoie une lettre de refus : « *Après avoir mûrement réfléchi ces quelques jours, j'estime qu'il y a incompatibilité entre la fonction de conseiller technique du Département des Travaux publics qu'assume mon mari et le mandat de construction d'une école à son épouse. J'ai donc décidé de renoncer à ce mandat et vous prie de bien vouloir m'excuser de revenir sur ma décision première.* » Au bas de cette lettre du 14 janvier 1970, une note manuscrite signée

78. Claude Ketterer est Conseiller administratif du 30 janvier 1966 au 1^{er} juin 1987. Pendant 20 ans, il est en charge de l'immobilier de la Ville.

Ketterer dit : « j'ai demandé à Dupraz et Iseli de remplacer Mme Brulhart. »⁷⁹ Quinze jours plus tard, le Directeur-adjoint du Service immobilier Claude Canavèse lui écrit à propos des groupes scolaires ex-Lecoultré et Contamines : « Monsieur E. Piguet, chef du service des écoles, m'a remis le programme des deux écoles rappelées en marge. Pour que nous ne perdions pas de temps, il convient que vous m'indiquiez quels sont les architectes auxquels vous entendez attribuer les mandats. » C'est à nouveau par note manuscrite que répond Claude Ketterer : « Liotard-Lecoultré : j'ai mandaté MM. Strub et Duboule et MM. Dupraz et Iseli (Creata). Ils se sont mis d'accord et attendent notre convocation dès que possible. »⁸⁰ Le choix d'architectes de la première école n'est pas expliqué alors celui de la seconde l'est : « Contamines : je veux mandater M. Malnati qui a une grande expérience des écoles et qui a réalisé de substantielles économies à celle des Promenades à Carouge. »

Qui sont ces architectes mandatés pour l'école Liotard-Lecoultré ? Ils ne font pas partie des protagonistes de l'architecture moderne et contemporaine à Genève. Leurs noms ne figurent pas dans les revues spécialisées, ni dans les guides d'architecture, ni dans la plupart des livres traitant de la production architecturale du XX^e siècle à Genève. La seule mention du duo Dupraz et Iseli se trouve dans XX^e *Un siècle d'architectures à Genève, Promenades*. Ils ont en effet assumé la direction des travaux de la « soucoupe volante », la Permanence médicale de Cornavin à la rue du Jura, œuvre de Pascal Häusermann⁸¹. (Fig. 88 et 89)

Il semble que Claude Ketterer connaît Henri Duboule et Jean-Pierre Iseli en raison de leur engagement dans la politique genevoise plutôt que pour leur qualité d'architectes. Henri Duboule est élu au Conseil municipal d'Onex de 1963 à 1974 et au Grand Conseil de 1969 à 1974. Il représente le Parti indépendant chrétien social (PICS, qui change de nom en 1971 pour devenir le Parti démocrate-chrétien, PDC). Au début des années 1970, il est également secrétaire de l'Association genevoise d'architectes (AGA). Quant à Jean-Pierre Iseli, il est pendant très longtemps l'un des représentants socialistes au Conseil municipal de Carouge, de 1967 à 1999. Il fait également un bref passage au Grand Conseil, de 1971 à 1973⁸². Les architectes des deux agences appartiennent à des générations différentes. Ils ne se connaissent pas quand Claude Ketterer leur demande de travailler ensemble.

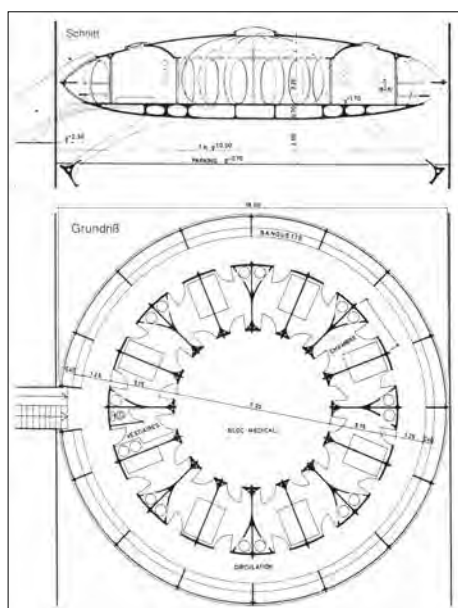
79. Le 14 janvier 1970. Dossier administratif 1201 XXV. ADCA.

80. Le 30 janvier 1970. « Note à Monsieur Cl. Ketterer, Maire de Genève ». *Ibidem*.

81. Catherine Courtiau (dir.), XX^e. *Un siècle d'architectures à Genève. Promenades*, Infolio, Gollion 2009. Voir p. 295.

82. Ces dates proviennent de données trouvées en ligne, notamment dans les archives en ligne du Journal de Genève et sur le site des Socialistes carougeois : <http://www.ps-carouge.ch/web/historique>.

Fig. 88 et 89. La permanence médicale de Cornavin (1972), Pascal Häusermann architecte. André Dupraz et Jean-Pierre Iseli assurent la direction des travaux de cette construction.



88



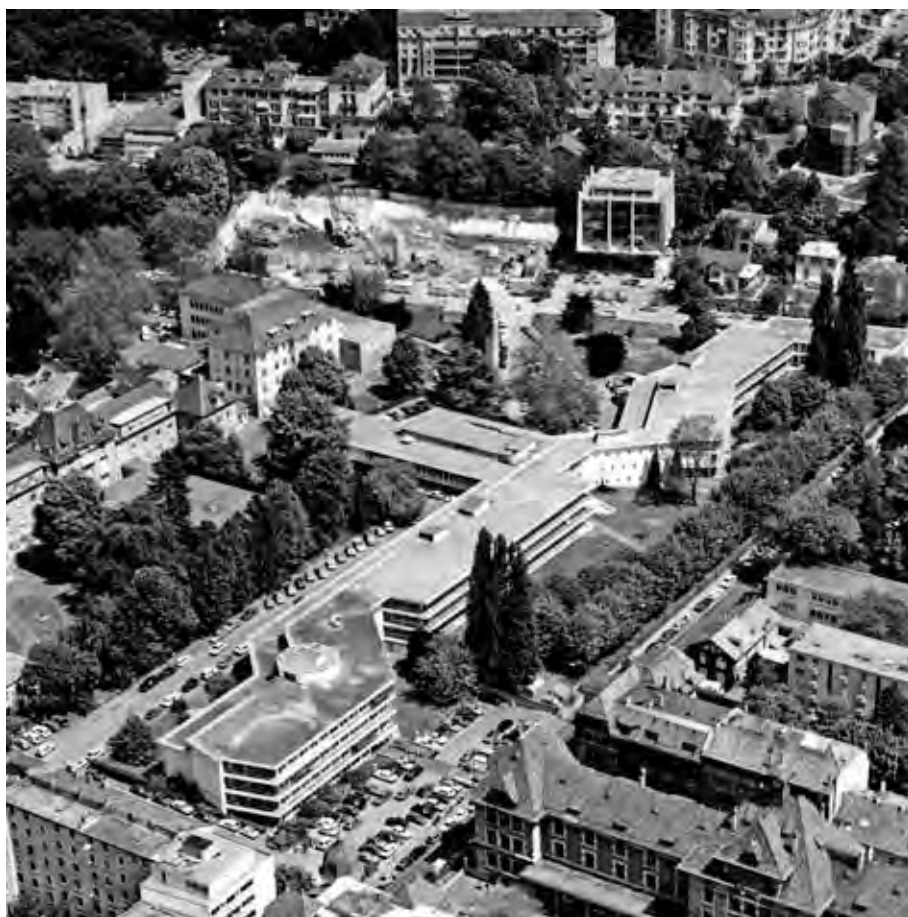
89

Le bureau Strub et Duboule

Walter Strub (1915) a été formé au Technicum et à l'Ecole des beaux-arts de Genève où son travail est distingué à plusieurs reprises. Un de ses condisciples est alors l'architecte Jean-Marie Ellenberger (1913-88). En 1935, sur préavis de la Commission fédérale des beaux-arts, Walter Strub obtient une bourse du Département fédéral de l'intérieur, la seule accordée cette année-là à un architecte. Certains des artistes honorés en même temps jouissent encore aujourd'hui d'une certaine notoriété, tels les peintres Serge Brignoni (1903-2002) et Emile Chambon (1905-93).

Enseignant au Technicum dans les années 1950, Walter Strub repère les compétences d'un de ses élèves, Henri Duboule (1928-2016) et lui propose de travailler ensemble dès 1953. Dans leur collaboration, la répartition des rôles est claire : Walter Strub est le projeteur alors qu'Henri Duboule gère les affaires et la marche du bureau. Leur tandem attire l'attention d'Albert Cingria (1906-66), avec qui ils travailleront à l'une des plus belles réalisations des années 1950 à Genève, la Clinique pédiatrique et dentaire (1956-60). **(Fig. 90, 91 et 92)** Parmi les réalisations du bureau Strub et Duboule, se trouvent de nombreux ensembles à « caractère villageois » à Bernex, Confignon et Vernier ainsi que de nombreuses maisons individuelles ou jumelées, sans ambition architecturale. **(Fig. 93 et 94)** Leur production ne se limite cependant pas à ce type de constructions.

Dans d'autres circonstances, en milieu urbain notamment, leur architecture adopte les standards du langage architectural de l'époque et appartient, de manière appréciable, à l'ordinaire de la ville. C'est le cas, par exemple, de l'ensemble d'immeubles de logement qu'ils ont construits à Champel, avenue Dumas 25 à 35, à partir de 1963. Une barre d'immeubles de huit étages sur rez-de-chaussée et



90



91



92



93

Fig. 90 et 91. Vue aérienne et façade de la Clinique pédiatrique et dentaire (1956-60), Albert Cingria et Georges Taramasco architectes.

Fig. 92. Le matériau des façades de la Clinique pédiatrique : un béton poli blanc avec granulats de marbre, type granito.

Fig. 93 et 94. Le bureau Strub et Duboule a projeté en 1958 le plan d'ensemble de l'agrandissement du village de Confignon et réalisé de nombreux bâtiments dans ce village, notamment l'ancienne mairie et l'auberge communale.



94

une aile de commerces et de locaux artisanaux d'un étage sur rez-de-chaussée, sont implantés à angle droit, préservant le calme d'un beau parc privé : l'architecture est simple, sans gestes inutiles, la matérialisation soignée. **(Fig. 95, 96 et 97)** Il en va de même de la tour de treize niveaux et du centre commercial qu'ils construiront plus tard, dans les années 1970, à Onex, à l'avenue des Bossons. Rez-de-chaussée et entresol sont ceints de hauts piliers qui se dressent jusqu'aux premiers balcons filants qui composent les deux façades principales : ce dispositif architectural donne à l'ensemble un caractère urbain absent de la plupart des réalisations de la cité. **(Fig. 98, 99 et 100)**

En 1970, au moment où ils reçoivent le mandat pour l'école Liotard-Lecoultre, une autre réalisation scolaire occupent le bureau Strub et Duboule : l'école du Bosson à l'avenue du Bois-de-la-Chapelle à Onex. La première étape sera mise en service en 1972, la seconde en 1973. Le complexe scolaire, tout en longueur crée une limite

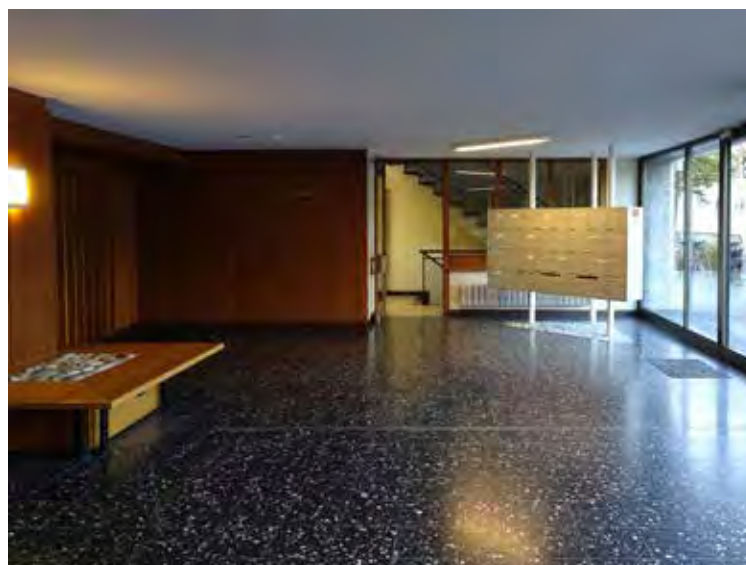


95



96

Fig. 95, 96 et 97. Genève, avenue Dumas 25 à 35, (1963 autor.).



97



98



99



100

entre la forêt au nord, et la zone villas au sud. L'école enfantine est de plain-pied alors que l'école primaire compte deux étages sur rez-de-chaussée. Les façades sont très simples : allèges filantes et fenêtres en bandes. Le plan, très articulé, définit de beaux espaces extérieurs vers la forêt. Si cette réalisation tire un bon parti d'une situation difficile, elle manque de cohérence architecturale : l'ensemble apparaît comme un collage où chaque volume génère son propre langage. Un élément apparaît comme particulièrement malheureux : le volume de l'aula, posé sur des piliers, sert de préau couvert au rez-de-chaussée. Or ce volume est implanté sur une différence de niveau du terrain, et le sol de la salle est en pente : il en résulte deux pentes parallèles du plus mauvais effet. (**Fig. 101, 102 et 103**)

Le bureau Strub et Duboule a construit encore un autre bâtiment à vocation pédagogique : le Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole à Montbrillant. Inauguré, le 13 septembre 1973⁸³, l'architecture de ce bâtiment évoque par sa finesse plus les années 1960 que les années 1970. L'autorisation de construire a d'ailleurs été accordée le 23 juin 1964⁸⁴. Quoi qu'il en soit, c'est un chef-d'œuvre méconnu où l'influence d'Albert Cingria est manifeste.

Fig. 98, 99 et 100. Onex, rue des Bossons. Tour HLM, 1977-79.

83. R. d'I., « A Montbrillant. Inauguration du Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole », in *Journal de Genève*, 13 septembre 1973, p. 10.

84. « Genève Petit-Saconnex », in *Inventaire architectural genevois 1945-1975* (ITHA).

Fig. 101,102 et 103. Onex, école du Bosson,
1970-73.



101



102



103

Caché à l'arrière des bâtiments subsistants de l'ancien domaine de Montbrillant, le volume de l'école est un parallélépipède rectangle inséré dans la pente du parc arboré. Il passe ainsi de deux niveaux hors sol, côté entrée, à trois niveaux à son extrémité est. L'entrée est précédée par un préau couvert, vitré contre la bise côté nord. La matérialisation est extrêmement soignée : les parties massives sont en béton poli blanc laissant apparaître de grands granulats de marbre à la manière d'un granito, comme c'est le cas d'ailleurs à l'Hôpital des enfants. Un avant-toit de béton protège les fines menuiseries de bois. Côté sud, la façade en accordéon est disposée en retrait d'une grille de poteaux et dalles de béton poli faisant office de dégagement extérieur pour les classes mais aussi de protection solaire. A l'intérieur, la paroi d'armoires qui séparent les classes du couloir est également en accordéon. Les classes ont ainsi la forme originale d'un hexagone irrégulier. Un grand vitrail du maître verrier Wasem décore le hall d'entrée. C'est un bâtiment simple, d'une grande qualité architecturale. (Fig. 104 à 110)

Il n'y pas lieu d'établir ici une liste exhaustive des très nombreuses réalisations du bureau Strub et Duboule. Quand il a pris sa retraite, Walter Strub a d'ailleurs emporté avec lui les archives de ses projets. La liste qui suit a été dressée à partir des occurrences des noms des architectes dans le *Journal de Genève* et de quelques

Fig 104 à 106. Genève, chemin de Vincy 2b, le Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole (1964 autorisation, 1973 inauguration). Le chef-d'œuvre du bureau Strub et Duboule.



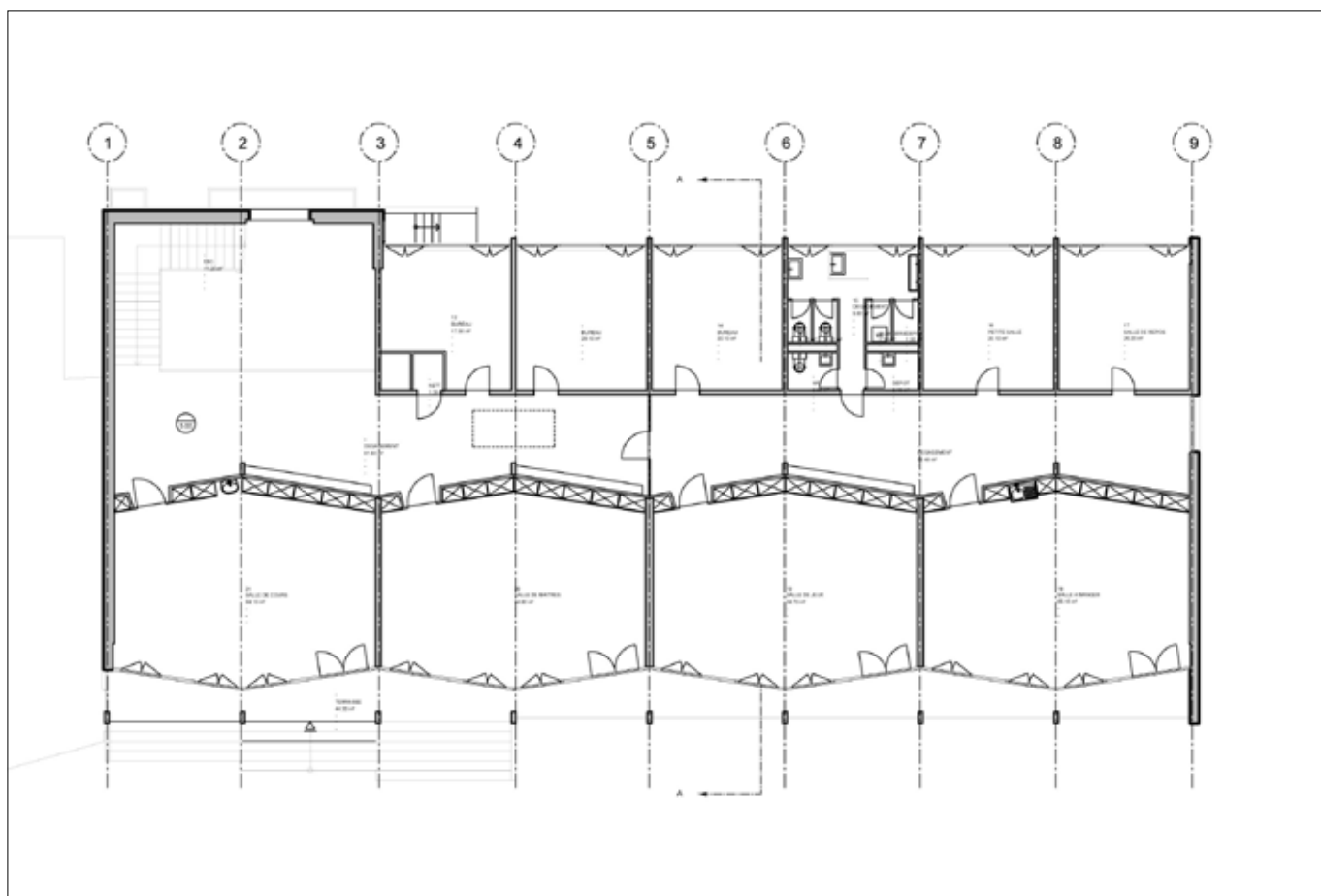
104



105



106



107



108



109



Fig 107 à 110. Genève, chemin de Vincy 2b, le Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole (1964 autorisation, 1973 inauguration). On y retrouve le même matériau de façade qu'à l'Hôpital des enfants.

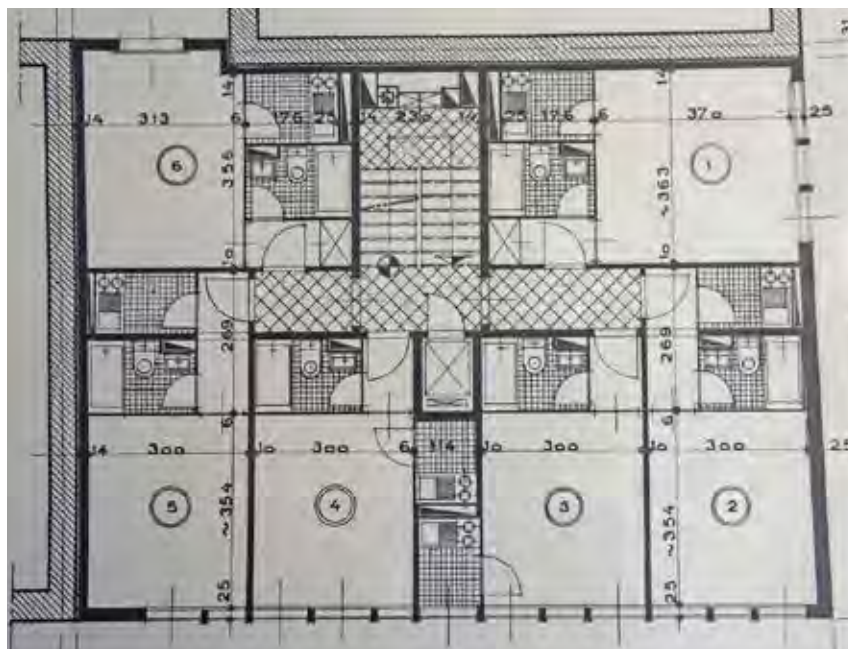
110

indications données par le fils d'Henri Duboule, Gabriel Duboule. Ce dernier est également architecte, diplômé de l'Ecole d'architecture de Genève en 1978. Après avoir été employé, puis associé avec son père et Walter Strub, il a pris en 1985 la direction de l'agence qui porte depuis lors son nom.

- 1958 Confignon. Plan d'ensemble pour l'agrandissement du village.
Mairie, auberge communale, groupe d'immeubles locatifs.
- 1963 Bernex, en Saule. Ensemble de dix-sept immeubles, parking en sous-sol.
- 1963 Genève, avenue Dumas 25 à 35. Immeubles locatifs et centre commercial.
- 1964 Confignon. Série d'immeubles duplex, à proximité du cimetière.
- 1965 Genève, rue Eugène Marziano. Ateliers.
- 1968 Genève, avenue Ernest-Pictet. Deux tours HLM.
- 1964-71 Vernier, 13 à 23 rue du village. Immeubles HLM.
- 1964-73 Genève, chemin de Vincy 2B. Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole.
- 1970-73 Onex. Ecole du Bosson.
- 1974 Genève, rue Leschot. Immeuble locatif
- 1977-79 Onex, rue des Bossons. Tour HLM.
- 1981 Petit-Lancy. Plan d'aménagement du quartier des Mouilles au Petit-Lancy.



111



112

Fig. 111 et 112. Genève, angle rue de Berne 36 et rue de Monthoux 48. Immeubles de studios, Dupraz et Iseli architectes (1963 autorisation).

Immeubles locatifs et administratifs.

Le bureau Dupraz et Iseli : Creata

André Dupraz (1940) et Jean-Pierre Iseli (1942-2009) suivent tous deux une formation de dessinateur architecte. Peu de temps après leurs apprentissages ils s'associent et nomment leur agence Creata. Des mandats leurs sont aussitôt confiés : en 1963, un immeuble de studios à l'angle de la rue de Berne et de la rue de Monthoux ; (**Fig. 111 et 112**) en 1965, le même programme juste en face ; en 1966, encore un immeuble de studios, cette fois à la rue de Lyon ; (**Fig. 113**) en 1967-68, un immeuble administratif et commercial à la rue Céard, dans les Rues-Basses. (**Fig. 114 et 115**) Par l'entremise de la Société privée de gérance (SPG), ils ont même l'occasion, de réaliser deux projets à Paris en collaboration avec l'architecte Philippe Alliaume : notamment en 1965 la transformation d'un parking en résidence « Les jardins du Trocadéro ». (**Fig. 116**) Leur production applique les codes constructifs et esthétiques des années 1960, avec professionnalisme mais sans subtilité.

C'est à Carouge, dont Jean-Pierre Iseli devient rapidement une personnalité, que s'exerce principalement l'activité du bureau : ils y réalisent plusieurs opérations de démolition-reconstruction, substituant des pastiches au tissu ancien de la ville sarde, notamment à la rue Saint-Joseph (26 à 32) et à l'angle de cette même rue avec la rue de la Filature (1971). Ils n'ont pas trente ans quand Claude Ketterer les mandate avec Strub et Duboule pour l'école Liotard-Lecoultré. En 1977, André Dupraz et Jean-Pierre Iseli se séparent et continuent chacun de leur côté leurs parcours professionnels. André Dupraz est toujours en activité aujourd'hui.

- 1963 Genève, rue de Monthoux 48, rue de Berne 36. Immeuble locatif.
- 1965 Genève, rue des Pitons 11. Dépôt et bureau.
- 1965 Genève, rue de Berne 34. Immeuble locatif.
- 1965 Paris XVI, rue Beethoven 9-11. Transformation d'un parking en résidence.
- 1966 Genève, rue de Lyon 10. Immeuble locatif.



Fig. 113. Genève, rue de Lyon 10 (1966 autorisation).

Fig. 114 et 115. Genève, rue Céard 6 (1967-68).

Fig. 116. Paris, rue Beethoven 9-11. Transformation d'un parking en résidence. Dupraz et Iseli architectes, avec Philippe Alliaume (1965).

113



114



115



116

- 1967-68 Genève, rue Céard 6. Immeuble administratif et commercial.

- 1971 Carouge, rue Saint-Joseph 26-32. Immeuble commercial et locatif.

Même s'ils ne se connaissaient pas auparavant, la collaboration entre les deux bureaux se passera bien. André Dupraz, encore aujourd'hui en parle avec plaisir. Il décrit Walter Strub comme un personnage extrêmement sympathique, jovial et épicurien⁸⁵.

85. Entretien avec André Dupraz à son bureau à Carouge, le 22 novembre 2016.

Avant-projets, projet et chantier

Le projet débute avec la convocation par le Maire Claude Ketterer, des deux bureaux pour un rendez-vous le 11 février 1970, avec Claude Canavèse Directeur-adjoint du Service immobilier, « *afin de définir le mode de travail et le programme de l'ouvrage à étudier* »⁸⁶. Dans la note manuscrite rendant compte de cette entrevue, Claude Canavèse précise qu'il a remis aux architectes le programme du Département de l'Instruction publique (DIP) pour une école type avec jardin d'enfants et qu'il a parlé « *de l'établissement d'esquisses respectant, le mieux possible, la végétation existante* », « *de la réalisation éventuelle par étapes* » et qu'il a « *souligné l'urgence* »⁸⁷. Quelques jours plus tard les architectes reçoivent par ailleurs le texte du projet de règlement établi par le DIP : le *Règlement relatif à la construction des locaux scolaires de l'enseignement primaire*, qui remplace le règlement de 1936 mis à jour en 1958 n'entrera en vigueur que le 8 mai 1974.

Les architectes reçoivent également un programme « *qui définit les besoins que la protection civile municipale souhaiterait satisfaire dans les limites du terrain réservé au groupe scolaire* »⁸⁸. Se mettant en compétition, les bureaux Strub-Duboule et Dupraz-Iseli, élaborent chacun leurs avant-projets qu'ils présentent lors d'une entrevue le 19 juin 1970. Les archives du bureau Strub-Duboule n'étant pas accessibles, comprendre dans le détail l'évolution du projet est difficile. La proposition Strub-Duboule ne nous est en effet pas parvenue. Ces architectes proposent semble-il un parti similaire à celui auquel ils travaillent en même temps pour l'école du Bosson à Onex⁸⁹ : un bâtiment linéaire contenant les salles de classe sur lequel viennent se greffer perpendiculairement de part et d'autre les volumes des autres fonctions : jardin d'enfants, aula, salle de sport. Quant aux jeunes du bureau Dupraz-Iseli, ils osent proposer de l'inédit : un grand anneau occupant tout l'espace entre la route de Meyrin et la rue Liotard, laissant libre toute la partie est du terrain vers les immeubles de l'avenue Wendt, pour le préau des primaires et le terrain de sport. (Fig. 117 à 123)

Selon le témoignage d'André Dupraz, ce projet aurait enthousiasmé Claude Ketterer qui aurait souhaité le voir réaliser. Mais ni le DIP, ni le Service des écoles ne partagent cet enthousiasme. Fin juin 1970, Claude Canavèse écrit : « *Après consultations nombreuses et, en particulier, celles de MM. Piguet et Brulhart, nous estimons que l'arène proposée par MM. Iseli et Dupraz doit être abandonnée au profit de l'esquisse de MM. Strub et Duboule. Cette dernière n'est pas satisfaisante, non plus, parce qu'elle s'étale par trop sur le terrain disponible, en fractionnant exagérément la surface. Une solution plus rationnelle et plus concentrée est possible.* » Claude Ketterer ajoute : « *Le C. A. trouve séduisant le projet Iseli et pense que l'élément séparé (salle de gym, bassin de natation) mérite d'être retenu et fondue avec le projet Duboule qui doit être remanié dans le sens indiqué (concentration, 1 ou 2 étages de plus, davantage d'espaces libres pour préaux, verdure, etc...). On devrait utiliser la moitié de la surface.* »⁹⁰

Le 29 juin 1970, Claude Canavèse envoie des instructions très précises aux architectes :

« *Nous nous référons aux plans et maquettes que vous nous avez remis au cours de notre entretien du 19 courant et, après diverses consultations, dont celle du Conseil administratif, nous sommes en mesure de vous faire part des conclusions suivantes :*

1. *Malgré l'intérêt d'expression qu'il présente, le projet de MM. Iseli et Dupraz doit être abandonné. Sur le plan de l'exploitation, sa réalisation présenterait plus d'inconvénients que d'avantages.*

2. *Le projet de Messieurs Strub et Duboule répond mieux aux besoins de l'exploitation. Il doit toutefois être remanié dans le sens suivant :*

86. Le 3 février 1970. Dossier administratif 1201 XXV, « Construction du groupe scolaire sur parc 3749 (ancienne campagne Lecoultré, r. Liotard 68 – rte Meyrin », ADCA.

87. Le 11 février 1970. Claude Canavèse, « Note de dossier ». *Ibidem*.

88. Le 5 mars 1970. Lettre de Claude Canavèse à MM. Strub & Duboule, Dupraz & Iseli. *Ibidem*.

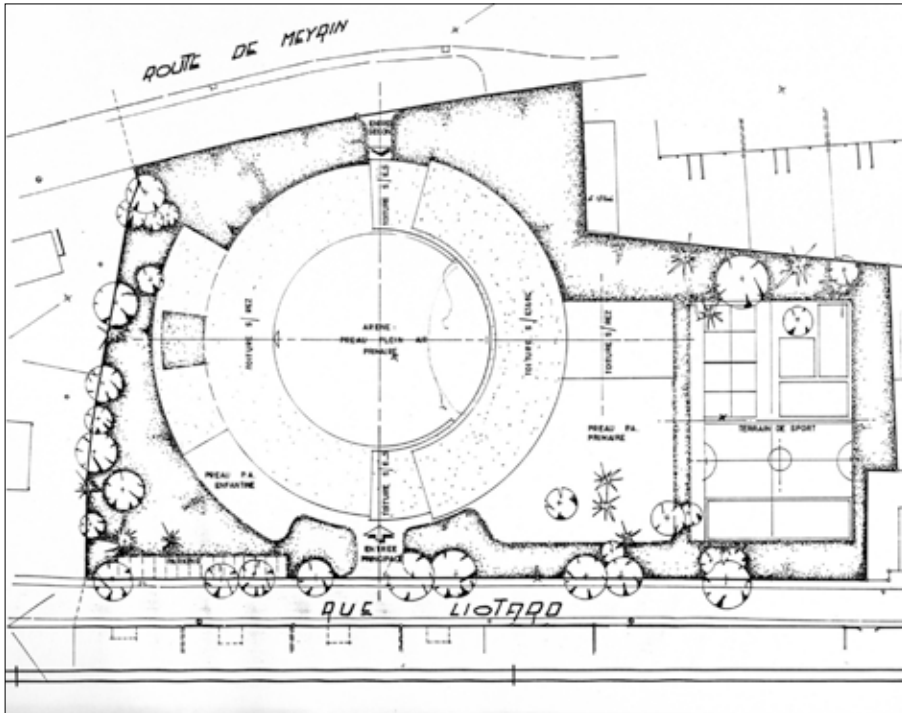
89. Les plans de cet avant-projet ne figurent pas au dossier. La description faite ici est une déduction extrapolée à partir de versions ultérieures du projet. Par ailleurs, dans les archives d'André Dupraz, deux photos non datées de maquettes sont mises en parallèles : celles de l'arène de Dupraz-Iseli et celle d'un projet Strub-Duboule. Cette maquette présente un bâtiment qui correspond presque exactement au projet déposé en Demande préalable à la fin 1970.

90. Le 26 juin 1970. « Note à Monsieur Cl. Ketterer, Conseiller administratif ». Dossier administratif 1201 XXV. ADCA.

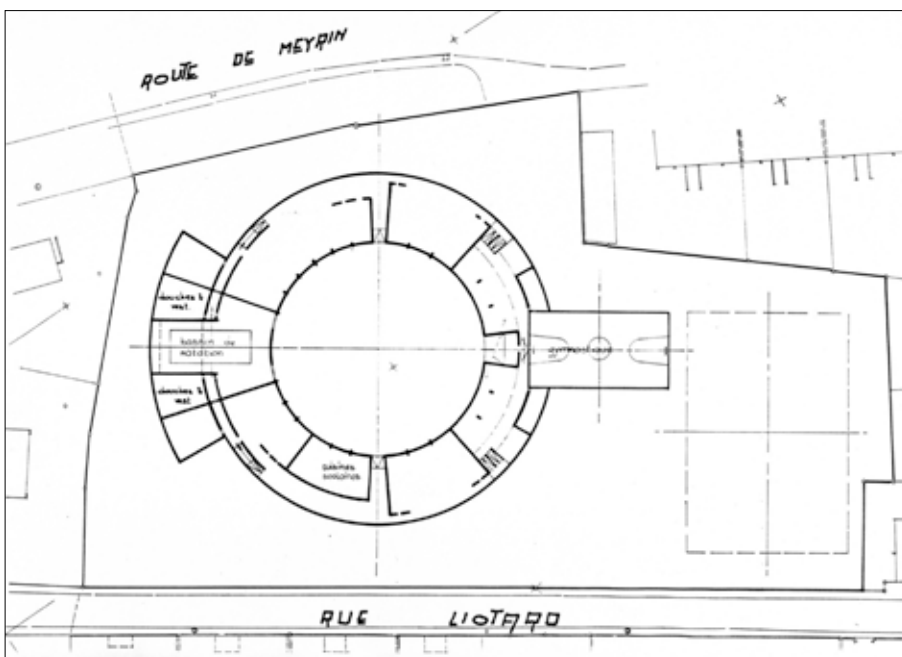


117

Fig. 117 à 119. Avant-projet 1, juin 1970, bureau d'architectes A. Dupraz et J.-P. Iseli : Crea. Maquette, plan masse, plan du sous-sol.

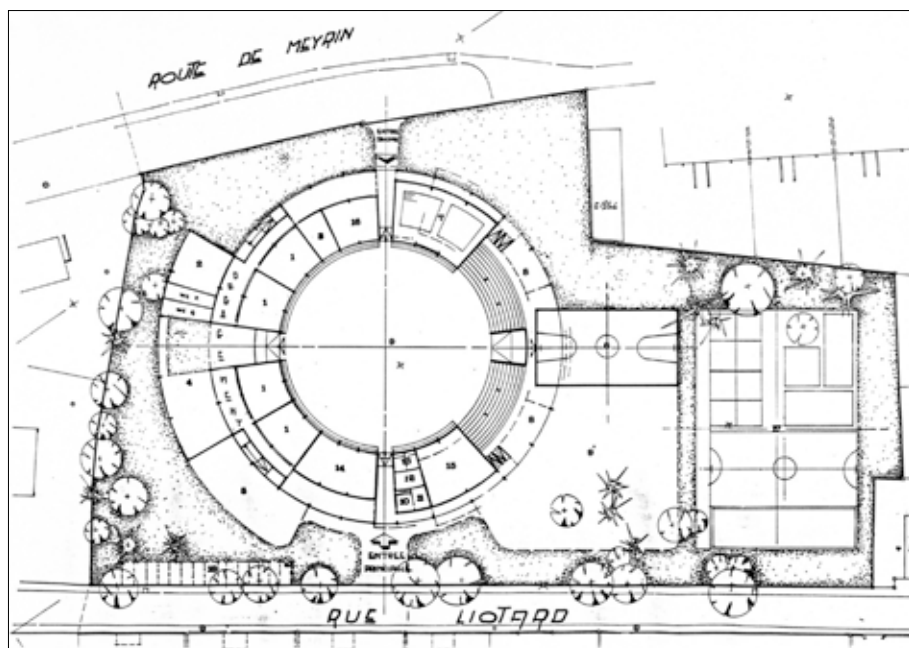


118

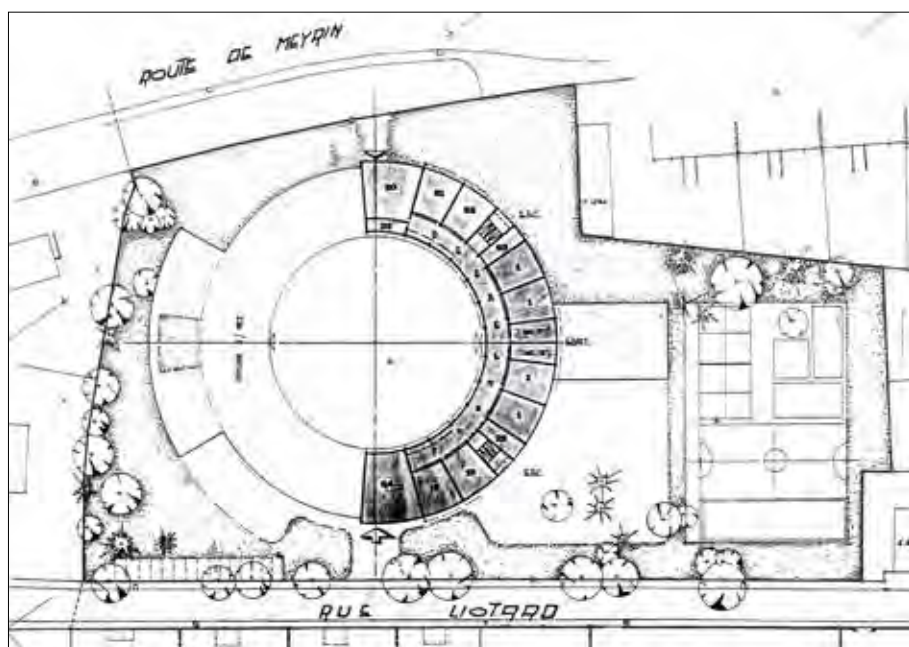


119

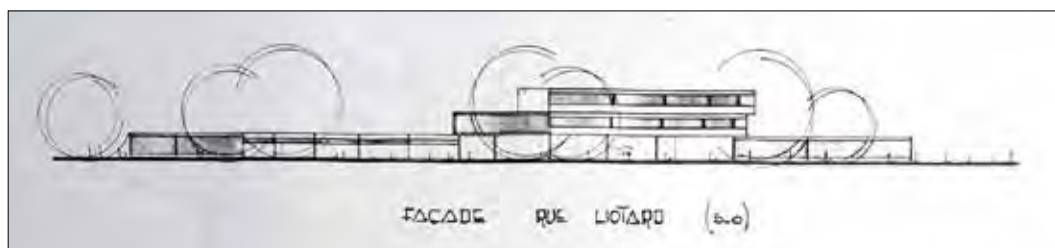
Fig. 120 à 123. Avant-projet 1, juin 1970, bureau d'architectes A. Dupraz et J.-P. Iseli : Creata. Plan du rez-de-chaussée, plan du 1^{er} étage et élévations.



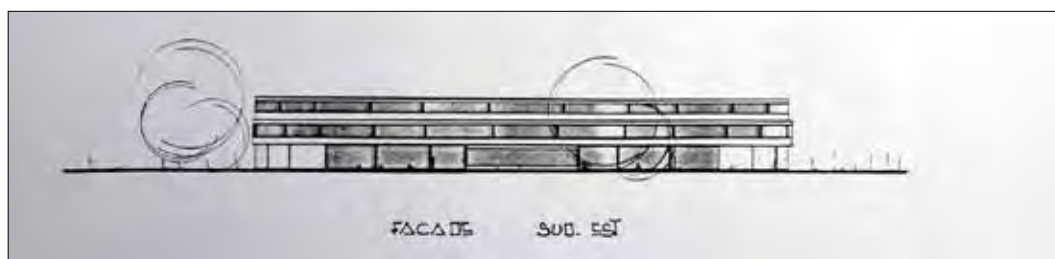
120



121



122



123

- *concentrer davantage le groupe enfantin et primaire en prévoyant deux étages sur rez,*
- *prévoir le bassin de natation sous la dalle de gymnastique,*
- *alléger le programme pré-scolaire en ne prévoyant que 3 ou 4 classes,*
- *les concentrations visées plus haut doivent permettre de récupérer des surfaces vertes qu'il faudrait éviter de trop morceler,*
- *le groupe pré-scolaire peut s'envisager indépendant de l'école proprement dite,*
- *la salle de gymnastique, la piscine et l'aula seront certainement utilisées, le soir, par les sociétés du quartier. Il serait souhaitable qu'elles soient groupées avec des accès indépendants de ceux de l'école ou, du moins, des cheminements qui évitent de trop longs parcours dans les locaux scolaires,*
- *placée sous la salle de gymnastique, la piscine devrait être agrandie. »*

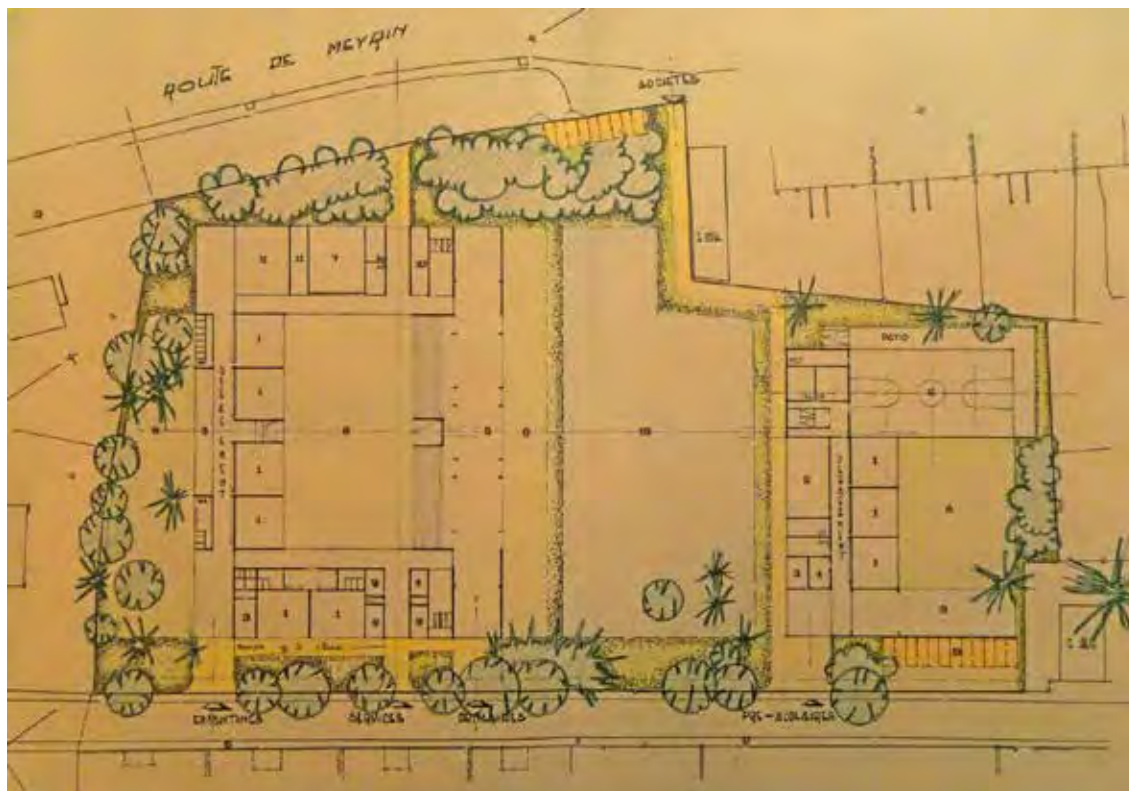
Fin septembre 1970 – entretemps il a été rappelé à plusieurs reprises aux architectes que « l'affaire revêt une certaine urgence »⁹¹ –, les architectes présentent de nouvelles esquisses et maquettes. Chacun des bureaux présente encore son projet propre.

Dupraz-Iseli séparent le programme en deux entités distinctes : d'une part l'école proprement dite, d'autre par le jardin d'enfants combinés avec la protection civile et les salles de sport. Les deux bâtiments, en forme de U, sont séparés par le terrain de sport. Plusieurs défauts sont relevés : « *patio avec escalier : défavorable ; pourrait s'envisager, à niveau, mais sans la fonction de préau* » ; « *ensoleillement des classes enfantines : douteux* » ; « *salle de gymnastique comprise dans la seconde étape liée à la Protection civile : non admissible* »⁹². Notons par ailleurs, que l'emprise au sol est plus grande que dans leur première variante : il ne reste quasiment plus rien des arbres de la propriété Lecoultré. (**Fig. 124**)

91. Le 11 septembre 1970. Lettre de Claude Ketterer aux architectes. *Ibidem.*

92. Le 8 octobre 1970. Lettre de Claude Canavèse aux architectes. *Ibidem.*

Fig. 124. Avant-projet 2, septembre 1970, bureau d'architectes A. Dupraz et J.-P. Iseli : Crea. Plan du rez-de-chaussée.



124

93. *Ibidem*.

94. Le 16 novembre 1970. *Ibidem*.

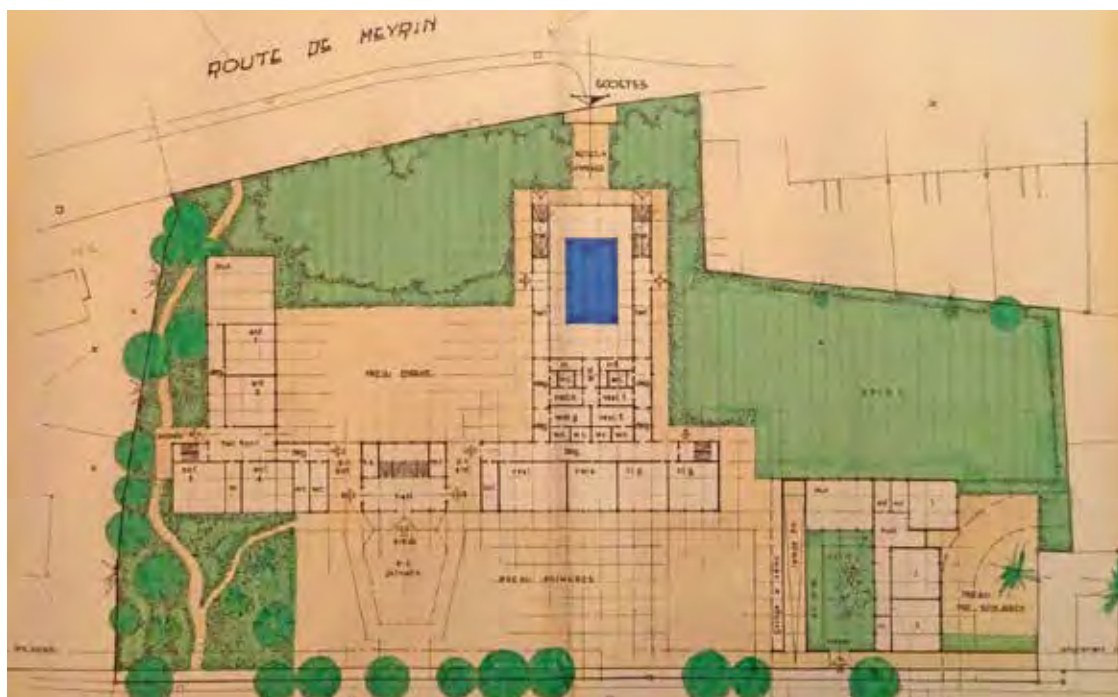
95. Le 23 novembre 1970. *Ibidem*.

Quant au projet Sturm-Duboule, nous ne le connaissons que par les critiques qui lui sont faites début octobre 1970 : « *grande longueur du bâtiment principal (et des circulations y relatives) : peu favorable* » ; « *rechercher une amélioration des circulations en plaçant peut-être les escaliers différemment. Voir éventuellement une cassure dans les 100 m. de façade principale* » ; « *surfaces des préaux à contrôler* »⁹³.

Les architectes sont invités à présenter très rapidement une nouvelle esquisse de synthèse. En effet, la mise à disposition des locaux est toujours prévue pour la rentrée 1972. Un plan portant les noms des deux groupes d'architectes nous fait connaître l'état du projet en octobre 1970. C'est un long bâtiment qui se retourne en forme de L côté ouest, à proximité de la limite de parcelle. À l'autre extrémité, côté est, un bâtiment indépendant abrite au sous-sol la protection civile et au rez-de-chaussée le jardin d'enfants. Sur la barre contenant les salles de classe, sont greffées de manière décalée, au nord les salles de sport, avec une entrée sur la route de Meyrin, au sud l'aula dont le volume sert de couverture au préau et à l'entrée. Les volumes définissent trois espaces ouverts : le préau des primaires à l'entrée, côté rue Liotard ; dans le parc à l'arrière le préau des petits et à l'est, entre le jardin d'enfants et les immeubles le terrain de sport. Une bonne partie de la parcelle est utilisée. Il ne reste que deux lambeaux du parc arboré de l'ancienne propriété, un petit côté Liotard, un plus important sur la route de Meyrin. (Fig. 125)

La principale modification qui aura encore lieu avant le dépôt d'une Demande préalable d'autorisation de construire sera de faire glisser le volume de l'aula (y compris entrée et escalier) vers l'est pour le placer dans l'axe du volume des salles de sport au nord. Fin novembre 1970, Claude Canavèse transmet les plans à Claude Ketterer : « *En annexe, la troisième esquisse des arch. qui semble bien correspondre aux critiques précédemment exprimées. Le projet comporte le programme-type complet ; un groupe P.C. peut être établi sous le jardin d'enfants, sans compromettre l'avancement normal du chantier école (prévu en exploitation pour septembre 1972).* »⁹⁴ Claude Ketterer annote le document à l'intention de Jean Ducret, Directeur du Service immobilier : « *Ce projet me plaît. À la rigueur, j'aurais souhaité un 2^e étage sur l'aile N.W., pour éviter dans 20 ans une adjonction du style Mail (étant donné qu'une adjonction genre Geisendorff est impossible).* »⁹⁵

Fig. 125. Avant-projet 3, octobre 1970, Strub & Duboule et Dupraz & Iseli architectes.



125

En décembre, les élus et les services municipaux s'intéressent à un élément du programme qui est une nouveauté dans les écoles de la ville de Genève : le bassin de natation. Ce dernier attise les convoitises du Service des sports qui est prié de ne pas se mêler d'une affaire qui est du ressort exclusif du Service des écoles. Des renseignements sont pris auprès de la commune de Lancy qui a déjà construit de tels bassins dans plusieurs écoles, notamment à celle des Palettes (1964-68). L'architecte Paul Waltenspühl et le Conseiller administratif de Lancy, Alphonse Bernasconi, sont consultés. Ce dernier précise quelques points à propos de l'exploitation du local : la piscine est occupée tous les soirs par des sociétés qui utilisent les installations sous leur responsabilité ; elle ne nécessite aucun personnel supplémentaire car le concierge de l'école assure l'entretien des locaux⁹⁶.

Le 9 décembre 1970, le Directeur du Service immobilier informe les architectes que désormais le groupe scolaire à édifier dans la propriété ex-Lecoultré sera désigné sous le nom « Ecole rue Liotard »⁹⁷. Fin décembre 1970, le dossier de la Demande préalable est prêt. **(Fig. 126 à 133)** Il est transmis à la Centrale des autorisations de construire le 7 janvier 1971. Le dossier administratif laisse apparaître une divergence entre le Service immobilier et son magistrat responsable, Claude Ketterer. Dans un courrier préparé à l'attention des architectes – oubliant d'ailleurs la paire Dupraz-Iseli – Jean Ducret écrit : « Conformément à notre entretien téléphonique de décembre dernier, nous vous prions de ne pas engager l'établissement du projet définitif sans connaître les résultats de l'enquête, d'autant plus que de son côté la Ville n'a pas désigné le service responsable de l'exploitation des bassins scolaires. En outre, le nombre et les emplacements de ces bassins sont encore à l'examen. » Claude Ketterer biffe ces mots et annote ce projet de lettre d'une plume rageuse : « Faux. Il s'agit pour le moment du Service des écoles. UN POINT C'EST TOUT. M. Ducret, je veux qu'on pousse ce projet sans tenir compte du pseudo-problème du bassin de natation. Est-ce clair ? »⁹⁸

En ce début janvier 1971, apparaît un nouvel élément du programme. L'école « Chung-do-Kwan », forte de 550 membres dont 300 enfants, cherche de nouveaux locaux pour la pratique du judo, de l'aïkido, du karaté et du kendo. Elle désire louer 600 m², vestiaires y-compris⁹⁹. Les services et les élus décident d'étudier si cette demande peut être satisfaite lors de l'étude détaillée des sous-sols de la nouvelle école.

96. Le 4 décembre 1970. Note manuscrite de Claude Ketterer. *Ibidem*.

97. Le 9 décembre 1970. *Ibidem*.

98. Le 8 janvier 1971. *Ibidem*.

99. Le 30 janvier. *Ibidem*.

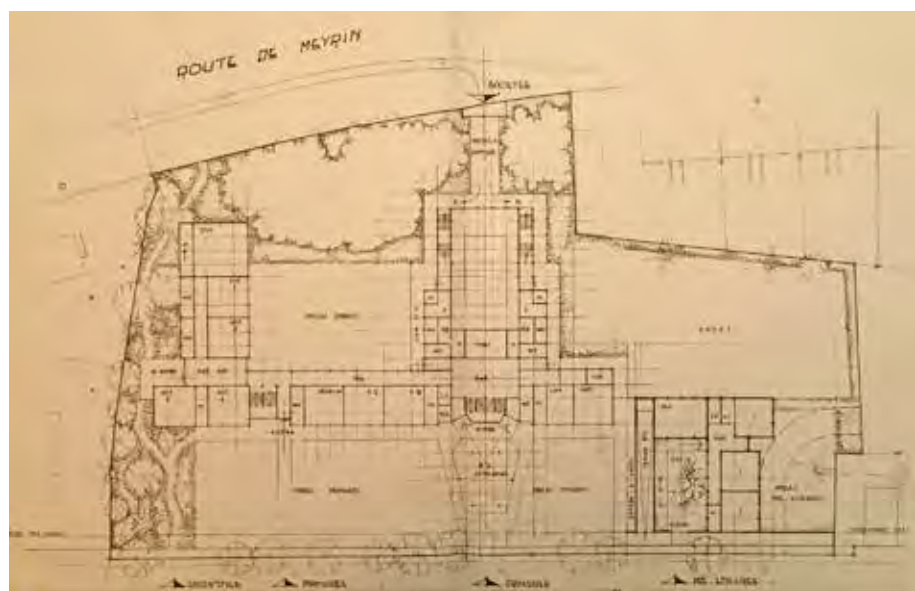


Fig.126. Demande préalable, janvier 1970 : maquette.

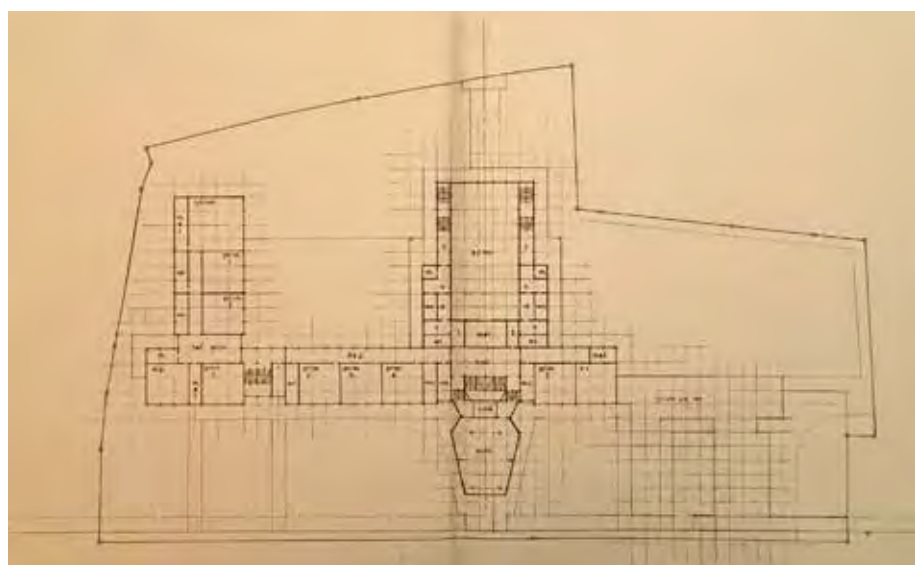
Fig.127 à 133. Demande préalable, janvier 1970 : plan cadastral, rez-de-chaussée, 1^{er} étage, 2^e étage, façade nord-ouest, façade sud-ouest, coupe transversale.



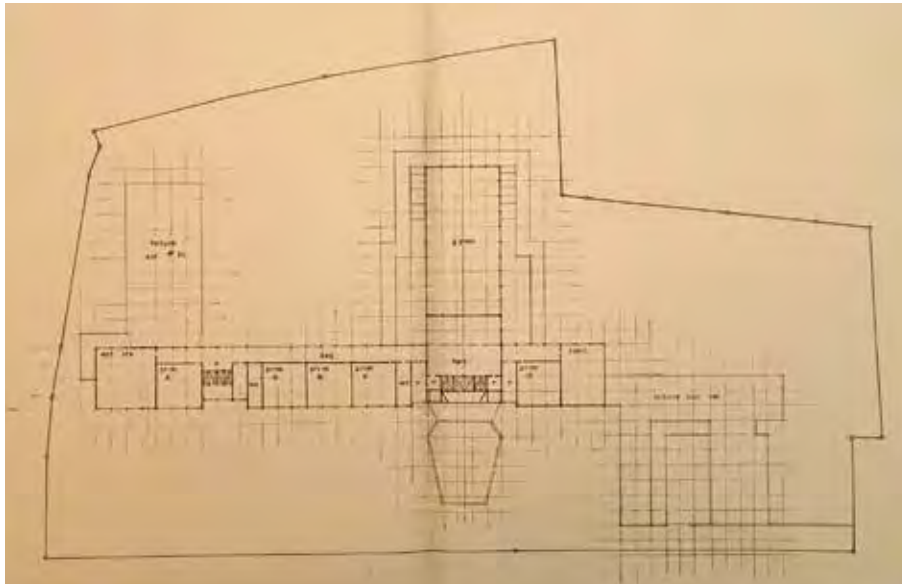
127



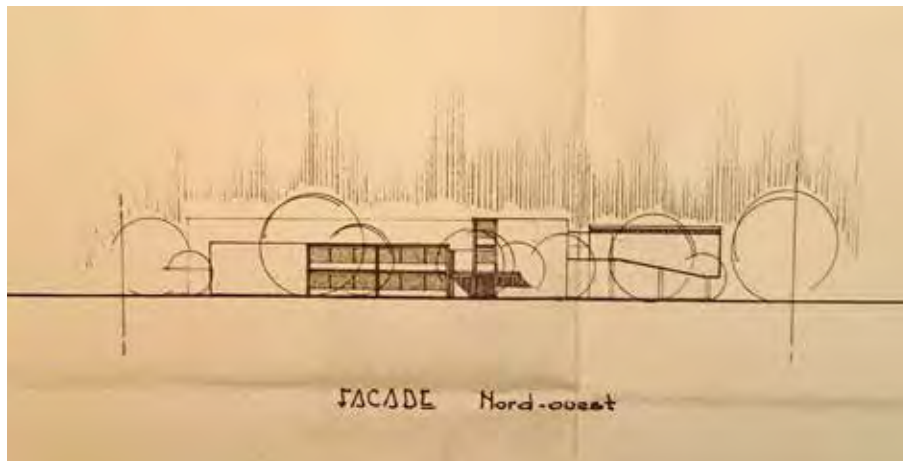
128



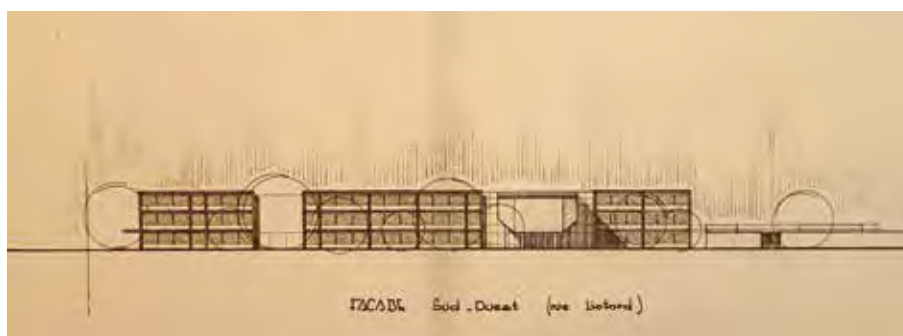
129



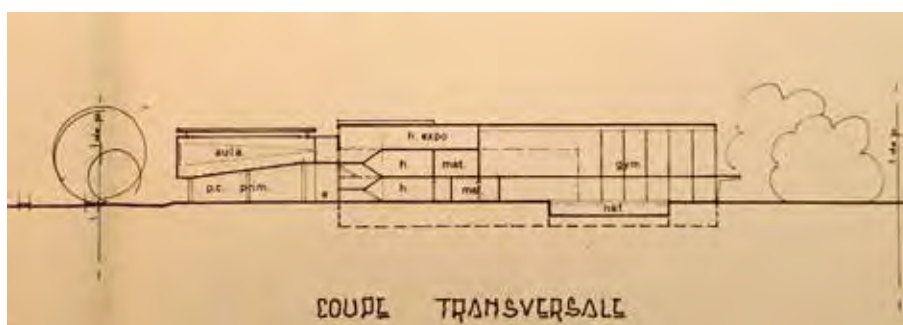
130



131



132



133

Mais le 16 février 1971, la Commission d'architecture préavise défavorablement le projet et demande des compléments :

« *La commission est d'accord pour la destination mais elle donne un préavis défavorable pour le plan masse qui présente notamment les inconvénients suivants :*

- *implantation divisant le terrain d'une façon défavorable ;*
- *mauvaise orientation du préau de l'école enfantine ;*
- *monumentalité inutile du groupe gymnastique, etc. ;*
- *entrées mal placées tant sur les rues que par rapports à l'organisation interne, etc. »¹⁰⁰*

Ce préavis a pour premier effet de repousser aussitôt la date de la mise en service envisagée. C'est la rentrée 1973 qui est désormais l'objectif¹⁰¹. Par ailleurs, les architectes défendent leur projet point par point. Celui-ci répond aux exigences du DIP. Comment ne pas diviser le terrain quand des préaux distincts sont exigés pour le jardin d'enfants, l'école enfantine et l'école primaire et que de plus ils doivent être indépendants du terrain de sport ? Peut-on parler de monumentalité quand l'échelle du bâtiment de sport provient du regroupement demandé des locaux et que leurs tailles respectives correspondent aux dimensions minimales exigées ? Ils concluent : « *En ce qui concerne le problème des entrées, nous aurions été très honorés d'être convoqués par la Commission d'architecture afin qu'elle nous explique ce qu'elle entend ; comment donner accès à une école dans que les entrées ne donnent sur les rues avoisinantes ? De plus, comment peut-on comprendre qu'après le passage du projet au Département de l'Instruction publique et dans les différents services de la Ville de Genève, la Commission d'architecture s'attache à nous faire des critiques sur l'organisation intérieure du plan ?* »¹⁰² Dans une note manuscrite, Claude Ketterer dit partager cet avis et qu'il désire être entendu par la Commission d'architecture.

Le projet prend du retard. Il faut attendre le 21 juin 1971 pour que les architectes fassent parvenir de nouveaux plans au DTP. Comme la réponse du département tarde à arriver, le Conseil administratif s'inquiète. En réponse aux questions d'un de ses collègues, Claude Ketterer écrit le 3 août 1971 : « *A vrai dire il n'y a plus d'opposition bien sérieuse du côté du DTP et des commissions et le feu vert doit pouvoir être donnée.* » Il ajoute : « *Comme Sœur Anne, nous attendons... P.S. Selon les toutes dernières nouvelles, communiquées oralement par Monsieur Chavanne, Conseiller d'Etat, il s'agit d'une question d'arbres !* »¹⁰³ En effet, Gilbert Duboule¹⁰⁴, Conseiller d'Etat chargé du Département de l'intérieur et de l'Agriculture et Eric Matthey, Directeur du Service des forêts, de la chasse et de la pêche, s'inquiètent de l'abattage des arbres et demandent d'être associés à la révision du projet¹⁰⁵. Claude Ketterer intervient alors et rencontre M. Matthey. Finalement l'autorisation est délivrée le 20 août 1971, sous réserves : l'abattage des arbres doit être obtenu du Département de l'intérieur et de l'agriculture. La Ville est invitée à présenter une Demande définitive dans le délai d'un an¹⁰⁶. Quant à l'abattage des arbres, une autorisation est délivrée le 27 septembre 1971 : « *Autorisation d'abattre les arbres nécessaires pour l'implantation d'un groupe scolaire primaire. Les abattages seront réduits au strict minimum, en particulier dans le bosquet situé côté route de Meyrin. L'implantation du chantier (voies d'accès, fouilles, installations diverses...) sera faite de manière à ne pas provoquer d'autres demandes d'abattage et à ne pas porter atteinte aux arbres maintenus.* »¹⁰⁷ (Fig. 134)

Suite à l'autorisation préalable, les architectes modifient leur projet selon les observations des services cantonaux. Ils simplifient le plan masse ce qui entraîne le dépôt d'un complément d'information au DTP le 12 novembre 1971. Les principales modifications sont :

100. Le 16 février 1971. « Demande de complément ». *Ibidem*.

101. Le 23 mars 1971. Projet de lettre aux architectes : il est fait référence à une séance réunissant le Service immobilier et les services du DIP, le 22 mars 1971. *Ibidem*.

102. Le 22 mars 1971. Lettre du bureau Strub et Duboule à Claude Ketterer. *Ibidem*.

103. Le 3 août 1971. Projet de réponse et réponse à la question de J.P. Buensod, Maire. *Ibidem*.

104. Il n'y a pas de lien de parenté entre Henri et Gilbert Duboule.

105. Le 10 août 1971. Lettre d'Eric Matthey à Messieurs Strub & Duboule. Dossier administratif 1201 XXV. ADCA.

106. Le 20 août 1971. « Autorisation D.P. ». *Ibidem*.

107. Le 27 septembre 1971. « Autorisation ». *Ibidem*.



Fig. 134. La propriété ex-Lecoultré vue depuis un immeuble de la rue Liotard en avril 1967.

134

- « les emprises au sol ont été diminuées pour augmenter les espaces verts »,
- « la disposition des bâtiments tient mieux compte des arbres, comme des nuisances en rapport avec la route de Meyrin et de l'élargissement de la rue Liotard »,
- « la deuxième étape de construction, représentée par le jardin d'enfants et les ouvrages souterrains, sera reprise ultérieurement, mais la disposition de l'implantation nouvelle facilite la réalisation »¹⁰⁸.

Si l'on compare ce projet d'octobre 1971, intitulé « *projet définitif* » à celui de la Demande préalable de janvier, on constate que le jardin d'enfants et la protection civile sont passés de l'est à l'ouest de la parcelle. L'ajout d'un étage a permis de concentrer toutes les salles de classe dans une seule barre rectiligne de près de 120 mètres de longueur. Les salles de sport au nord, l'aula au sud, sont disposées sur le même axe de part et d'autre de cette barre. Le plan est quasiment celui de l'école telle que nous la connaissons aujourd'hui. En revanche, le langage architectural n'est pas encore défini : l'aile des salles de classe présente les mêmes allèges filante et fenêtres en bandes que l'école du Bosson et la salle de sport une sorte de capotage nervuré. Serait-ce une sorte de fibres de verre translucide ? Seul le dessin des façades de l'aula laisse penser que les architectes ont déjà l'idée du béton structuré à la Paul Rudolph qui sera réalisé. (Fig. 135 à 139)

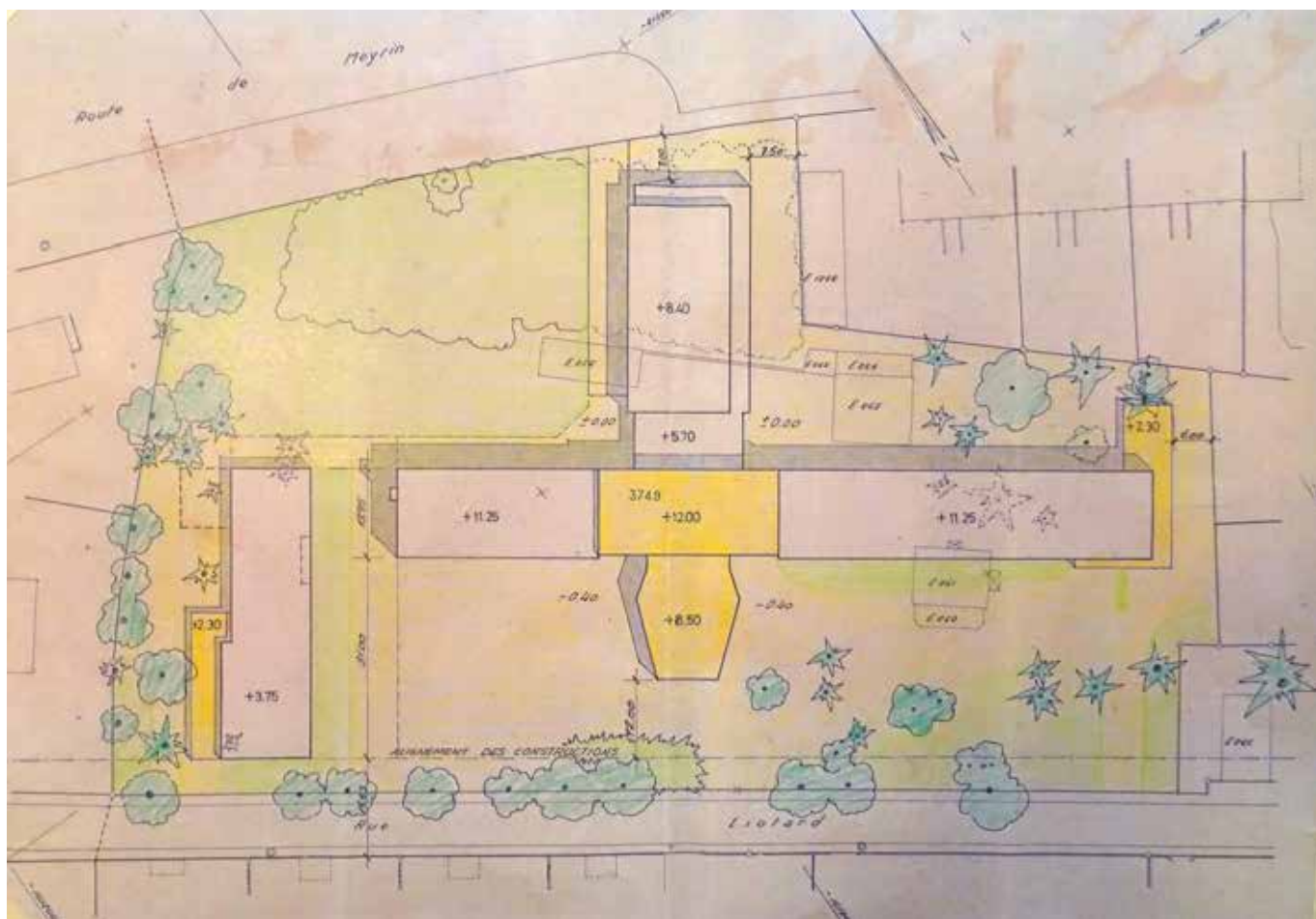
Une nouvelle autorisation préalable est délivrée le 21 janvier 1972. Dès lors le projet suit son cours. Cependant, il apparaît rapidement aux autorités que l'objectif de mise en service doit être repoussé :

« Il est exclu que cette construction soit terminée pour la rentrée scolaire de 1973, comme cela était envisagée lors de notre dernière séance. La demande de crédit ne pourra être faite que dans le courant de l'automne 1972 et le bâtiment terminé qu'en 1975. De nombreuses difficultés techniques étant survenues au cours de l'élaboration du projet. »

*Il est indispensable que la Ville de Genève trouve une solution provisoire pour assurer les rentrées scolaires 1973-1974. On pourrait envisager des locaux dans le rez-de-chaussée des immeubles en construction. La Ville entreprendra des démarches auprès de la société coopérative. »*¹⁰⁹

108. Le 12 novembre 1971. Lettre de Jean Ducret à M. Buffet, Chef de l'Inspection de la construction. *Ibidem*.

109. Le 8 février 1972. « Séance Ville de Genève – Département de l'Instruction publique. Procès-verbal des décisions prises lors de la séance du 8. 2. 1972 ». *Ibidem*.



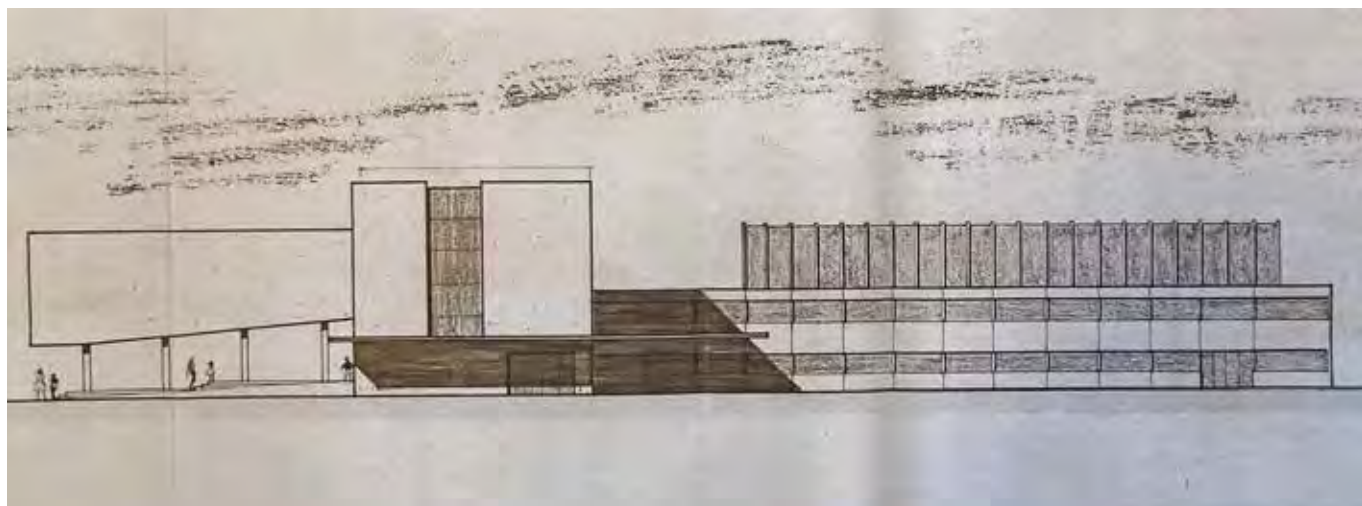
135



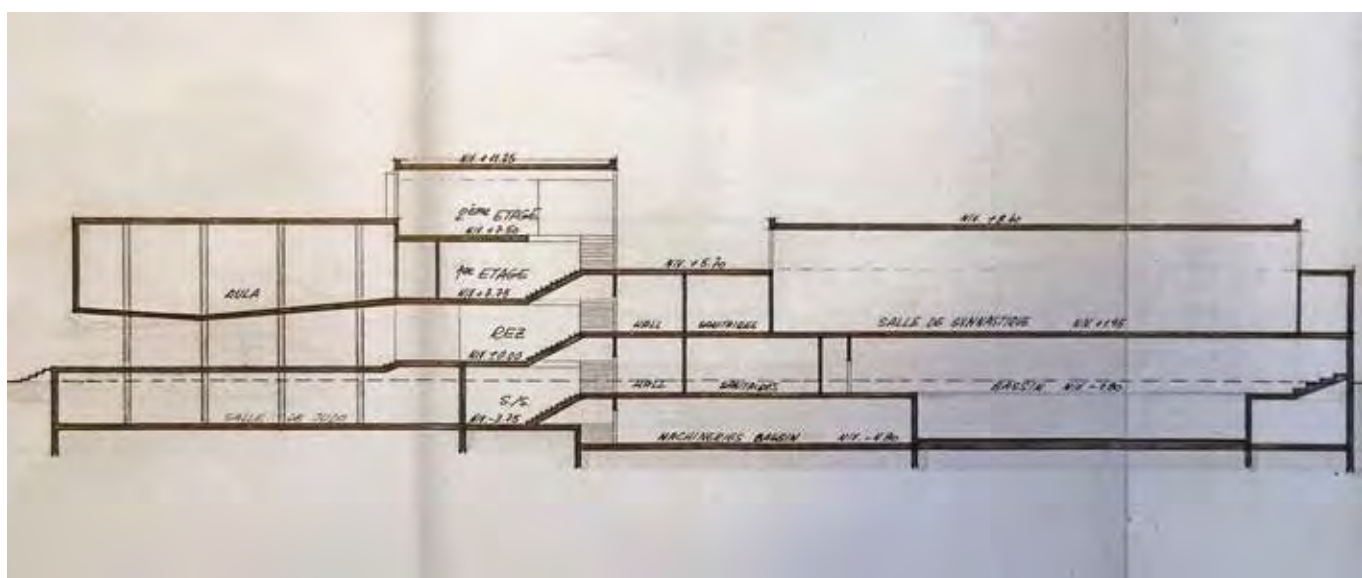
136



137



138



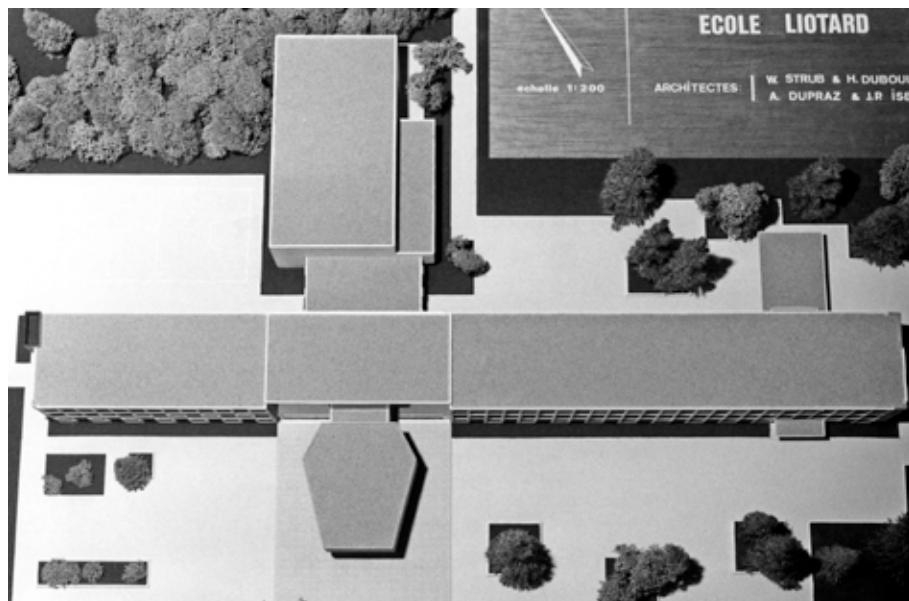
139

La première estimation des coûts surprend le Service immobilier : 12 millions, alors qu'un montant de 8 millions a été inscrit au plan quadriennal. Il est demandé aux architectes de réduire le volume. La Demande définitive est déposée le 21 juillet 1972, l'autorisation délivrée le 18 janvier 1973. **(Fig. 140, 141 et 142)** La maison d'habitation et la dépendance principale de la Nonette de la Forêt sont détruites fin mars 1973. **(Fig. 143)** *La Tribune de Genève* titre : « Les pelles mécaniques ont démolé la Villa Lecoultré ... mais les arbres restent debout ». On peut y lire notamment que la construction a été retardée de deux ans pour préserver les arbres : « En effet, le plan initial prévoyait une construction relativement étalée qui aurait nécessité la disparition de passablement d'arbres ; ainsi, afin de satisfaire à l'engouement général pour la préservation d'un arbre, les plans furent modifiés, les bâtiments resserrés, les couloirs diminués de largeur, le tout se composant d'ailes se faufilant entre les arbres. [...] Certains ont besoin d'une école pour leurs enfants, d'autres désirent un espace vert ; il est difficile de contenter les uns et les autres avec un projet plus conciliant que celui finalement adopté, conclut M. Ketterer. »¹¹⁰ Les habitants du quartier s'émeuvent en effet de la disparition de l'espace vert de l'ancienne propriété Lecoultré. Une pétition, demandant de créer dans le quartier un parc public d'une surface équivalente à celui qui va disparaître, récolte 400 signatures.

Fig. 135 à 139. Projet définitif, octobre 1971 : plan masse, façades, coupe transversale.

110. Le 28 mars 1973. *La Tribune de Genève*.

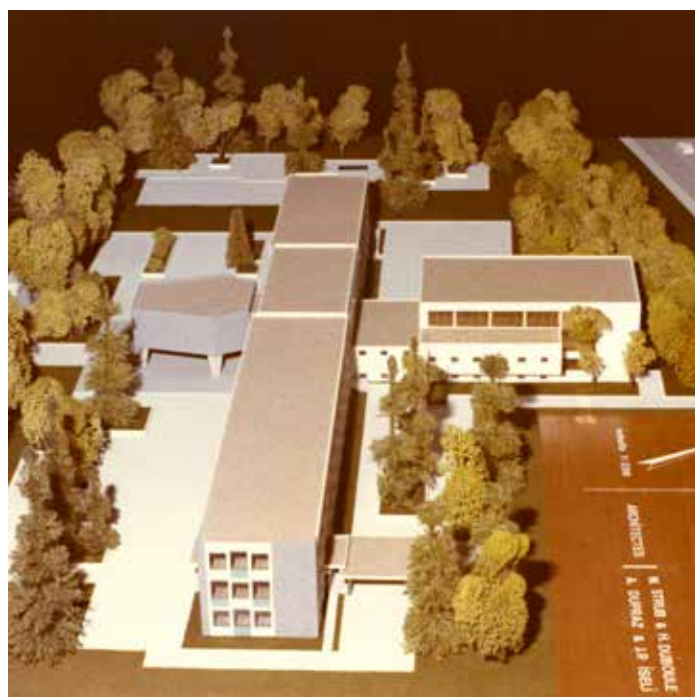
Fig. 140, 141 et 142. Maquette du projet autorisé 1972.



140



141



142



Fig. 143. Début des travaux de démolition, 19 mars 1973.

Fig. 144. Préparation du terrain, juillet 1973.



143

144

Le 10 avril 1973, le Conseil municipal ouvre un crédit de 15'200'000 francs pour la construction de l'école. Le projet est évalué à treize millions : deux millions, sont prévus pour faire face à l'augmentation des prix et 200'000 francs pour le Fonds municipal de décoration. Dès fin mai 1973, les architectes adjugent les travaux, entreprise par entreprise.

Le 11 juillet 1973 le chantier est officiellement ouvert. Quelques arbres sont abattus. On peut lire alors dans *La Suisse* :

« On s'est ému, hier à la rue Liotard, lorsque les scies ont commencé à striduler. Et on a enragé lorsque le premier arbre est tombé. Et puis on a fini par s'asseoir sur le gazon pour assister, impuissant au massacre. »¹¹¹ (Fig. 144)

111. Le 13 juillet 1973. « A la rue Liotard. On abat pour mieux construire ! », *La Suisse*.

Et le lendemain dans le même journal :

« M. Ketterer a bondi ! Et il tient à préciser très exactement l'ampleur de ce « massacre ». Ont été abattus :

- *un pin, dont le diamètre du tronc approchait le mètre*
- *deux sapins, diamètre : 66 et 50 centimètres environ*
- *un thuya, diamètre : plus de 50 centimètres*
- *un if diamètre : 20 à 25 centimètres*

*D'autre part, une zone de taillis d'une surface de quelques 350 mètres carrés a dû être rasée. »*¹¹²

Le chantier de terrassement est ouvert. Le 19 juillet 1973, l'entreprise mandatée dépose une plainte contre X auprès du Procureur général :

*« Depuis que nous sommes sur place, chaque jour, des déprédations sont commises par des inconnus contre notre matériel. Les chabouris qui délimitent l'enceinte du chantier sont régulièrement mis à terre et cassés, nos engins de terrassement, trax et pelle mécanique, d'une valeur de plusieurs centaines de milliers de francs sont l'objet de dégâts. Dans la nuit du 17 au 18 juillet, la cabine d'un trax sur pneus a été remplie de terre, les vitres maculées de boue et les phares brisés. »*¹¹³

Guérilla urbaine contre l'abattage des arbres ? Peut-être : le parc et ses arbres ont pris dans ce projet une importance que ni les architectes, ni les autorités n'avait envisagée.

Le chantier se déroule sans incident notable. En septembre 1974, les architectes écrivent à Claude Ketterer car ils s'inquiètent du retard de l'entreprise de maçonnerie. Ils lui demandent d'intervenir auprès de celle-ci afin qu'elle rattrape son retard¹¹⁴. L'intervention a dû être efficace : le 10 novembre, les architectes annoncent que toutes les classes seront prêtes pour la rentrée 1975. En revanche, la salle de gymnastique pourrait avoir quelques jours de retard. Le vendredi 15 novembre 1974 a lieu la cérémonie du bouquet, le gros-œuvre est terminé. Le 30 mai 1975, l'entreprise J. Bariatti & Cie organise un méchoui pour fêter la fin des travaux de maçonnerie. Elle a lieu sur le site de l'entreprise de préfabrication IGECO à Etoy. **(Fig. 145 à 156)**

Le 23 juin 1975, Claude Ketterer annonce aux architectes qu'en raison de la situation économique la deuxième étape sera différée au-delà du plan quadriennal 1976-79. Elle ne sera jamais réalisée¹¹⁵.

La remise des clés au Service des écoles a lieu le 20 août 1975. Le chantier est clos le 1^{er} septembre et le bâtiment remis à l'exploitant. Lors de l'inauguration, le 20 novembre 1975, Claude Ketterer relève que le crédit à disposition n'a pas été complètement utilisé : *« le fait d'avoir groupé dans un même ensemble, les locaux scolaires, les locaux sportifs et de sociétés, a permis d'utiliser au maximum les cubes construits et de réaliser ainsi une économie sensible des frais de construction. »*¹¹⁶

112. Le 14 juillet 1973. « Arbres de la rue Liotard. M. Ketterer aime la précision... », *La Suisse*.

113. Le 19 juillet 1973. Lettre de R. Astié au Procureur général. Dossier administratif 1201 XXV. ADCA.

114. Le 27 septembre 1974. Lettre des architectes à Claude Ketterer. *Ibidem*.

115. Le 23 juin 1975. Lettre de Claude Ketterer aux architectes. *Ibidem*.

116. Le 17 octobre 1975. « Groupe scolaire de Liotard. Inauguration – lundi, 20 octobre 1975. Préambule improvisé ». *Ibidem*.



145



146



147

Fig. 145 à 157. Evolution du chantier vu depuis l'angle sud-ouest de la parcelle.

Fig. 145. Le 1^{er} octobre 1973, terrassements.

Fig. 146. Le 7 novembre 1973, coffrage du radier.

Fig. 147. Le 22 janvier 1974, dalle sur rez-de-chaussée.

Fig. 148. Le 11 mars 1974, abri PC.

Fig. 149. Le 6 mai 1974, construction du rez-de-chaussée.

Fig. 150. Le 16 juillet 1974, dalle de toiture.



148



149



150



151

Fig. 151. Le 21 août 1974, pose des panneaux de béton.



152

Fig. 152. Le 14 novembre 1974, fin du gros-œuvre.



153

Fig. 153. Le 26 février 1975, démontage des échafaudages.

Fig. 154. Le 14 avril 1975, aménagements extérieurs.

Fig. 155. Le 7 août 1975, le bâtiment terminé.

Fig. 156. Le 2 avril 1976, le bâtiment utilisé.



154



155



156

L'école Liotard

Le bâtiment est réalisé conformément aux plans déposés pour la Demande définitive d'autorisation de construire en juillet 1972. Seules de très légères modifications ont été apportées au projet au cours de l'élaboration des plans d'exécution et du chantier.

Le plan masse de l'école présente un plan cruciforme. **(Fig. 157)** Le corps principal est le long parallélépipède rectangle qui contient les salles de classe. Cette barre compte quatre niveaux : un sous-sol, un rez-de-chaussée légèrement surélevé et deux étages. Un long couloir, côté nord-est, distribue les salles de classe, toutes orientées au sud-ouest. Sur un axe perpendiculaire à cette barre, sont disposées au nord, les salles de sport et au sud, l'aula. **(Fig. 158, 159 et 160)** Au croisement des deux axes se trouve l'escalier principal : cette position stratégique permet de gérer la différence de niveau entre le bâtiment des salles de classe et les salles de sport disposées en split-level : un demi-niveau en dessous du rez-de-chaussée pour la piscine et un demi-niveau en dessus pour la salle de gymnastique. Quant à l'aula, sa dalle est au même niveau que celle du premier étage : la pente que présente le sol est due à une construction secondaire posée sur cette même dalle. **(Fig. 161)** Posé sur quatre piliers, le volume de l'aula définit un espace abrité devant l'entrée principale. Sous ce préau, au sous-sol, est logé le dojo de l'école Schung-do-Kwan pour laquelle a été dessiné un grand espace ad hoc. **(Fig. 162)**

L'axe perpendiculaire coupe la barre des salles de classe en deux ailes inégales, un tiers côté ouest, deux tiers côté est. Presque à l'extrémité de l'aile est, se trouve un second escalier qui est lié à deux entrées secondaires. Côté nord, précédée d'un auvent, une entrée sert d'accès indépendant à l'école enfantine¹¹⁷ qui occupe tout le rez-de-chaussée de cette aile est. Côté sud, une autre porte permet d'accéder directement, sans traverser toute l'école, à la salle des maîtres au premier étage ainsi qu'au logement du concierge au deuxième étage.

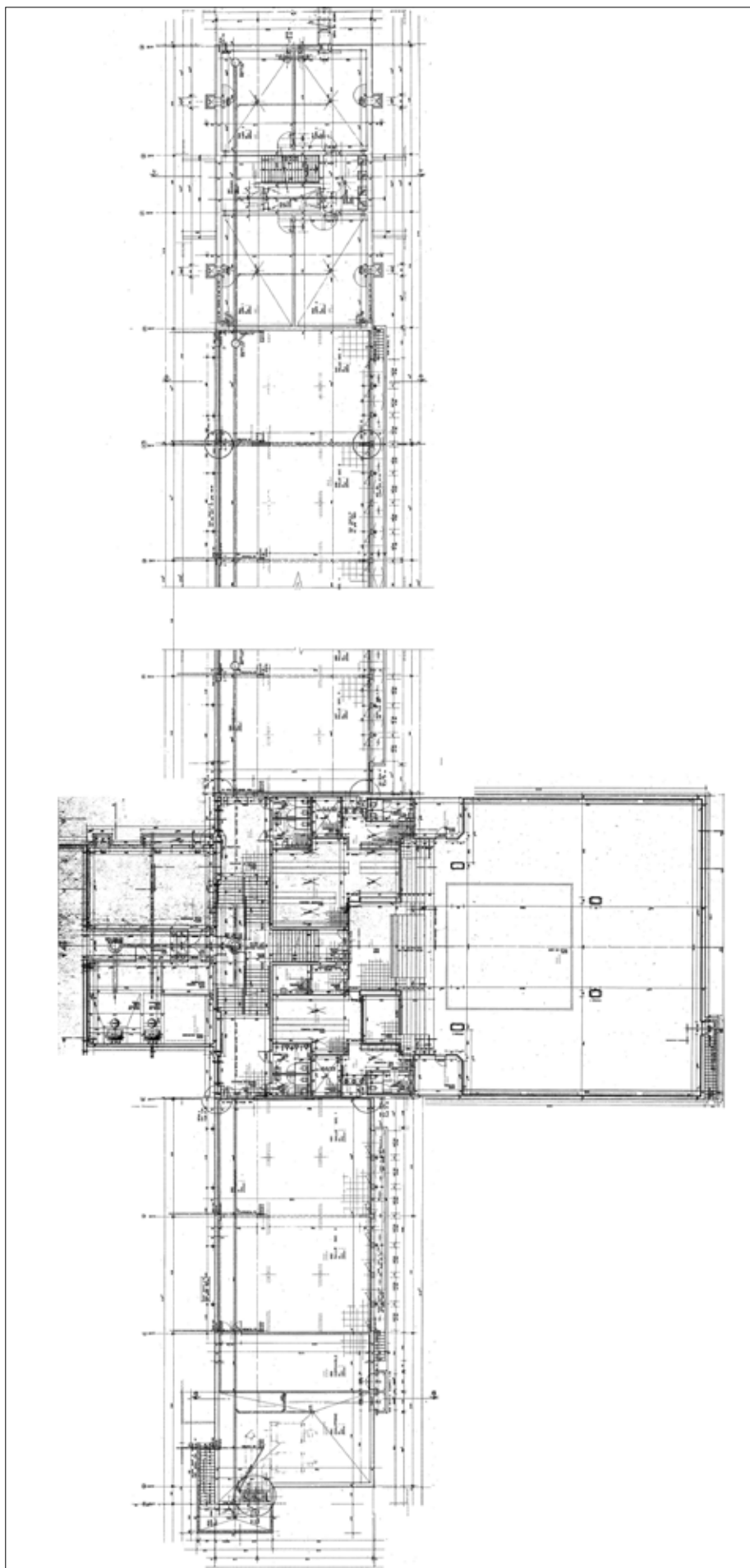
Structure et matérialité

La structure porteuse est en béton armé coulé en place. Dans chaque corps de bâtiment la structure primaire est perpendiculaire à l'axe de grande longueur. Dans les ailes des salles de classes, des dalles nervurées sont portées par les parois séparatives entre classes qui complètent des sommiers et poteaux en façade du couloir. **(Fig. 163)** Les salles de sport sont portées par un système simple de poteaux en façades et de sommiers. **(Fig. 164)** Quant à l'aula, quatre puissants piliers portent une dalle à caisson qui fait table de reprise au-dessus du rez-de-chaussée. À l'étage, l'enveloppe de l'aula est un mur porteur de béton sur lequel s'appuient les sommiers de la dalle de toiture. **(Fig. 165)**

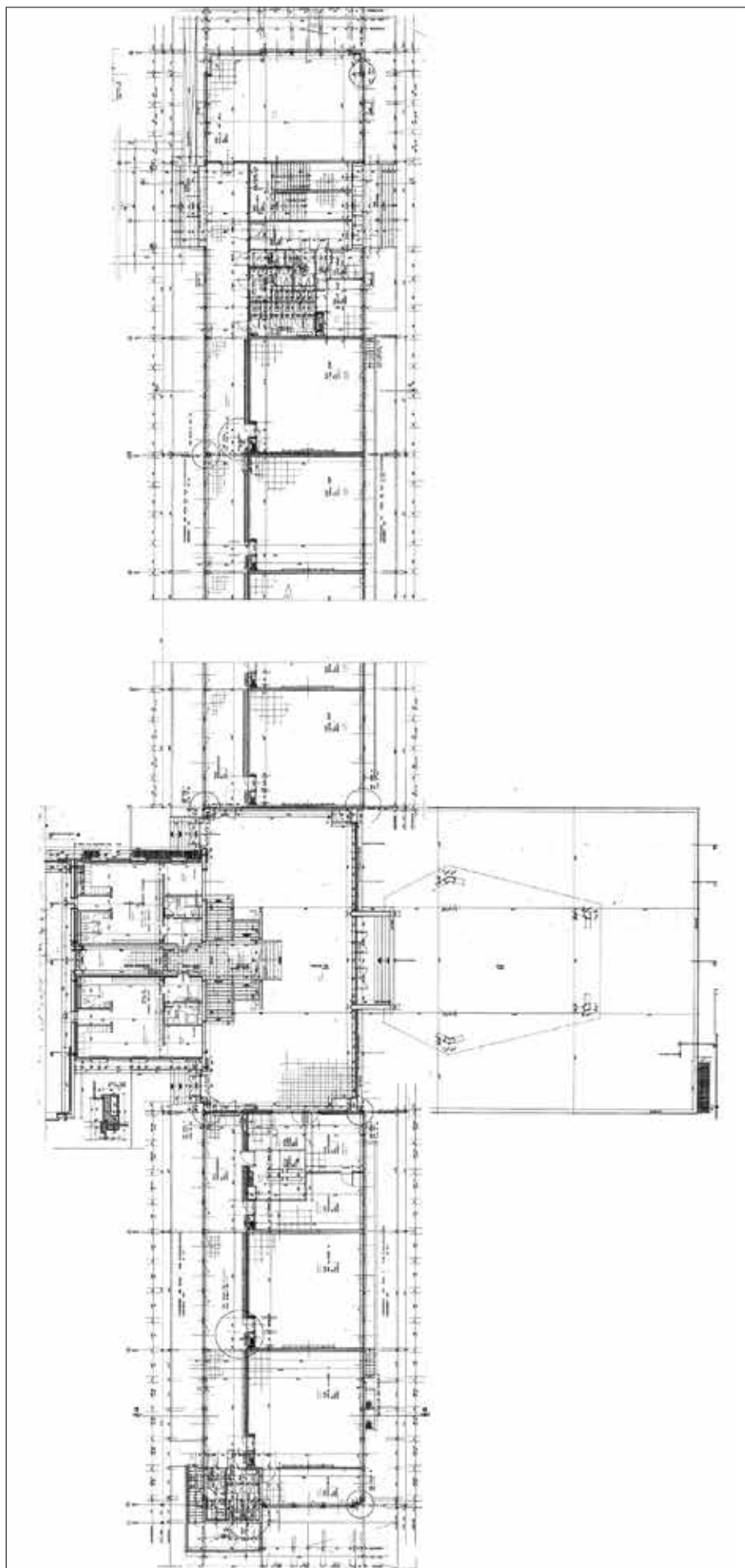
Les façades du corps principal sont constituées d'un damier où alternent des panneaux lourds de béton préfabriqué et des remplissages légers. Les panneaux préfabriqués sont approximativement carrés, de la hauteur d'un étage. Leur matière est un béton lavé dont les agrégats sont des concassés de pierre blanche. Composés d'une allège, de deux meneaux et d'un linteau massif, ils forment cadre autour de la fenêtre type. L'addition des panneaux préfabriqués laisse des « cases vides » de même hauteur que l'élément de base, et de la largeur d'une fenêtre type. Qu'elles soient posées dans un panneau préfabriqué ou dans une « case vide », toutes les fenêtres sont identiques. Elles sont en profils d'aluminium éloxé naturel et quadripartites : deux vantaux ouvrant à la française, avec en-dessus et en-dessous deux carreaux de format horizontal, celui du haut s'ouvrant en imposte. Dans les « cases vides », l'allège et le caisson de store sont en tôle d'aluminium éloxé naturel. La façade des couloirs au nord-est a exactement le même dessin que celle des salles de classe au sud-ouest. Seule différence : des stores à rouleau rouge grenat permettent d'obscurcir les salles de classe et de les protéger du soleil. **(Fig. 166, 167 et 168)**

117. Ce n'est bien sûr plus la terminologie actuelle, mais elle a l'avantage d'être synthétique.

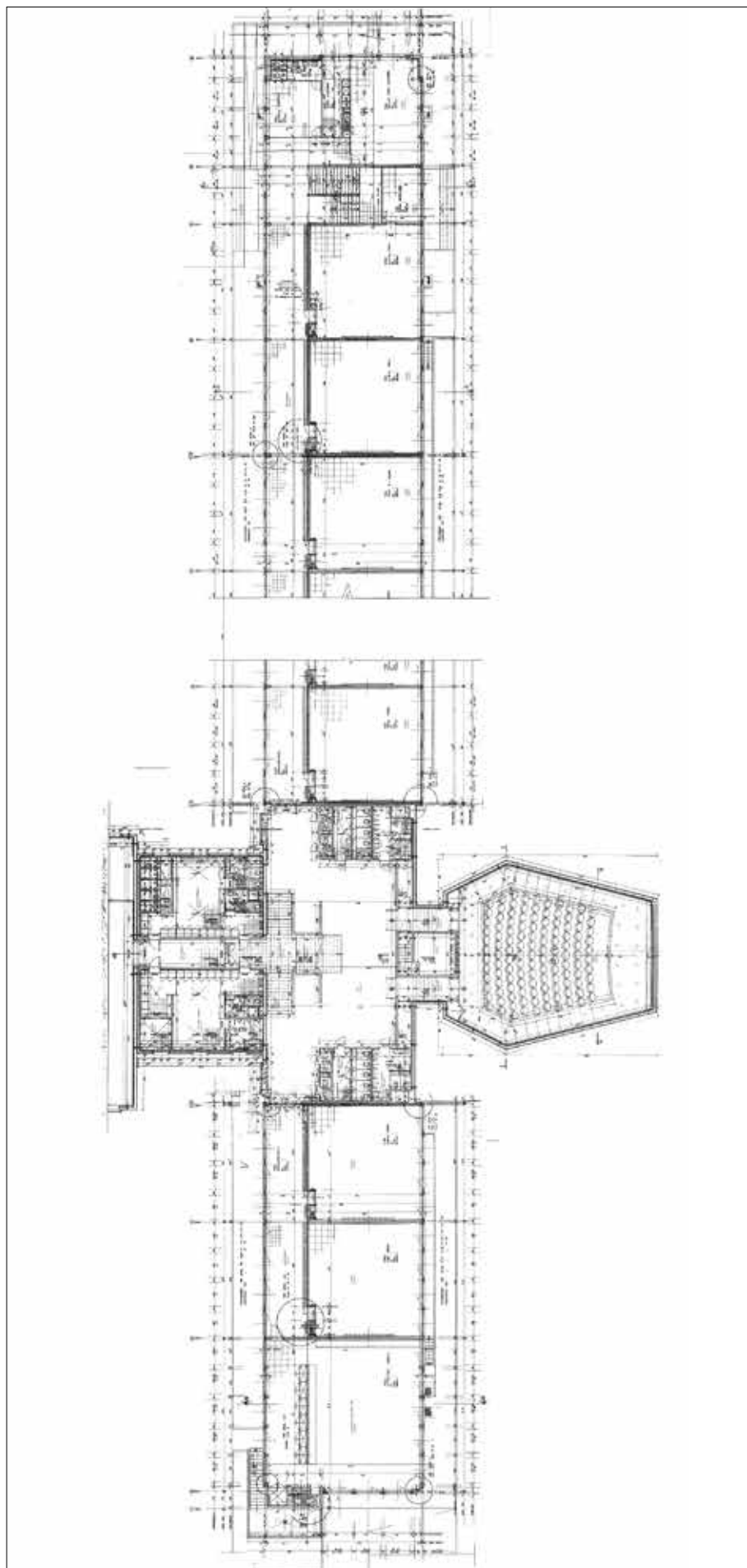
Fig. 157 à 160. Plans des 4 niveaux du bâtiment : sous-sol, rez-de-chaussée, 1^{er} étage, 2^e étage.



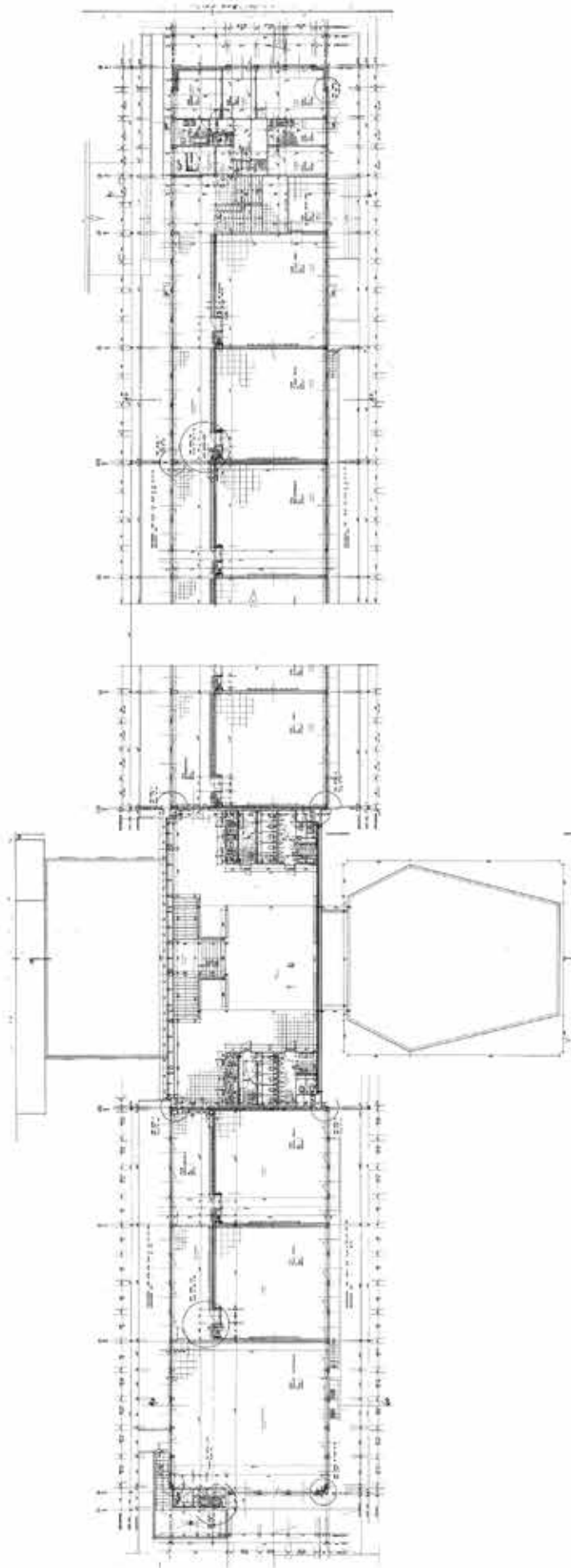
157



158



159



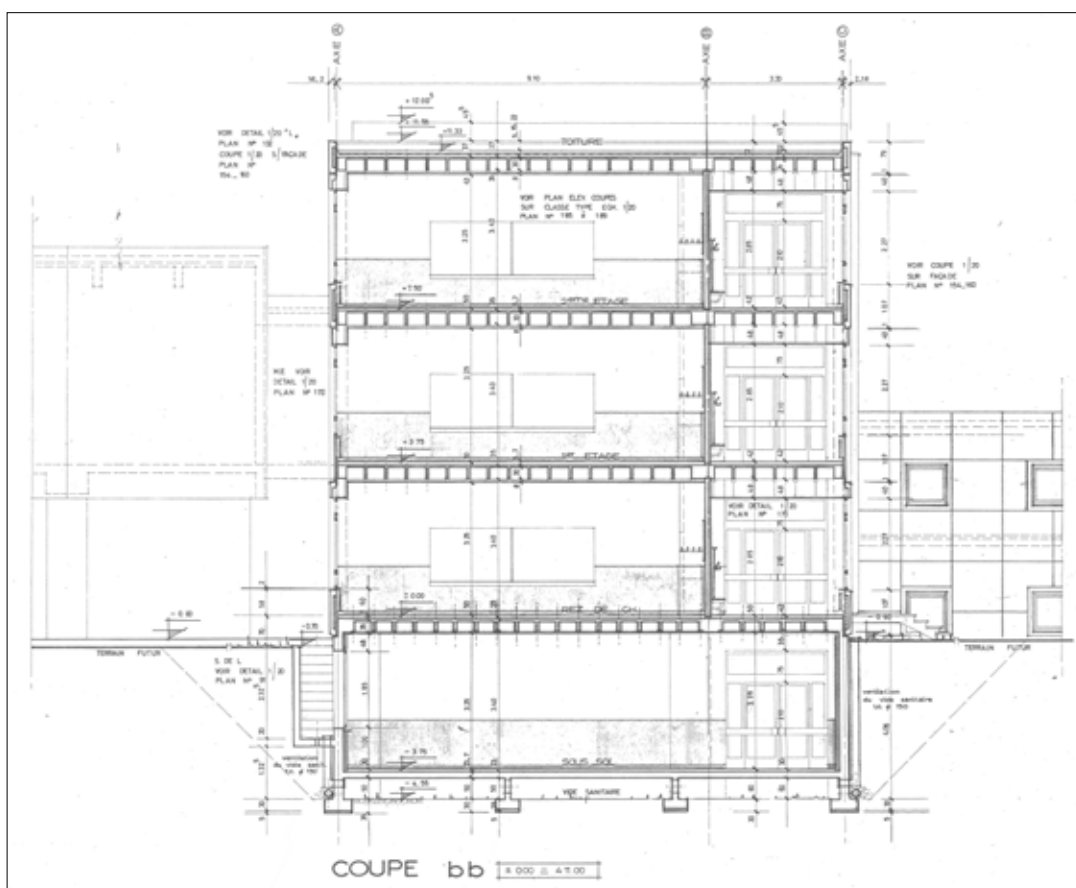
[illegible]



Fig. 162. Le dojo en août 1975.

Fig. 163. Coupe transversale sur l'aile des salles de classe.

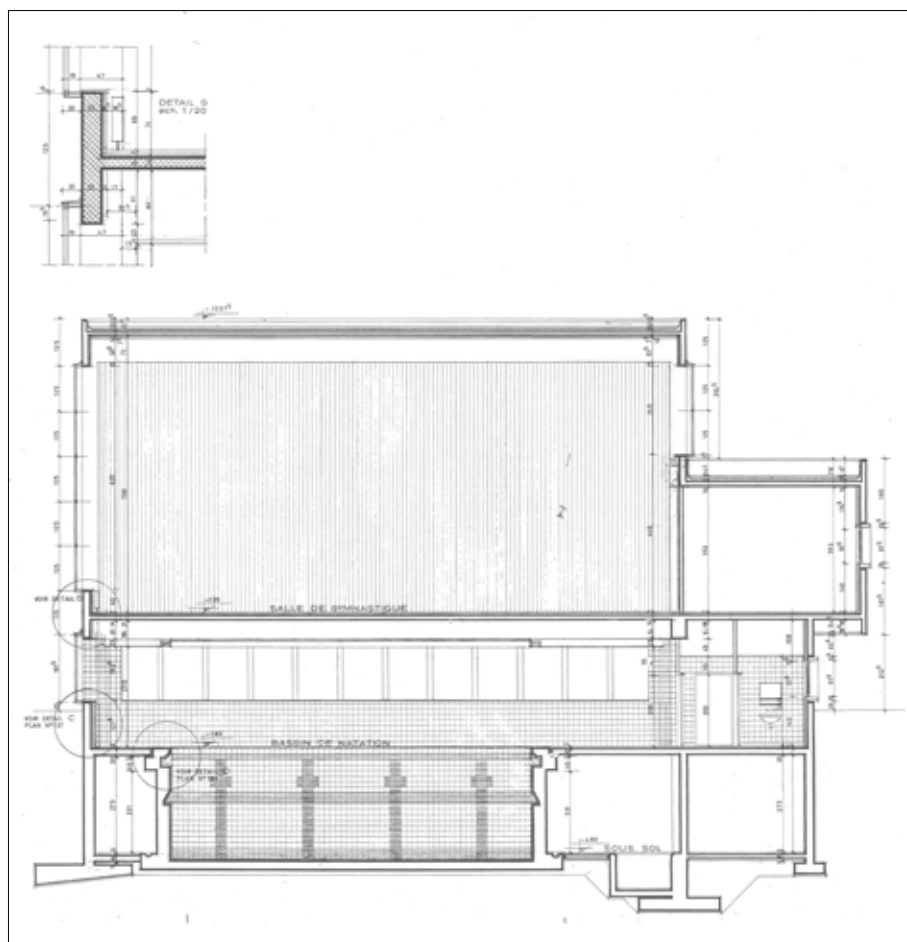
162



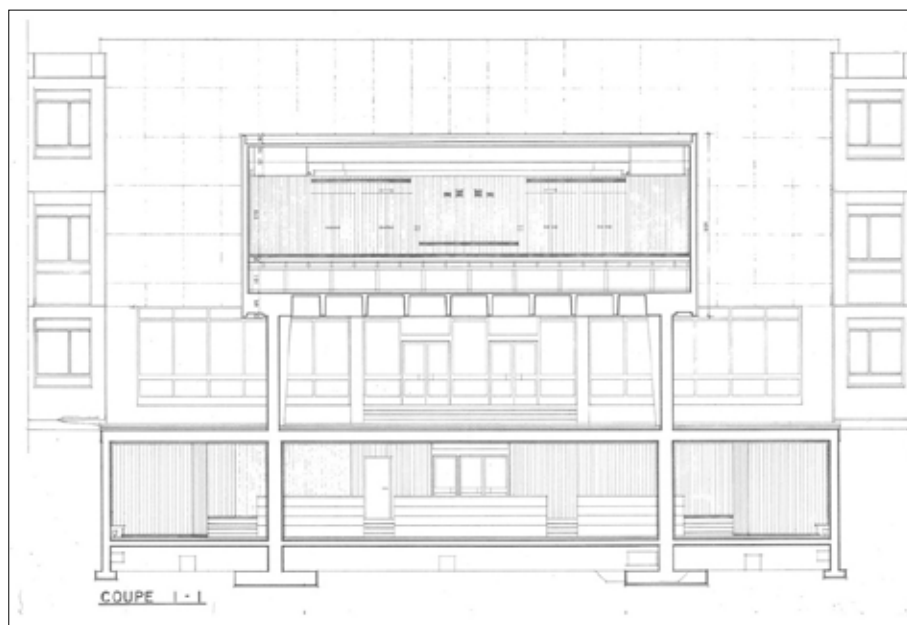
163

Fig. 164. Coupe transversale sur les salles de sport.

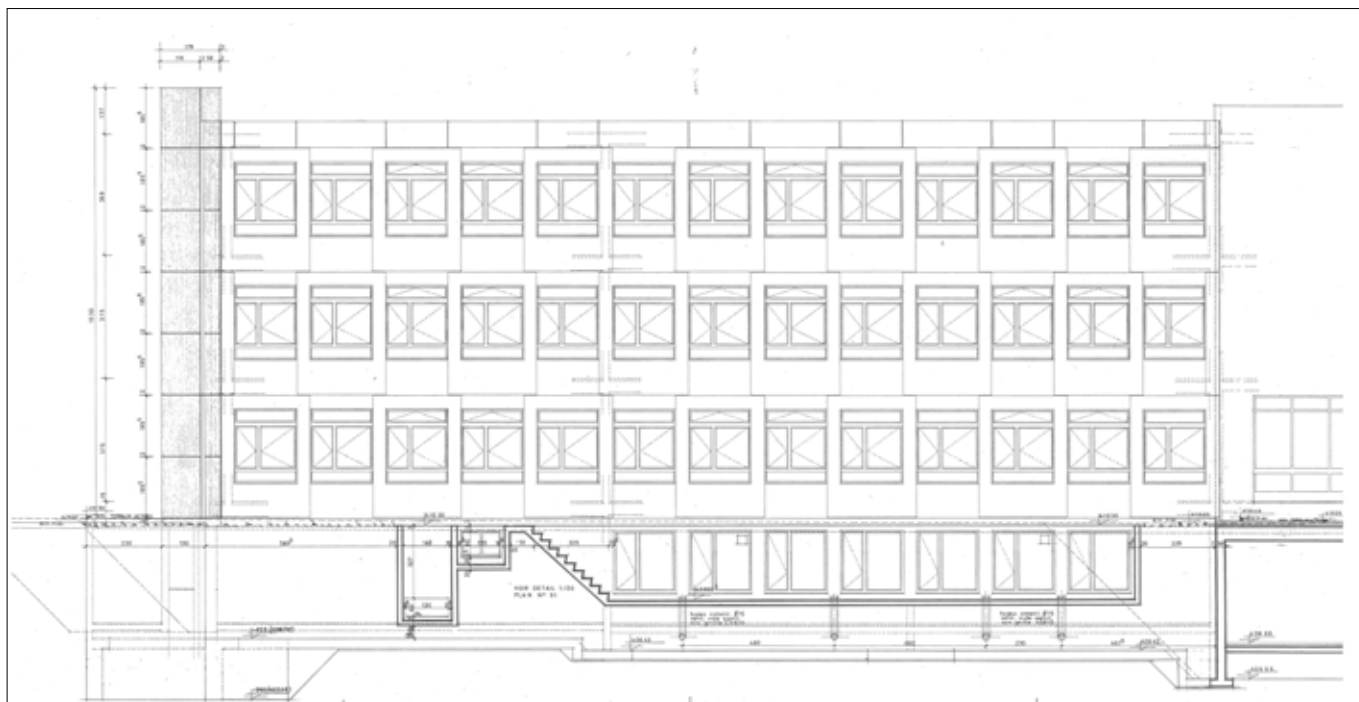
Fig. 165. Coupe transversale sur l'aula et le dojo.



164



165



166



167



168

Fig. 166 à 168. La façade sud-ouest de l'aile des salles de classe : élévation, chantier et façade terminée.

118. Paul Rudolph (1918-1997) est un architecte américain appartenant au mouvement brutaliste. Le « Corduroy Concrete », littéralement béton velours côtelé, est considéré comme sa signature. Paul Rudolph préférait le terme de « Corrugated Concrete » soit béton ondulé. Certains portraits montrent l'architecte posant devant une paroi de ce type de béton.

Les parties pleines du volume contenant les salles de sport sont revêtues d'un enduit beige-jaune. Il est traité avec façon de joints formant de grands panneaux carrés, sur l'aile de liaison et les locaux annexes. (**Fig. 169 et 170**) Quant au volume aveugle de l'aula, dont le plan est en forme d'hexagone irrégulier, il est en béton apparent structuré à la Paul Rudolph¹¹⁸ : la surface est structurée par des cannelures dont les arrêtes ont été brisées. (**Fig. 171**)

Fig. 169 et 170. Façades des salles de sport en août 1975.

Fig. 171. Le volume de l'aula en août 1975.



169



170

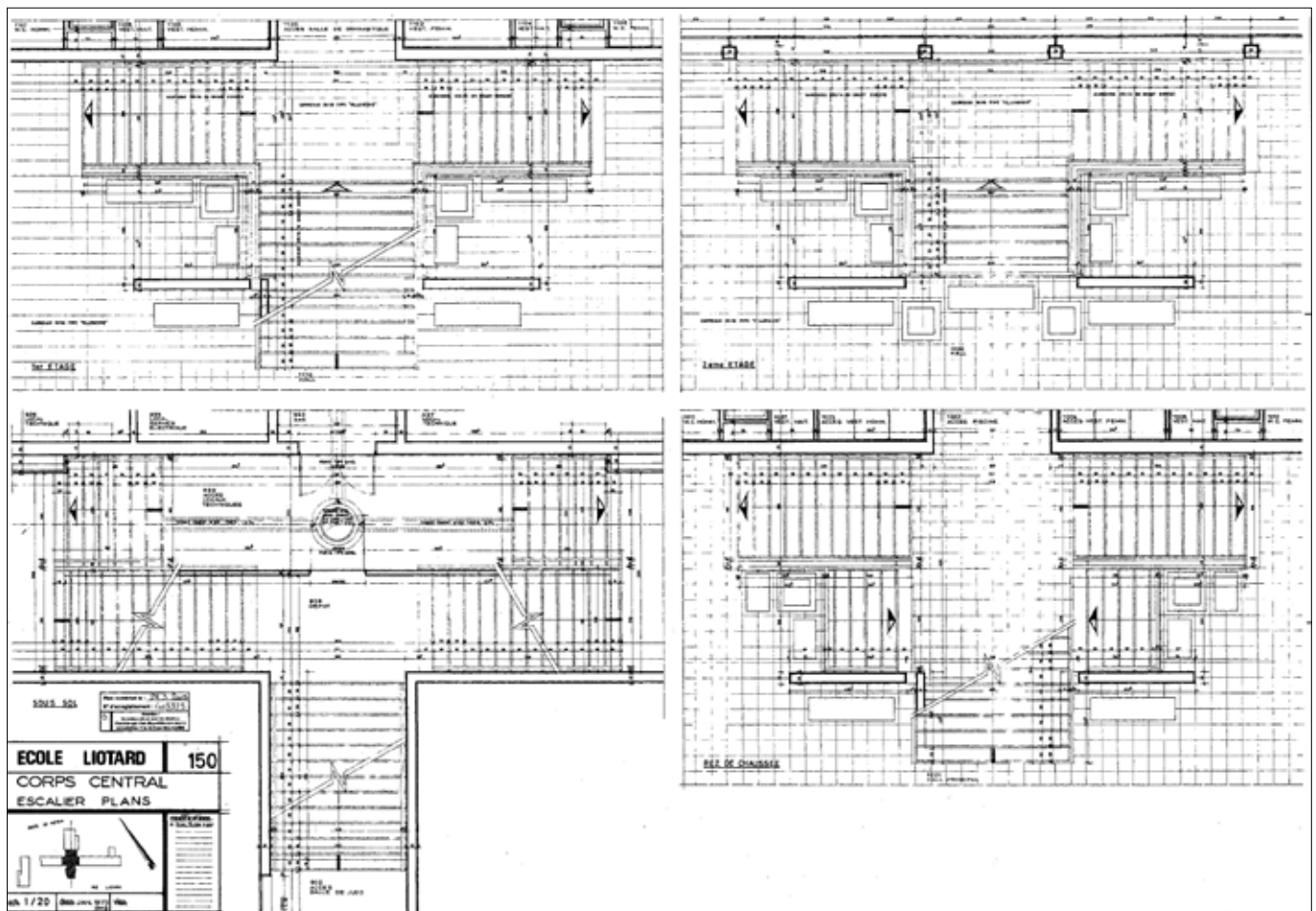


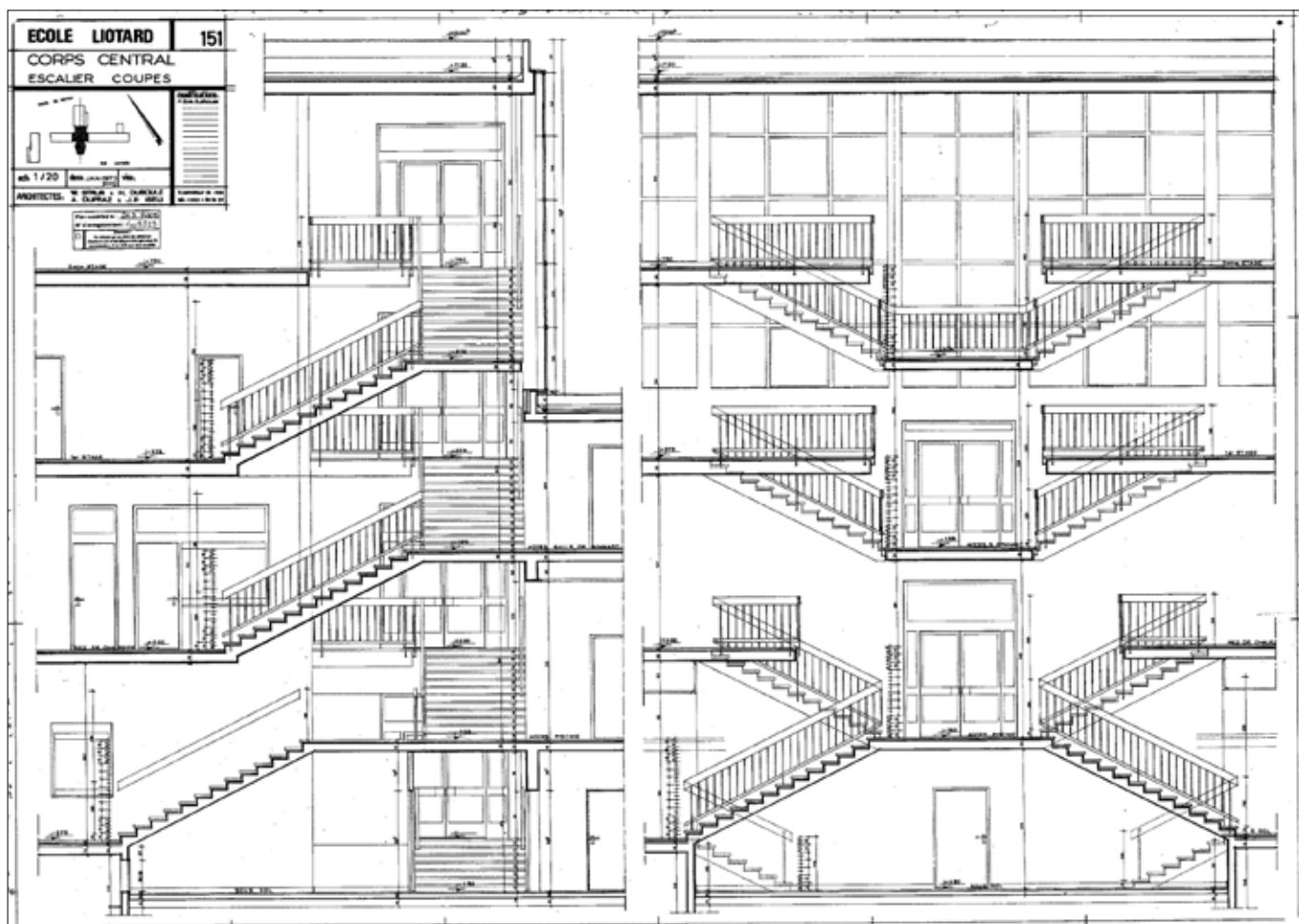
171

À l'intérieur, l'escalier est le pivot de la composition. Il est à trois volées. Dans l'axe de l'entrée, une volée droite conduit depuis le hall à un palier à mi-hauteur qui se prolonge par un couloir jusqu'à la salle de gymnastique. Dans l'aile de liaison, de part et d'autre du couloir, sont situés les vestiaires garçons et filles. Du palier intermédiaire, deux volées droites symétriques amènent à l'étage dans l'axe des couloirs desservant les deux ailes de salles de classe. Le système se répète aux autres niveaux. **(Fig. 172 et 173)** Le même escalier donne ainsi accès à tous les locaux principaux. Les deux murs porteurs de chaque côté de l'escalier sont revêtus de carreaux de céramique à décors géométriques dont l'agencement varie à chaque niveau. **(Fig. 174)**

Les couloirs sont très lumineux. Ils sont rythmés par les renforcements où sont logées les portes des salles de classe. Entre chaque porte, les murs sont revêtus de lambris d'appui en stratifié sur lesquels sont fixés les bancs de chêne et les crochets en aluminium des vestiaires des enfants. Les couleurs des stratifiés, un rose orangé clair pour le lambris, plus foncé pour les portes, auraient été dictées par le DIP¹¹⁹. **(Fig. 175)** Le sol est dallé de carreaux de type « terrazzo » avec de grands éclats de pierre polie. Les salles de classe sont presque carrées (9 x 9,2 m). Elles s'ouvrent par quatre fenêtres type sur le préau et la rue Liotard. Leur sol est revêtu de linoleum. Le positionnement de la porte génère deux niches à l'intérieur de la classe : à gauche de la porte, une petite niche revêtue de mosaïque de verre multicolore contient le lavabo, alors qu'à droite un long renforcement est destiné à recevoir les armoires et autres meubles de rangement. **(Fig. 176)**

Fig. 172 et 173. Plan et coupes de l'escalier principal.





173

Fig. 174. L'un des panneaux de carreaux de céramique à décor géométrique, août 1975.



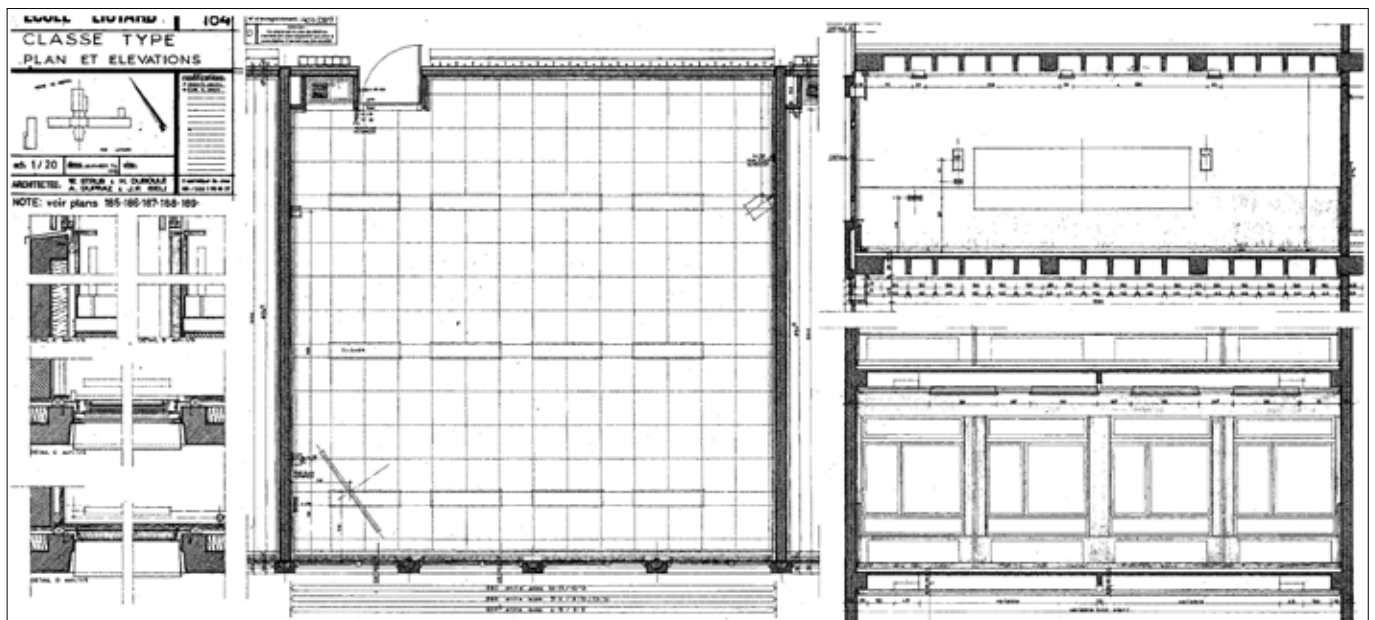
174



Fig. 175. 2^e étage, le couloir de l'aile ouest en août 1975.

Fig. 176. Classe type : plan et élévations.

175



176

La salle de sport et l'aula

La salle de sport bénéficie d'un éclairage naturel asymétrique : si les vitrages côté ouest occupent toute la hauteur sous les sommiers, en face ils encadrent le local en porte-à-faux où sont rangés les engins et le matériel. (**Fig. 177**) La structure porteuse apparente, poteaux et sommiers, est peinte en gris, le plafond de Perfecta est bleu turquoise et le sol de linoléum vert olive. Toutes les parties pleines des parois sont revêtues d'un lambris de lames verticales d'un bois de couleur chaude. Ce choix de matériaux génère une belle atmosphère qui malheureusement ne se retrouve pas au-dessous à la piscine : basse de plafond, encaissée dans le terrain et éclairée par des vitrages grillagés au ras du sol, c'est un espace avant tout utilitaire. (**Fig. 178**)

Le volume aveugle de l'aula est désigné sur les plans des architectes comme étant le bâtiment « principal ». C'est dire l'importance qu'ils lui attachent. La salle, accessible depuis le premier étage est précédée par un vaste hall éclairé depuis le nord par la paroi vitrée de la cage d'escalier. (**Fig. 179**) Par deux entrées symétriques, deux petits couloirs et escaliers formant sas de part et d'autre de la cabine de projection,

Fig. 177. La salle de gymnastique en août 1975.

Fig. 178. La piscine en août 1975.



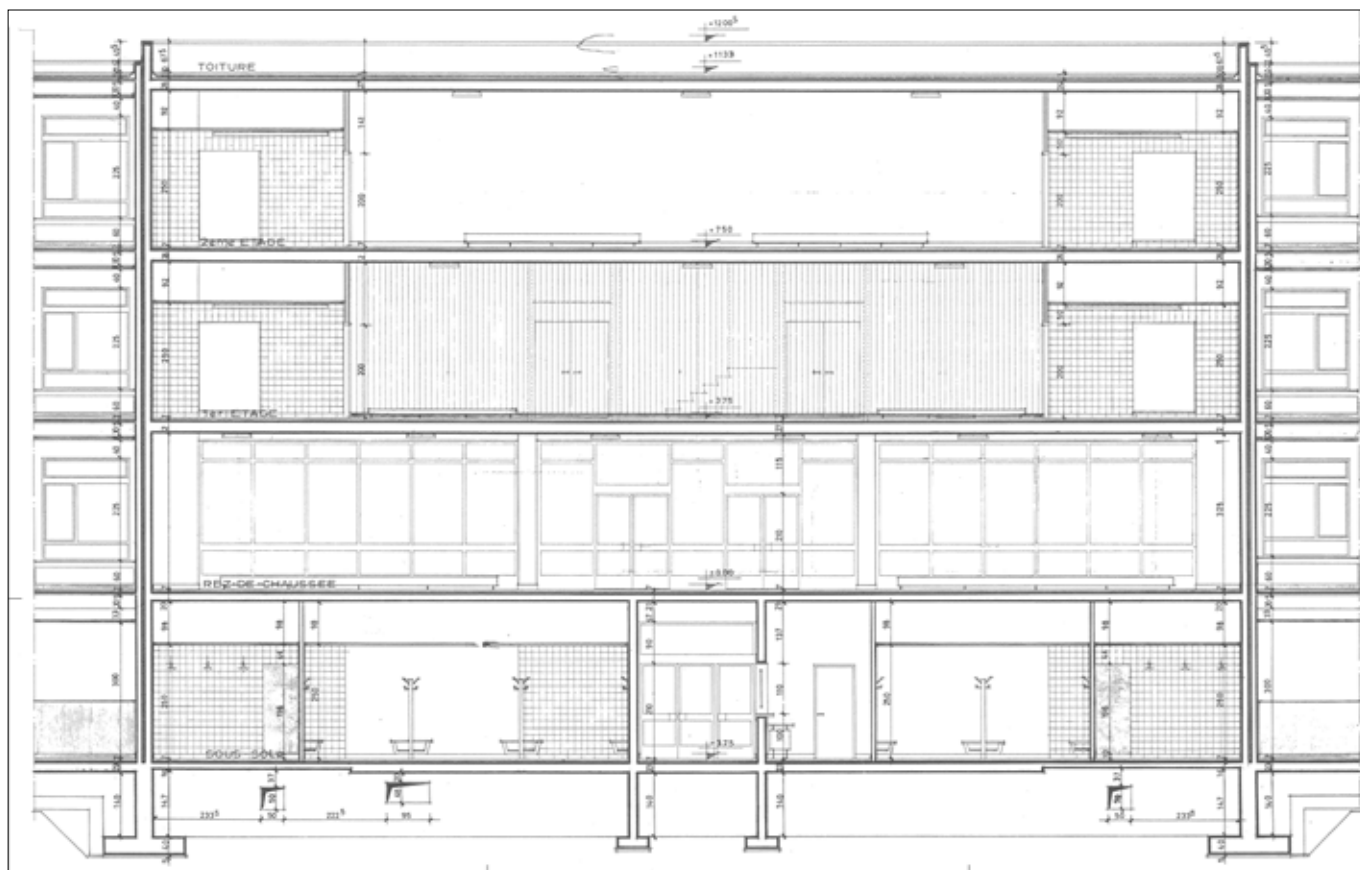
177



178

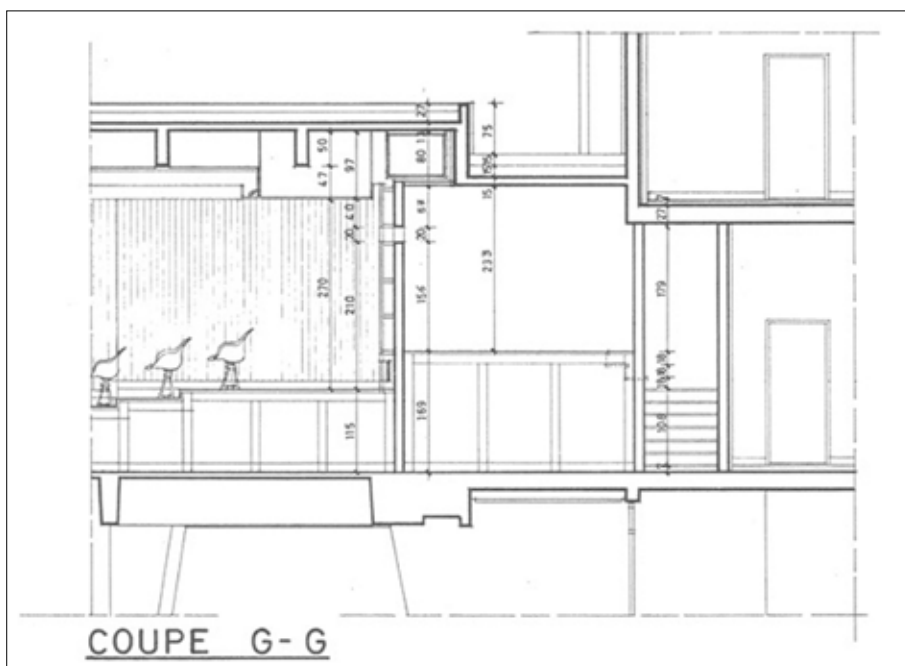
conduisent à l'arrière de la salle surélevé d'un peu plus d'un mètre par rapport au niveau de la scène. Le plan en hexagone irrégulier, associé au sol qui descend en légers gradins jusqu'à la scène, produit un effet de perspective qui souligne la focalisation des regards vers l'espace scénique. Les circulations forment un anneau autour d'un ensemble de sièges fixes. Ce plan se retrouve dans le traitement du plafond. En périphérie de la salle, une corniche horizontale surplombe l'anneau de circulation et la scène. Elle définit un champ central plus élevé. Ce dessin est renforcé par l'éclairage qui peut être varié à volonté : des spots dans la partie horizontale et un anneau d'éclairage indirect sous le rebord de la corniche. (**Fig. 180, 181 et 182**) La matérialisation et le choix des couleurs sont soignés. Le sol est tendu d'une moquette velours bleu gris. Les parois sont lambrissées de lames verticales de bois de couleur chaude. La partie centrale du plafond, qui sert de réflecteur, est de couleur blanche alors que la corniche périphérique reprend le bleu gris de la moquette. Mais ce qui frappe avant tout dans cette salle, c'est l'ensemble de sièges fixes de couleur orange vif : ce sont des *Eames Plastic Chairs* ! Cette chaise moulée compacte en fibres de verre a été créée par Ray et Charles Eames en 1949 et commercialisée aux États-Unis dès l'année suivante. Le modèle installé à l'école Liotard est la variante fauteuil ou *Dining Armchair*. A partir de 1972, ces chaises ont également été fabriquées en Europe par les entreprises Hermann Miller et Vitra dans l'usine de Weil-am-Rhein près de Bâle. La particularité de l'ensemble de chaises de l'aula de l'école Liotard, c'est que les coques de fibres de verre sont posées sur des rails en léger arc de cercle sur les gradins. Elles sont donc fixes. (**Fig. 183 à 187**) Seuls quelques exemplaires sont mobiles. Le piètement est alors le plus simple en forme de X, c'est le modèle DAX : *Dining Armchair X-base*. (**Fig. 188**) Comme la valeur marchande de cette pièce de design est aujourd'hui élevée, et que la salle compte environ 120 sièges fixes, plus quelques chaises mobiles, l'aula recèle un véritable petit trésor.

Fig. 179. Coupe longitudinale sur l'espace central devant l'escalier. Du sous-sol au 2^e étage : les vestiaires du dojo, le hall d'entrée, le hall devant l'aula et l'espace inutilisée au 2^e étage.

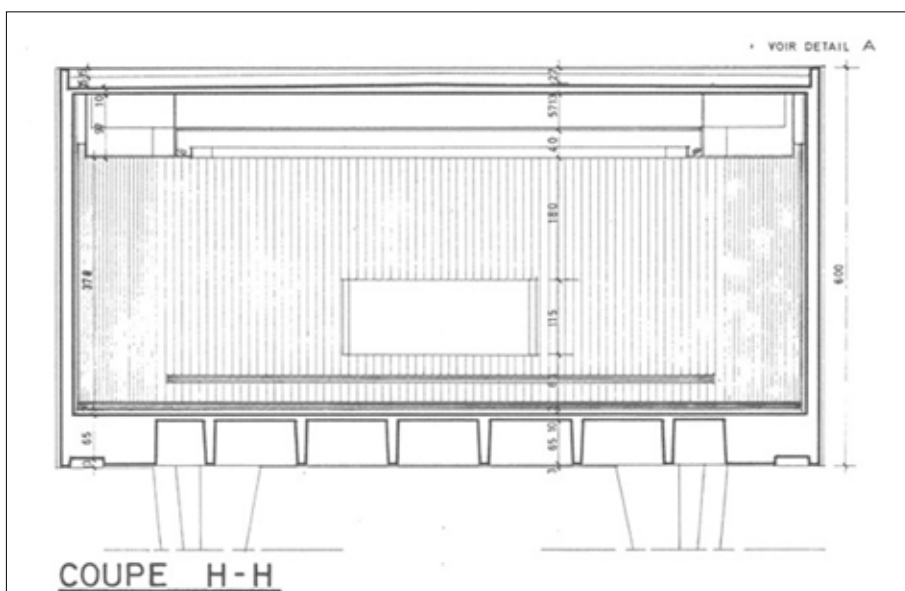


179

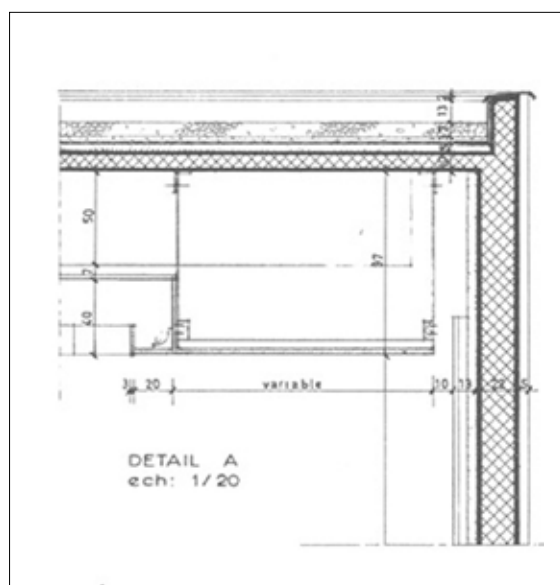
Fig. 188. Un fauteuil mobile, c'est le modèle DAX : *Dining Armchair X-base*.



180



181



182



183



184



185



186



187



188



189

120. Pernet Rickli-Gos (éd.), *Joseph Heeb 1930-1980, forgeron, sculpteur, inventeur*, Payot, Genève 1982.

121. Voir la petite notice consacrée à l'artiste sur le site de l'Institut suisse pour l'étude de l'art : <http://www.sikart.ch/kuenstlerInnen.aspx?id=12669368>.

122. Voir le dossier (1750 A) consacré à l'œuvre *Totem*, d'Alain Schaller, dans les archives du Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC).

123. Le 13 mars 1975. Lettre de Claude Ketterer aux architectes. *Ibidem*.

124. Le 10 juillet 1975. Lettre de Claude Ketterer à Alain Schaller. *Ibidem*.

125. *Ibidem*.

126. A propos de la collaboration entre artistes et architectes en Suisse romande, voir notamment : Antoine Baudin, « Un architecte aux confins de la « synthèse des arts ». Regards sur un contexte oublié », dans *Des Alpes à la mer, l'architecture d'André Gaillard*, Lausanne, ACM-PPUR, 2005, p. 71-82. Voir également les textes de l'auteur du présent rapport : « La synthèse des arts », in Christian Bischoff, Isabelle Claden, Erwin Oberwiler, *Paul Waltenspühl architecte*, Infolio, Gollion 2007, pp. 188-203 ; « Des murs, des murs à décorer ! L'œuvre des frères Honegger considérée sous l'angle de la « synthèse des arts », in Franz Graf (dir.), *Honegger frères. Architectes et constructeurs 1930-1969. De la production au patrimoine*, Infolio, Gollion 2010, pp. 188-207 ; « Arts et architecture. La collaboration des arts, un élément du standard architectural des années 1950 », in Franz Graf (dir.), *Addor architecte*, MétisPresses, Genève 2015, pp. 380-405.

127. Le 20 octobre 1975. Lettre des architectes à Claude Ketterer. Dossier 1750 A. FMAC.

128. Le 22 octobre 1975. *Ibidem*.

Intervention artistique

En 1950, un Fonds municipal de décoration a été instauré par arrêté du Conseil municipal. Il encourage la création artistique, grâce à l'attribution au Fonds de décoration d'un pourcentage du crédit de construction des bâtiments de la Ville. Pour l'école Liotard, une somme de 200'000 francs a ainsi été prélevée sur le crédit général et attribuée à ce fonds.

Dans un premier temps, les architectes travaillent avec un artiste ami d'André Dupraz, Joseph Heeb (1930-80). Ce « *forgeron, inventeur et sculpteur* »¹²⁰ crée « *des œuvres poétiques à partir d'un bric-à-brac de matériaux récupérés* »¹²¹. Pour l'école Liotard, il imagine installer un relief métallique sur le mur de l'aula face à la rue Liotard. Le projet est présenté le 14 janvier 1975¹²². André Dupraz se souvient que le motif de la sculpture était un « dieu », à tête de scarabée, dont il existe plusieurs variantes dans l'œuvre de l'artiste. (Fig. 189) Comme Joseph Heeb reçoit au même moment une autre commande du Fonds de décoration, l'horloge du Musée de l'horlogerie, il est décidé de faire appel à un autre artiste, Alain Schaller. Les architectes en sont informés le 13 mars 1975¹²³. Alain Schaller présente plusieurs « *propositions de décoration* »¹²⁴, qui sont examinées par la Commission consultative du Fonds de décoration et les architectes le 30 juin 1975. « *Les avis recueillis sont mitigés et sceptiques. La commission relève [...] que les projets soumis n'apparaissent pas assez intégrés. Le projet n° 1 a retenu plus d'intérêt par sa sobriété, et il a été admis qu'une maquette sagex de ce projet amélioré serait présentée. Nous vous laissons dès lors le soin de sa confection. Le problème de l'alliance inox-bronze a également été évoqué et un complément d'information devra nous être apporté à ce sujet.* »¹²⁵ L'artiste présente un nouveau projet qui est examiné le 12 septembre 1975. Alors que les avis des membres de la commission sont mitigés, celui des architectes est unanime et défavorable. Ils l'écrivent à Claude Ketterer le 20 octobre 1975. Leur lettre est à citer entièrement, elle illustre parfaitement pourquoi la collaboration entre artistes et architectes n'a souvent pas produit de résultats satisfaisants¹²⁶ :

« Pour faire suite à votre demande, nous nous sommes rendu à l'Hôtel municipal pour voir la maquette exécutée par M. Alain Schaller, relative à la décoration de l'Ecole Liotard.

Nous sommes unanimes à penser que la façon dont cette décoration a été imaginée ne correspond pas au rôle que nous voudrions lui voir jouer. En effet, au lieu d'être un point attractif agrémentant la façade côté rue, d'une aula qui a déjà été traitée comme élément de décoration dans la plastique d'ensemble de la composition architecturale, elle est un élément dévorant dont l'ampleur est totalement disproportionnée.

Il y aurait lieu, à notre avis, de reprendre cette composition pour lui donner une échelle adaptée à l'ensemble, ou alors, au cas où l'artiste ne penserait ne pas pouvoir donner suite à cette suggestion, permettre à ce dernier de s'exprimer pleinement par une sculpture libre et indépendante sur socle qui pourrait prendre place dans le parc.

La situation dans laquelle nous nous trouvons nous incite à faire une réflexion d'ordre général ; nous n'aurions vraisemblablement jamais aucun problème de cette sorte si l'artiste était déjà désigné assez tôt pour qu'il puisse travailler en pleine osmose avec les créateurs de l'œuvre architecturale. Il faudrait pour cela que les responsables à tous les niveaux, considèrent l'artiste comme « partie intéressée » au départ de l'opération pour que son œuvre s'intègre parfaitement, et non plus comme le « décorateur » d'une œuvre quasiment terminée, qu'il devient par la force des choses si sa désignation intervient trop tard. »¹²⁷ Claude Ketterer annote la lettre à l'intention de ses subordonnés : « Les réflexions de ces MM. sont absolument pertinentes et il faut absolument à l'avenir que nous puissions obtenir la désignation de l'artiste au début, c'est-à-dire dès l'acceptation d'un projet de construction et sa mise en chantier. »¹²⁸

Aucune image du projet critiqué ne figure dans le dossier, mais d'après Alain Dupraz il s'agissait d'un relief métallique qui s'étendait sur plusieurs des faces du volume de l'aula. Alain Schaller est naturellement déçu du refus des architectes et il l'écrit. Il souscrit cependant au quatrième paragraphe de leur lettre et dit s'être remis avec ardeur à sa création personnelle. Il conclut : « *Sachant bien que chaque sculpture doit trouver son lieu et chaque lieu sa sculpture, je me tiens à votre disposition* »¹²⁹. Comme les architectes le suggèrent dans leur lettre, c'est à une sculpture indépendante qu'il travaille dès lors. En octobre 1976, à la suite d'un préavis favorable de la commission consultative, il lui est demandé « *d'établir un devis détaillé et précis de l'œuvre projetée dans le parc de l'école de la rue Liotard* »¹³⁰. Il envisage alors plusieurs type d'exécution : le bronze coulé, l'acier Corten, le bronze micro-pulvérisé, l'inox. Il chiffre chaque variante et précise : « *Mes préférences vont aux matériaux de teinte chaude, soit le bronze patiné [...], soit l'acier Corten. L'un est l'autre conviennent à la situation en plein air de la sculpture, le bronze offre l'avantage d'être un matériau plus « noble » et l'inconvénient d'être d'un prix sensiblement plus élevé. Le Corten est plus nouveau et de ce fait peut-être pas encore très bien accepté par tout le monde. Dans le cas présent, le risque de coulées de rouille pouvant se produire avant la stabilisation du métal n'intervient pas puisque la sculpture serait placée sur le gazon.* » C'est la variante la plus noble en bronze coulé, mais aussi la plus chère, 120'000 francs, qui sera exécutée¹³¹. La sculpture est posée dans le parc le 29 juin 1978 et inaugurée le 5 juillet suivant : « *Claude Ketterer, dont le nœud lépidoptère sombre faisait fi des bourrasques, a présenté l'œuvre. Le vœu de la Commission de fonds de décoration municipale de faire appel au talent d'Alain Schaller, afin qu'il présente un projet d'ornementation de la façade côté sud, de l'école, date de 1975. Très vite ce projet devait être abandonné. « Cela aurait eu l'effet d'un clip déposé sur le décolleté d'une robe » a précisé M. Ketterer. Alors M. Schaller fut prié de présenter une création personnelle destinée à une décoration extérieure.* »¹³² L'auteur de l'article, André Koenig, nous apprend par ailleurs que c'est Claude Ketterer qui baptise alors l'œuvre du nom qui lui est resté : *Totem*. C'est une œuvre imposante : quatre mètres de haut (405 x 286 x 145 cm), plus de deux tonnes. Alain Schaller dit apprécier avant tout le lieu d'installation de sa sculpture : « *Ce qui fait la moitié de l'impact de la sculpture, c'est le environnement dans laquelle elle est placée... C'est le cas avec « Totem » [...] J'ai apprécié l'éclairage de nuit qui a été prévu à son installation* »¹³³. (Fig. 190 et 191) Cette déclaration, confrontée à la situation actuelle, laisse songeur : la sculpture semble posée un peu au hasard dans un coin, entre la sortie de secours

129. Le 31 décembre 1975. Lettre d'Alain Schaller sans précision de destinataire. *Ibidem*.

130. Le 8 octobre 1976. Lettre de Claude Ketterer à Alain Schaller. *Ibidem*.

131. Le 19 novembre 1976. Lettre d'Alain Schaller, sans précision de destinataires. Notons que les différences de prix sont considérables : le bronze coulé 120'000.- ; l'acier Corten 75'000.- ; le bronze micro-pulvérisé 102'000.- ; l'inox 80'000. *Ibidem*.

132. André Koenig, « Une sculpture nommée « Totem » à l'Ecole Liotard ». Coupure de presse non référencée. *Ibidem*.

133. Olivier Veyrat, « Regard sur Alain Schaller », Fonds municipal d'art contemporain, Genève 2009, p. 3. *Ibidem*.

Fig. 189. Une sculpture de Joseph Heeb : un « dieu », à tête de scarabée. Il était envisagé d'installer une œuvre de ce type sur la façade sud-ouest de l'aula.

Fig. 190 et 191. *Totem* d'Alain Schaller en 1978.



190



191

du dojo et la cage métallique du terrain multisports, que les enfants du quartier ont surnommé « *Guantanamo* »¹³⁴ en raison de ses épais barreaux. Quant à l'éclairage, Claude Ketterer notait à son propos : « *Il faut maintenir cet éclairage. Cela n'a rien de féérique, mais c'est agréable à regarder quand on passe et il ne faut pas trop négliger les quartiers résidentiels.* »¹³⁵ (Fig. 192 et 193)

Totem n'est pas la seule œuvre d'Alain Schaller (1942) installée à Genève dans l'espace public ni même dans la collection du Fonds municipal d'art contemporain (FMAC), nom actuel du Fonds de décoration. A proximité de l'école Liotard, dans l'entrée de l'immeuble 8, rue Hoffmann, un des immeubles de l'ensemble des Asters propriété de la Ville de Genève, se trouve un relief en assemblage de bois installé en 1969. En Vieille-Ville, sur la terrasse Agrippa-d'Aubigné, se dresse depuis 1984 une sculpture érigée pour commémorer le 400^e anniversaire du pacte d'assistance mutuelle entre Berne, Zurich et Genève : cette sculpture, nommée *Fondement*, est considérée par l'artiste comme l'un de ses chefs-d'œuvre. Quant à la sculpture *Totem*, elle a vraiment dû plaire à Claude Ketterer : en 1986, il fait acquérir à la Ville une autre œuvre parente de 1975, de plus petites dimensions, en bois et métal¹³⁶. (Fig. 194)

134. Entretien avec M. Fricker, concierge de l'école Liotard pendant plus de 20 ans. Le 31 octobre 2016.

135. Le 1^{er} juin 1979. Note de Claude Ketterer. Dossier 1750 A. FMAC.

136. Olivier Veyrat, *op. cit.*, p. 4. *Ibidem*.



192



193

Fig. 192 et 193. *Totem* dans son environnement actuel, 2016.

Fig. 194. *Tabelle*, Alain Schaller, 1975. Sculpture, trois éléments, fer, bois 165 x 110 x 34 cm.



194

Entretien et transformations

Bien construite et bien entretenue, l'école Liotard n'a pas connu de transformations importantes au cours de ses quarante et un ans d'exploitation. Les usagers se déclarent satisfaits du bâtiment et de son fonctionnement même s'ils signalent l'aspect défraîchi des ailes des salles de classe et quelques fissures. Ces dernières impressionnent les usagers mais ne sont que le résultat du tassement normal du bâtiment. Rappelons l'histoire administrative de ce dernier et les quelques transformations qui lui ont été apportées.

1971 Le 7 janvier. Dépôt de la Demande préalable en autorisation de construire (DP n° 11'874). L'autorisation préalable est délivrée le 20 août 1971

1972 Le 19 juillet. Dépôt de la Demande définitive en autorisation de construire (DD n° 62'570). L'autorisation est délivrée le 18 janvier 1973.

1973 Le 1^{er} juillet. Ouverture du chantier de construction.

1975 le 1^{er} septembre. Remise des clés à l'exploitant. Entrée des élèves.

Le 20 novembre. Inauguration officielle.

1990 Le 8 mars 1990. Rénovation des sanitaires de la piscine (APA no 3'654). L'autorisation est délivrée le 3 avril 1990. Il est procédé à la rénovation complète des sanitaires et des locaux annexes de la piscine. **(Fig. 195)**

2004 Le 16 décembre. Dépôt d'une Demande définitive pour l'aménagement d'une sortie de secours pour la salle de gymnastique (DD n° 99'608). L'autorisation est délivrée le 21 mars 2005. Une sortie de secours est créée dans l'angle nord-ouest de la salle de gymnastique : une porte, un petit pont et des escaliers sont construits. La sortie débouche dans le parc. En parallèle, la porte principale de



195

Fig. 195. Etat actuel des vestiaires de la piscine, 2016.

Installation d'une paroi vitrée dans le hall d'entrée. Cette paroi permet de donner accès aux salles de sociétés et au dojo au sous-sol sans avoir accès au reste de l'école. (Fig. 199)

Architectural floor plan showing a corridor and two dressing rooms (vestiaires). The corridor is 2.60m wide and contains a door labeled '1' with an arrow pointing left. The dressing rooms are 2.23m wide. The plan includes dimensions, door types (T30), and a staircase on the left.

élévation nord-est

passerelle et escalier : structure : profiles métalliques
marches : caillabois
balustrade : fers plats

198

- 2009 Création d'un escalier de secours dans la salle de gymnastique afin d'augmenter la capacité d'accueil lors des manifestations.
- 2010 Modification et agrandissement des locaux annexes de la piscine (bureau, infirmerie, local de rangement du service des sports).
- 2011 Rénovation de l'enveloppe enterrée de la salle de Judo sous l'entrée principale et l'aula.
- 2014 Remplacement de l'ensemble des tabliers de stores de la façade sud-ouest suite à un violent orage de grêle. (**Fig. 200**)

De plus, à une date inconnue, la paroi et les portes vitrées de l'entrée ont été changées : des profils acier peints en gris ont remplacé la menuiserie en aluminium d'origine¹³⁷. (**Fig. 201**) Le bâtiment connaît un problème constructif récurrent : La paroi borgne derrière le volume de l'aula était à l'origine revêtue de carrelage. Ce carrelage a dû être réparé et refait à plusieurs reprises. Malgré ces interventions, des carreaux tombaient toujours ce qui mettait les usagers en danger. Pour assurer leur

137. Témoignage du concierge, Alain Fricker, le 31 octobre 2016.



Fig. 199. Fermeture du hall d'entrée par une paroi vitrée, 2008.

Fig. 200. Façade sud-ouest de l'aile des salles de classe, 2016.



199

200

sécurité, l'ensemble du revêtement a été enlevé : actuellement ce qui se présente au regard est le mur de béton brut avec les traces du ciment de fixation du carrelage. Des essais de couleur sur cette façade, montrent qu'il est question aujourd'hui d'abandonner l'option carrelage pour un enduit peint. **(Fig. 202 et 203)** Un autre problème récurrent est celui du défaut d'étanchéité de la toiture plate : une obsolescence que l'on peut qualifier de normale vu l'âge du bâtiment. Il en va de même des fenêtres dont certaines s'ouvrent difficilement voire pas du tout. Quant aux panneaux de béton préfabriqué, ils résistent bien au passage des ans : les seules traces de carbonatation visibles sont situées à leur base, sur le socle de béton coulé en place. **(Fig. 204)**

En plus des quelques travaux d'entretien et de transformations du bâtiment cités ci-dessus, plusieurs interventions concernent le parc, les préaux et leur aménagement :

2007 Le 16 octobre. Construction d'un terrain multisports (APA 28'913). L'autorisation est délivrée le 29 janvier 2008. Côté sud, devant l'aile est de l'école,

Fig. 201. La paroi et les portes vitrées de l'entrée en acier peint en gris qui a remplacé la menuiserie en aluminium d'origine, 2016.

Fig. 202. La façade principale en 1975, avec le carrelage d'origine derrière le volume de l'aula.



201



202



203



204

Fig. 203. Etat actuel de la même paroi sans revêtement, 2016.

Fig. 204. Carbonatation du béton du socle, 2016.

Fig. 205. La « cage » du terrain multisports installé en 2008.



205

le terrain de foot est remplacé par un terrain multisports entouré de grillage. Même si l'épaisseur des barreaux a fait surnommer cette installation « Guantanamo », force est de constater qu'elle remplit sa fonction et qu'elle est très utilisée par les enfants du quartier. **(Fig. 205)**

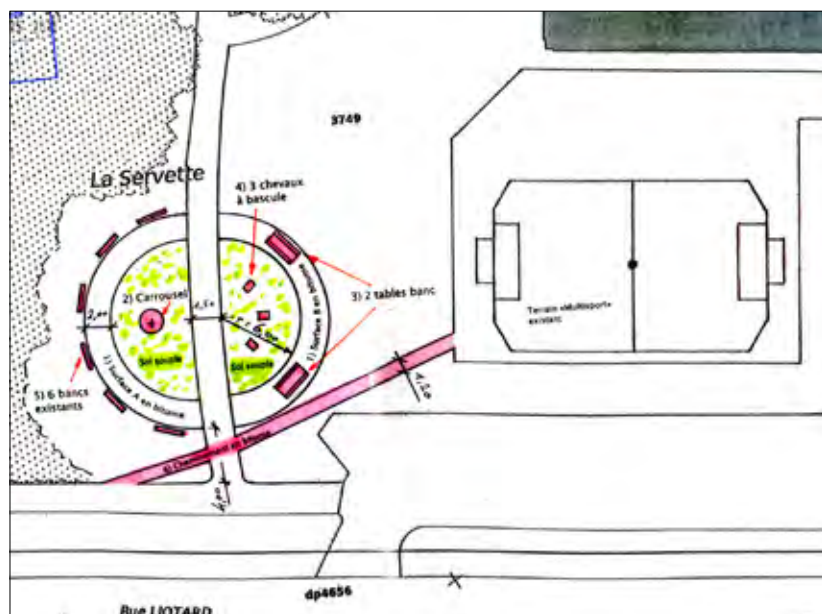
2011 Le 15 février. Réaménagement de l'aire de jeux (APA 34'348). L'autorisation est délivrée le 18 mars 2011. L'aire de jeux située dans le parc, près de la rue Liotard est équipée de nouvelles installations, un carrousel, trois chevaux à bascule. Un revêtement de sol souple est posé. **(Fig. 206)**

2015 Le 6 juillet. Réaménagement du préau nord-ouest (APA 42'911). L'autorisation est délivrée le 24 juillet 2015. Des « modules skate » et un « street-ball double face » sont installés. En plus des éléments préfabriqués en béton sont installés pour séparer la zone « mini-skate » du terrain de « street-ball ». Ni le concierge, ni les enseignants rencontrés n'ont jamais vu d'enfant utiliser l'installation « mini-skate ». **(Fig. 207 et 208)**

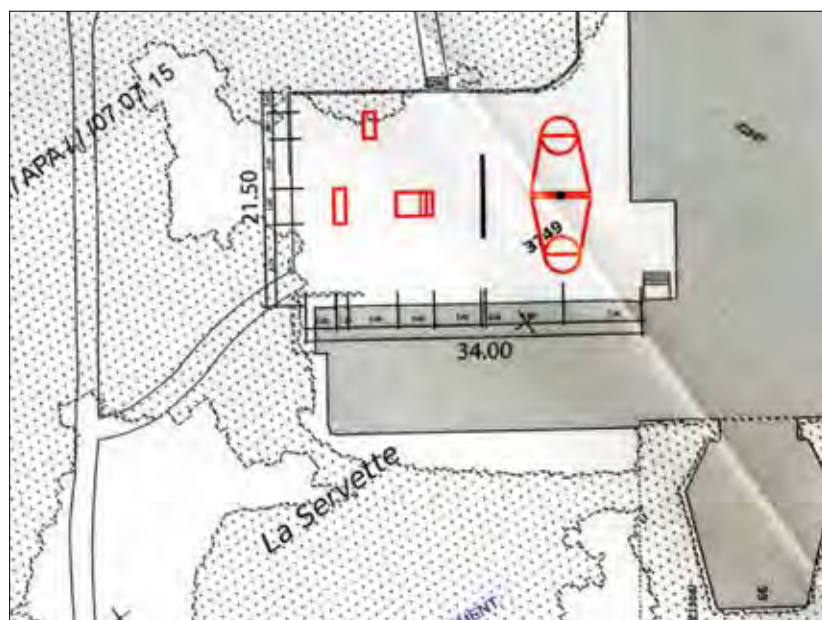
2016 Réparation d'une partie de l'enrobé de finition dans les préaux.

Fig. 206. Plan du nouvel aménagement de l'aire de jeux, 2011.

Fig. 207 et 208. Plan d'implantation et vue actuelle (2016) des « modules skate » et du « street-ball double face » mis en place en 2015.



206



207



208

4 Evaluation critique

En Suisse, les constructions scolaires ont donné lieu au XX^e siècle à un nombre impressionnant de réalisations remarquables qui mériteraient d'être étudiées et connues. Malheureusement à ce jour, aucun ouvrage de référence n'en dresse le panorama complet.

A Genève, ville et canton ne manquent pas d'exemple de très grande qualité. Situé, à proximité de l'école Liotard les groupes scolaires de Trembley (1947-50, architecte Roland Rohn) et Geisendorf (1952-56, architectes Georges Brera et Paul Waltenspühl) font partie de ce corpus des constructions scolaires de grande qualité. Ces constructions, édifiées par voie de concours, ont été décrites et valorisées dans de nombreux articles, guides d'architecture ou ouvrages monographiques. Leurs architectes sont connus, leurs œuvres étudiées et commentées.

Rien de tel pour l'école Liotard. Aucune revue d'architecture n'a publié le moindre article à son propos, même pas pour signaler son inauguration ou l'utiliser comme instrument publicitaire pour l'une ou l'autre entreprise réalisatrice. Qui plus est, ses architectes sont également absents de toute publication spécialisée, revue ou livre.

Bien sûr, cet argument a ses limites. Ce qui paraît dans les revues spécialisées ne l'est pas en fonction de critères objectifs. Il y a les architectes « qui ont la carte¹³⁸ » et ceux qui ne l'ont pas. La parution dans une revue est aussi le résultat d'un phénomène de cooptation et de renvoi d'ascenseur. L'un des architectes les plus connus de la scène architecturale genevoise des Trente glorieuses, Marc J. Saugey, avait pour habitude d'envoyer aux revues du monde entier des articles déjà rédigés, qu'il accompagnait de plans et photos pour faire connaître ses réalisations. Parfois, son initiative était couronnée de succès : la qualité de ce qu'il présentait n'y était pas étrangère. Si les architectes de l'école Liotard sont absents de la presse architecturale, c'est qu'ils obtiennent leurs mandats par d'autres moyens, notamment par leur entregent. Ils sont pleinement impliqués dans le tissu social, économique et politique de la ville et du canton de Genève. Ils n'ont pas besoin de la reconnaissance du milieu architectural suisse pour décrocher des mandats pour lesquels ils se montrent d'ailleurs compétents. Ils réalisent leurs ouvrages dans les règles de l'art, en respectant les prix et les délais.

Ce qui est plus inquiétant cependant, c'est qu'aucune de leurs réalisations ne figure dans les différents guides d'architecture qui présentent les réalisations remarquables du XX^e siècle à Genève et en Suisse. Lors de la réévaluation critique qui a présidé à l'élaboration de ces ouvrages, leurs œuvres n'ont pas été retenues. Bien sûr, là encore il faut être circonspect. La première source consultée pour réaliser de tels guides est constituée par les publications existantes. Ce qui est publié risque fort de l'être à nouveau. Il est tout à fait possible que des œuvres intéressantes soient ignorées. L'école des sourds de Montbrillant en est la démonstration. Malheureusement, ce n'est pas le cas de l'école Liotard qui ne mérite pas plus d'intérêt qu'il ne lui en a été porté jusqu'ici.

Les architectes ne sont pas seuls en cause. Dans *L'architecture à Genève 1919-1975*, Jean-Marc Lamunière écrivait : « Nul ne niera l'importance de la personne et du groupe qui ordonne le projet d'urbanisme ou d'architecture. La commande qu'il passe à l'urbaniste ou à l'architecte détermine à la fois le programme envisagé et les modalités de sa réalisation »¹³⁹. L'histoire détaillée du processus qui a mené à la construction de l'école Liotard fait apparaître un problème de gouvernance. Alors que le développement du quartier du Bois-Gentil rend manifeste le besoin d'un nouvel équipement scolaire dès la fin des années 1950, ce n'est qu'en 1970 que les études sont engagées. Bien sûr les autorités et l'administration devaient au

138. L'expression a été créée dans les années 1970 et est attribuée à Jean-Pierre Marielle ou à Philippe Noiret. « Avoir la carte » leur servait à désigner ceux de leurs collègues qui bénéficiaient de l'indulgence de la critique. Voir <http://oreilletendue.com/2015/03/03/lavoir-ou-pas/>.

139. Jean-Marc Lamunière, « Lecture et compréhension des ouvrages », in Isabelle Charollais, Jean-Marc Lamunière, Michel Nemec, *op. cit.*, p. 42.

préalable trouver un site et en devenir propriétaire. Cette acquisition s'est révélée plus compliquée que prévue : recours devant le Tribunal fédéral, expropriation, etc. En 1966 cependant, l'accord est conclu. La Ville sait qu'elle entrera en possession du terrain l'année suivante. Aucune étude n'est cependant lancée. Vu qu'il n'y a pas d'urgence, des études auraient pu être entreprises : des études urbanistiques pour réfléchir à l'intégration urbaine de l'école ; une réflexion sur le programme des locaux et sur ce qui est supportable pour le site ; un projet de parc public pour le quartier... Rien. Début 1970, le projet débute par un mandat direct sous prétexte que la procédure par concours est onéreuse et qu'elle fait perdre du temps. Il est vrai qu'il est alors prévu que l'école soit prête pour la rentrée 1972, puis pour celle de 1973 et enfin pour celle de 1975. Par ailleurs, la désignation des architectes n'est pas une conséquence de leur expérience dans le domaine de la construction scolaire mais elle est le fait du prince. De plus, les deux bureaux d'architectes choisis ne se connaissent pas. C'est une chance que cette collaboration imposée se soit déroulée sans problèmes.

Une des conséquences du manque de diligence des services est l'importance croissante que prend au fil du temps la question des arbres. Les habitants du quartier s'habituent à disposer d'un parc public auquel ils ne renoncent qu'à contre-gré par la suite. Devant cette difficulté imprévue, le programme des locaux aurait pu être allégé. Le jardin d'enfants et les locaux de la protection civile ne seront d'ailleurs jamais réalisés. Les retirer du programme des locaux au moment de l'élaboration du projet aurait donné un peu plus de marge de manœuvre aux architectes.

Peut-être encore le Règlement scolaire est-il trop précis et restrictif. Dans un projet d'architecture, les contraintes sont souvent productives. Encore faut-il pour cela qu'une hiérarchie entre ces contraintes puisse être établie.

L'école Liotard fonctionne et donne satisfaction à ses usagers. Cependant l'examen des plans montre un projet mal maîtrisé. Le plan cruciforme semble être plus le résultat d'un processus de réduction par étapes successives du projet original, plutôt qu'un parti assumé.

La position centrale de l'escalier permet certes de gérer les niveaux différents entre l'aile des salles de classe et celle des salles de sport. Cependant, il est aussi le lieu de croisement de tous les flux de circulation : une source d'embouteillages. Vu l'importance qu'il occupe dans la composition, cet escalier devrait être parfaitement résolu et même virtuose : l'occasion d'une expérience spatiale. Ce n'est malheureusement pas le cas. Son dessin manque de générosité et paraît malhabile. Les échappées sont calculées au plus juste. Des bouts de dalles dans les angles entre les volées à angle droit n'ont aucune utilité autre que de recevoir des plantes vertes. (**Fig. 209 à 217**)

Le plan linéaire des ailes des salles de classes se retrouve dans de nombreux établissements scolaires. C'est un plan éprouvé que l'on trouve déjà en 1917 dans de nombreux exemples d'écoles illustrant la seconde édition du livre de Henry Baudin, *Les nouvelles constructions scolaires en Suisse*¹⁴⁰. C'est le plan type des écoles de l'entre-deux-guerres et de l'immédiat après-guerre. En 1950 dans l'ouvrage de référence d'Alfred Roth, *The new school / Das neue Schulhaus / La nouvelle école*, la plupart des exemples présentés sont de ce type linéaire, les salles de classes disposées le long d'un couloir. En revanche, dès la deuxième édition en 1957, Alfred Roth présente les recherches récentes des architectes sur l'espace de la classe et les nouveaux types d'agrégation des classes. La tendance est à la création de zones d'enseignement différenciées et au regroupement des salles de classes autour d'un espace commun. Cette évolution est représentée par le « *nouveau type de l'école primaire anglaise concentrée avec hall central* »¹⁴¹. Ce hall à usage multiple permet, selon Roth, de répondre à l'une des priorités de l'éducation: « *cultiver la vie et les activités en commun* »¹⁴².

140. Henry Baudin, *Les nouvelles constructions scolaires en Suisse*, Genève, éditions d'Art et d'architecture, Kundig ; Paris, H. Gaulon, 1917.

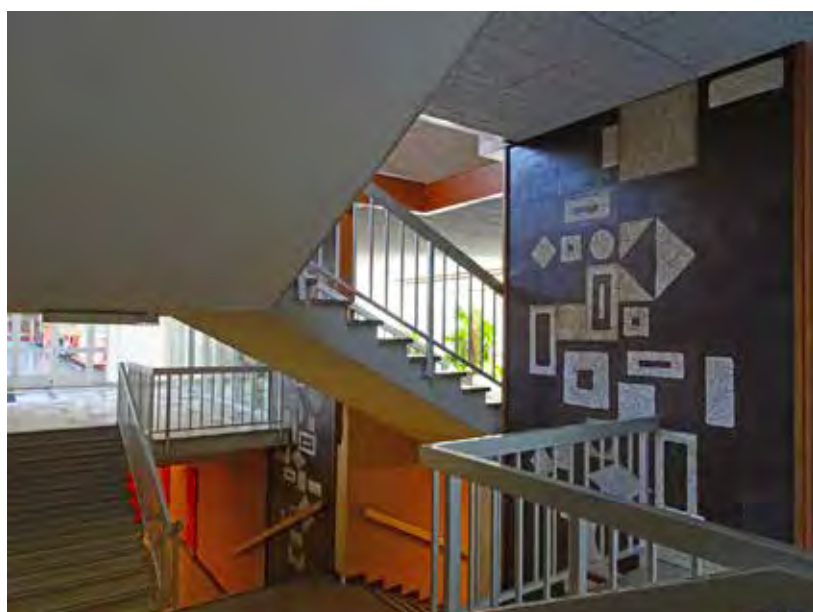
141. Alfred Roth, *The new school / Das neue Schulhaus / La nouvelle école*, 2^e édition, Girsberger, Zurich 1957, p. 34.

142. *Ibidem*.

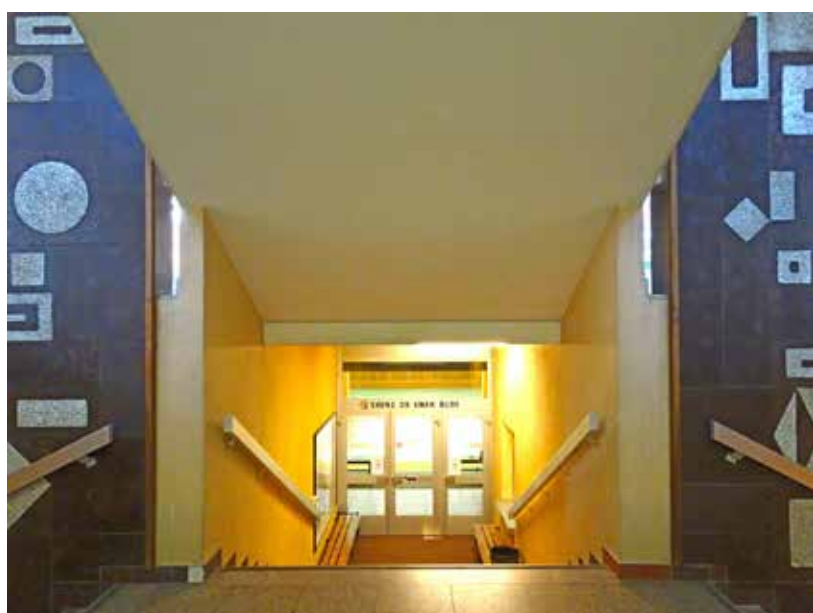
Fig. 209 à 211. L'escalier principal : vers le sous-sol, 2016.



209

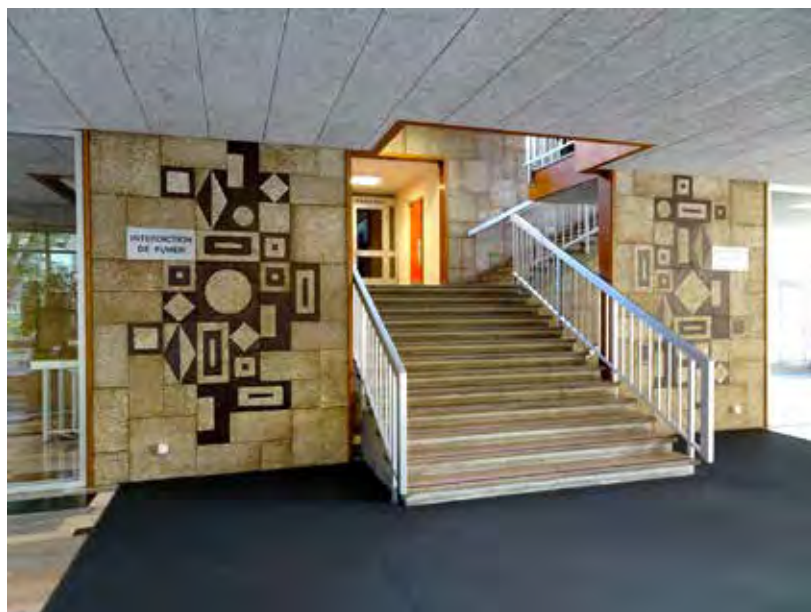


210



211

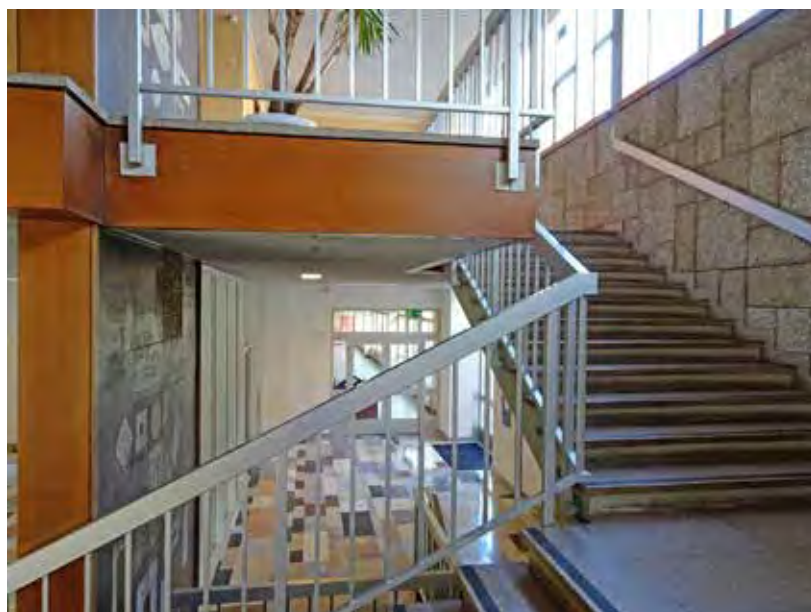
Fig. 212 à 214. L'escalier principal : vers le 1^{er} étage, 2016.



212



213



214



215



216



217

Fig. 215 à 217. L'escalier principal : du 1^{er} au 2^e étage, 2016.

A Genève, les écoles de Trembley et de Geisendorf sont de bons exemples de plans linéaires des années 1950. Les deux écoles construites par Georges Addor au début des années 1960, l'école primaire de Budé à Genève (1960-64) et l'école des Boudines à Meyrin (1962-64) sont encore des variantes de ce type linéaire mais elles inventent au niveau distributif : à Budé « *les classes sont distribuées par quatre noyaux regroupant escaliers et services situés sur la face nord-ouest et permettant chacun l'accès à deux groupes de deux classes superposées* »¹⁴³ tandis qu'aux Boudines, des escaliers en série font communiquer les couloirs avec le rez-de-chaussée qui sert à la fois de préau couvert et de hall d'entrée.

Il ne serait pas très grave que l'école Liotard corresponde à un concept pédagogique et architectural dépassé au moment de sa construction, si elle en proposait une réalisation exemplaire. Mais c'est loin d'être le cas. Les longs couloirs très clairs auraient pu être le prétexte à un éclairage bilatéral des classes, en second jour, par-dessus les vestiaires des enfants, à l'exemple de ce qui existe à Geisendorf. Malheureusement, les architectes n'en font rien : ils ne tirent pas partie du potentiel qualitatif de leur propre projet. De plus, d'après les utilisateurs¹⁴⁴, le couloir est mal dimensionné. Lorsque les enfants d'une classe sont en train de se changer, le passage dans le couloir est difficile. Comme les fenêtres du couloir s'ouvrent à la française vers l'intérieur, leur ouverture ne fait qu'ajouter au problème. **(Fig. 218 à 220)**

Aucune idée directrice ne semble présider à la disposition des locaux. Les plans ne sont pas bien réglés. Les classes sont certes alignées le long de la façade mais pour le reste les architectes font du remplissage. **(Fig. 221 à 224)** Les classes spéciales sont rejetées en bout de couloir : la salle de jeux au rez-de-chaussée à l'extrémité est ; les activités créatives et la salle de rythmique au 1^{er} et au 2^e étage à l'extrémité ouest. Il en va de même pour les sanitaires. Ils sont certes superposés aux étages de part et d'autre du hall de l'aula. En revanche au rez-de-chaussée, pour ne pas encombrer le hall d'entrée, ils sont placés là où il y a de la place : à côté de l'entrée secondaire côté est, en bout de couloir côté ouest. Au 1^{er} étage, le grand espace qui se situe entre l'escalier et l'aula a un sens et une fonction : il sert de foyer à l'aula. **(Fig. 225)** On peut regretter qu'il ne bénéficie pas d'un meilleur éclairage naturel mais son utilité n'est pas en question. Par contre, le même espace est répété au 2^e étage. Les architectes auraient pu l'éclairer facilement en ouvrant la façade ouest où, si pour des raisons architecturales quelconques cela les dérangeait, en

143. Isabelle Charollais, « Ecole primaire de Budé », in Isabelle Charollais, Jean-Marc Lamunière, Michel Nemec, *L'architecture à Genève 1919-1975*, Payot, Lausanne 1999, p. 637.

144. Entretien du 11 novembre 2016 avec M. Bouchoud directeur des écoles des Franchises, Liotard et Vieusseux et ses adjointes Mmes Ferreira et Novoa.

Fig. 218 à 220. Couloir type d'accès aux salles de classe, 2016.

Fig. 221. Une classe type, 2016.



218



219



220



221

Fig. 222 à 224. Une classe type 2016.

Fig. 225. 1^{er} étage : foyer de l'aula, 2016.



222



223



224



225

l'éclairant zénithalement par un lanterneau. Ils n'en ont rien fait. C'est aujourd'hui un espace inutile et sans qualité : un vaste hall donnant accès aux locaux sanitaires. **(Fig. 226 et 227)**

L'aula, que les architectes considèrent comme le bâtiment principal, a été traité avec beaucoup de soin. C'est un volume presque entièrement indépendant. Seuls quelques mètres carrés assurent la connexion avec le palier du premier étage du bâtiment des salles de classe. N'est-il pas absurde de concevoir dans cette situation un bâtiment aveugle ? Il y a sûrement des occasions, des manifestations où l'obscurité n'est pas requise. La salle est réputée avoir une bonne acoustique : l'éclairage naturel serait-il incompatible avec la musique ? **(Fig. 228)**

Le bâtiment ne présente pas de désordre constructif. Il est vrai que les structures modernes n'occasionnent que rarement des problèmes. Dans les parties courantes, la structure du bâtiment est simple : la structure primaire est perpendiculaire à l'axe de grande longueur de chaque corps de bâtiment. Cependant, à la jonction du bâtiment principal et des ailes perpendiculaires, il y a une sorte d'imprécision



226



227

Fig. 226 et 227. 2° étage : espace mal éclairé et inutile, 2016.

Fig. 228. Le volume de l'aula, vu depuis une salle de classe, 2016.



228

conceptuelle. Afin de libérer les halls des différents niveaux – et en particulier le hall d'entrée – de tout porteur, les architectes font du bricolage structurel : cela fonctionne certes mais c'est encore une fois le signe d'un projet mal maîtrisé.

Quant à son langage architectural, l'école Liotard est un collage ; chaque partie est traitée pour soi, sans aucun souci de cohérence.

Par sa géométrie et le béton cannelé de ses façades, l'aula a un aspect sculptural dont l'impact est certain. (**Fig. 229 à 231**) En revanche, le système de damier proposé par les architectes pour le corps principal, ne convainc pas. Non seulement, il cumule les inconvénients des panneaux lourds à ceux des façades légères, mais il rate totalement son effet : la matérialisation claire des deux modules produit l'impression d'une façade uniforme. Par ailleurs, rien ne justifie de doter les couloirs et les salles de classe de façades identiques : leur fonction et leur orientation sont totalement différentes. (**Fig. 232 à 236**)

Fig. 229 à 231. Le volume de l'aula, 2016.



229



230



231



232

Fig. 232 à 236. Le « damier » de façade de l'aile des salles de classe.



233



234



235



236

Conséquence des remarques de la commission d'architecture ou respect des limites budgétaires, les salles de sport ont perdu toute monumentalité : elles sont traitées comme des annexes. En plus de ces trois expressions différentes, il faut ajouter celle du corps principal, derrière l'aula et derrière les salles de sport : pour permettre le raccord avec les ailes perpendiculaires de l'aula et des salles de sport, ces façades-là sont traitées comme des surfaces uniformes : un revêtement de carrelage côté sud, et une façade-rideau côté nord. Quel arlequin ! (Fig. 237)

L'école Liotard a rempli son office pendant plus de quarante ans. Qu'elle soit regardée de la rue Liotard ou de la route de Meyrin, elle disparaît presque complètement dans la végétation. (Fig. 238 et 239) Elle ne souffre pas du voisinage bruyant de la route de Meyrin. Sa conception d'ensemble n'offre cependant rien de remarquable. Certains matériaux et certains espaces ont des qualités : le patchwork de marbre du hall d'entrée, (Fig. 240) les carreaux de terrazzo des couloirs, (Fig. 241) le revêtement de céramique à décor géométrique des parois porteuses de l'escalier, (Fig. 242 et 243) la salle de gymnastique et l'aula. Si l'on apprécie l'école Liotard selon l'échelle de quatre valeurs utilisée pour le patrimoine architectural, à savoir « sans intérêt », « intérêt secondaire », « intéressant » et « exceptionnel », l'école dans son ensemble est à classer dans la première catégorie « sans intérêt ». Quant aux espaces, pris indépendamment, de la salle de gymnastique et de l'aula, ils appartiennent respectivement à la deuxième et troisième catégorie : « intérêt secondaire » et « intéressant ».

Fig. 237. La jonction du volume des salles de sport avec l'aile des salles de classe : l'aspect collage des façades est manifeste.



237



238



239

Fig. 238 et 239. L'école Liotard vue aujourd'hui depuis la rue Liotard et l'avenue de Meyrin : elle disparaît dans les arbres.

Fig. 240. Le patchwork de marbres du hall d'entrée.

Fig. 241. Les carreaux de terrazzo des couloirs.

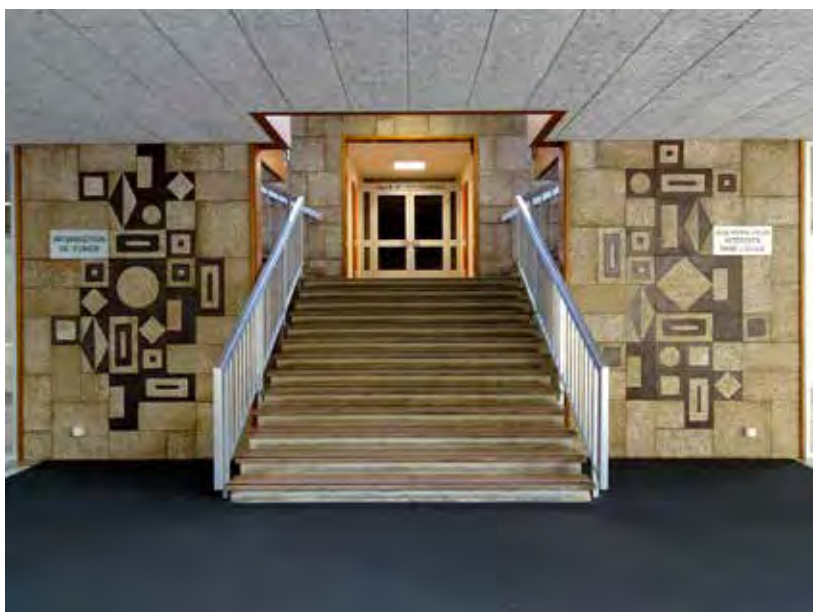
Fig. 242 et 243. Les carreaux de céramique à décor géométrique des porteurs de l'escalier.



240



241



242



243

Recommandations

Des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'école Liotard sont prévus. Selon l'architecte du Services des écoles, Cédric Borgeaud¹⁴⁵, il n'est pas envisagé de procéder à une opération de démolition-reconstruction. En effet, dans le cas de l'école des Crêts-de-Champel, contemporaine de Liotard, les études ont montré que l'option démolition-reconstruction aurait été environ 20% plus coûteuse que la rénovation complète actuellement en cours. Dans le cas de l'école Liotard, il ne faut par ailleurs pas négliger la question des arbres. Nous l'avons vu, l'arborisation du parc a joué un rôle important dans le projet de l'école existante. Il est à parier que la population du quartier n'est pas moins sensible aujourd'hui à cette question qu'elle ne l'était au début des années 1970. Le quartier s'est en effet densifié depuis lors et il va encore beaucoup l'être au cours des prochaines années. Dans le cadre du « grand projet Châtelaine »¹⁴⁶, plusieurs plans localisés de quartier ont été adoptés ou sont à l'étude : « Vieuxseux – Villars – Soret », « Franchises », « Edouard-Rod – Soubeyran – Soret » et « Bourgogne ». De plus, le chantier du projet Vieuxseux 23-25-27 de la Société coopérative d'habitation Genève est en cours de réalisation. C'est un immeuble-relais qui permettra de débiter l'opération-tiroir, indispensable à la restructuration du quartier de Vieuxseux prévue par le projet « Papillon ». Il s'agit de la démolition des 260 logements des Cités Villars et Franchises et leur remplacement par 550 logements neufs, 60 logements pour personnes âgées et des équipements collectifs (crèche, école, restaurant scolaire, maison de quartier, bibliothèque, salles de sports, poste de police et voirie)¹⁴⁷. Même si parmi tous les projets à venir, se trouve également la requalification du parc des Franchises, le parc de l'école Liotard reste une zone sensible où toute intervention sera scrutée. Une opération de démolition-reconstruction n'aurait pas grand sens, si la seule implantation admissible d'un nouveau bâtiment était la même que celle de l'existant.

Ne nous perdons pas en conjectures vaines puisque c'est l'option « rénovation complète et agrandissement » qui est la plus probable. L'un des tous premiers objectifs d'une telle opération est bien sûr l'amélioration des performances énergétiques du bâtiment. De ce point de vue, les différents corps de bâtiment sont à considérer de manière différenciée.

La façade du corps des salles de classe, même si elle est originale, n'est pas une réussite : elle pourrait être remplacée. Cette intervention devrait être accompagnée d'une réflexion sur l'éclairage naturel des espaces se trouvant entre l'escalier et la façade sud : le foyer de l'aula au premier étage et l'espace actuellement inutilisé au 2^e étage gagneraient tous deux beaucoup à recevoir de l'éclairage naturel à travers la façade sud-ouest. Dans l'hypothèse d'un remplacement de ces façades, il faut également se demander si la façade des couloirs, orientées au nord-est et la façade des salles de classe, orientée au sud-ouest, doivent être identiques ou différentes. C'est un intéressant thème de projet architectural.

Est-ce la conséquence de la simplification du projet pour lui faire perdre de la monumentalité ou le résultat de mesures d'économies, les façades des salles de sport sont d'une grande banalité : une isolation par l'extérieur aurait l'avantage de permettre la conservation des espaces de la piscine et de la salle de gymnastique tout en proposant un langage architectural plus satisfaisant. (**Fig. 244 à 246**) La piscine n'a certes pas de qualité spatiale particulière mais elle satisfait aux besoins, quant à la salle de gymnastique, c'est un des intérieurs de qualité de l'école. (**Fig. 247 et 248**)

Le traitement du volume de l'aula est plus compliqué. C'est la pièce maîtresse de la composition. La seule qui offre un réel intérêt architectural. La façade en béton apparent avec ses cannelures devrait être conservée et l'aménagement intérieur également. Est-il possible de démonter les revêtements (sol, murs et plafond), de poser une isolation puis de remettre en place tout le décor ? C'est une opération

145. Entretien du 4 novembre 2016.

146. Voir le site internet de l'Etat de Genève : <http://ge.ch/amenagement/chatelaine>.

147. Voir le site internet de la Société coopérative d'habitation Genève : http://www.schg.ch/fr/nos-projets?objet_id=16.



244



245



246

Fig. 244 à 246. Le choix de matériaux et de couleurs de la salle de gymnastique produit une belle atmosphère.

Fig. 247 et 248. En revanche la piscine n'est que fonctionnelle.



247



248

compliquée et sans doute coûteuse, mais il faut l'étudier. Comme cet espace n'est pas utilisé en continu mais seulement deux ou trois fois par semaine, la solution qui paraît la plus raisonnable est de ne pas y toucher et d'installer un système de chauffage qui permettrait de donner rapidement une sensation de confort sans chauffer l'espace en permanence. C'est à négocier avec le Service de l'énergie. Quant aux sièges de Ray et Charles Eames, l'ensemble qu'ils forment est un véritable trésor qui doit être traité comme tel : examen et restauration coque par coque, réinstallation sur les rails de fixation des éléments manquants et repérage et inventaire des sièges mobiles¹⁴⁸. (Fig. 249 et 250)

A part la salle de gymnastique et l'aula, les intérieurs de l'école Liotard ne sont pas remarquables. Les salles de classe ont la surface et le volume requis, mais leur aménagement intérieur est basique. Une opération complète devrait essayer d'apporter un supplément de qualité à ces locaux, par exemple un travail sur la cloison de séparation avec le couloir, le mobilier intégré, un éclairage en second jour...

Quelques beaux matériaux devraient autant que possible être conservés : le patchwork de marbre du hall d'entrée, les carreaux de terrazzo des couloirs, les céramiques à décor géométrique de la cage d'escalier.

148. Y a-t-il d'autres *Dining Armchair X-base* dans l'école en plus des 6 exemplaires qui se trouvent dans la salle ? Il faudrait vérifier.



249



250

Fig. 249 et 250. Le trésor de l'école Liotard : l'aula et sont ensemble de sièges.

Dans les hypothèses de projet mentionnées par l'architecte du Service des écoles, il y a celle d'un agrandissement ou d'une surélévation de l'école. Toujours en raison de la question sensible des arbres, la surélévation paraît être une bonne piste de projet. Elle demande bien sûr de procéder à des vérifications à propos de la structure et du comportement sismique du bâtiment. Un projet de surélévation devrait s'accompagner aussi d'une réflexion sur la distribution du bâtiment. La position de l'escalier principal au croisement de tous les flux de circulation est déjà actuellement un problème. Ajouter un étage ne peut que renforcer ce problème. M. Borgeaud a évoqué la pose éventuelle d'un ascenseur. Faut-il aussi prévoir un escalier supplémentaire ?

L'environnement dans lequel se trouve *Totem*, la sculpture d'Alain Schaller, s'est dégradé au fil des ans. L'œuvre d'art n'est pas mise en valeur. Dans le cadre de la rénovation complète de l'école, il serait souhaitable de remédier à cette situation, par exemple en déplaçant l'œuvre du côté ouest, dans la promenade publique qui a été aménagée entre l'école et l'établissement.

Table des illustrations

Page de couverture. L'école Liotard, 2 avril 1976. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 1. Plan de situation (base SITG 2017).

Fig. 2. *Carte des environs de Genève*, Jacques Barthélemy Micheli du Crest, vers 1730. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève.

Fig. 3. *Carte du lac de Genève et des pays circonvoisins*, 1740. Extrait. J. C. Fatio et J. C. Rovera. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 4. *Carte générale de France*, Cassini, 1761. Extrait. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 5. *Plan de la Ville de Genève*, 1773, « corrigé sur les lieux, en 1777 et 93 ». C. B. Glot. Extrait. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 6. *Plan de la Ville de Genève, sa banlieue et Carouge*, 1870, Duc. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 7. *Plan de la Ville de Genève, sa banlieue et Carouge*, 1878, Mayer-Briquet. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 8. *Plan de la Ville de Genève, sa banlieue et Carouge*, 1897, Mayer-Briquet. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 9. *Plan de la Commune du Petit-Saconnex*, 1897, Labarthe. Extrait. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 10. *Genève et ses environs*, 1899, Charles Bobillier. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 11. Plan de Genève, Assemblage, 1922, Arnold Hoechel. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 12. Ortho-photo de Genève, 1933. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 13. *Plan de Genève*, 1937-38, Orell Füssli. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève

Fig. 14. Vue aérienne. La rue Hoffmann et l'avenue Wendt dans les années 1950. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 15. Vue aérienne. La rue Hoffmann à la fin des années 1960. Photo Gertrude Trepper. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 16. *Carte des environs de Genève*, Jacques Barthélemy Micheli du Crest, vers 1730. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève.

Fig. 17. *Plan de la Commune du Petit-Saconnex*, J. B. Mayer, Barbezat-Delerue, 1828. Extrait. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève. Vérifier Barbezat-Delerue.

Fig. 18. Dessin original pour la carte Dufour, 1837-38. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève.

Fig. 19, 20 et 21. *Plan de Genève, de sa banlieue et Carouge*, Mayer-Briquet, éditions de 1878, 1887 et 1897. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève.

Fig. 22. *Genève et ses environs*, 1899, Charles Bobillier. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève.

Fig. 23. *Genève et ses environs*, 1900, Charles Bobillier. Extrait. Centre de recherche sur la rénovation urbaine, CRR/HES-SO Genève.

Fig. 24. La Servette vue depuis le jardin, 1895. Christine Amsler, *Maisons de campagne genevoises du XVIII^e siècle*, Domus Antiqua Helvetica, Genève 1999-2001, p. 77.

Fig. 25. La Fantaisie à la fin des années 1980. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 1, p. 263.

Fig. 26. Vue aérienne de la Nonette de la Forêt dans les années 1950. Extrait. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 27. Vue générale de la propriété Lecoultre, le 18 avril 1967. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 28, 29 et 30. La maison de la Nonette de la Forêt, le 26 février 1973. Photos Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 31. La maison Billon (1830-31) à Plainpalais, aujourd'hui démolie. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 2, p. 112.

Fig. 32. La maison Deonna (1828) à Malagnou, aujourd'hui démolie. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 2, p. 35.

Fig. 33. La façade arrière de la Fantaisie. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 2, p. 76.

Fig. 34. La dépendance principale de la Nonette de la Forêt, le 18 avril 1967. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 35. Planche d'un projet de ferme d'A.-A. Krieg, dessinée en 1868. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 1, p. 103.

Fig. 36. Coupe sur la serre de Miolan dressée par A.-A. Krieg en 1856. Leïla el-Wakil, *Bâtir la campagne, Genève 1800-1860*, Georg, Genève 1988, vol. 1, p. 105.

Fig. 37. La Nonette de la Forêt, le 18 avril 1967. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 38. L'immeuble 57, avenue Wendt, vers 1910. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 39. Grace Chisholm Young, avant 1908. I. Grattan-Guinness, « A Mathematical Union : William Henry and Grace Chisholm Young », in *Annals of Science*, vol. 29, n° 2, août 1972, plate I.

Fig. 40. William Henry Young. S. D. Chatterji et H. Wefelscheid (éd.), *Selected Papers, G. C. Young, W. H. Young*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne 2000, p. X.

Fig. 41. Grace et son fils Frank vers 1915-16. I. Grattan-Guinness, « A Mathematical Union : William Henry and Grace Chisholm Young », in *Annals of Science*, vol. 29, n° 2, août 1972, plate III.

Fig. 42. Angle de l'avenue Wendt et de la route de Meyrin, fin des années 1920. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 43. Perspective du plan masse de Maurice Braillard pour la Cité Vieusseux, 1929. *Werk*, n° 5, 1933

Fig. 44. Projet d'aménagement du quartier des Charmes, Arnold Hoechel et Henri Minner 1932. *Archithese*, n° 2, 1984, p. 39.

Fig. 45. Rue Joseph-Pasquier 11 à 19, Arnold Hoechel et Conrad Vetterli architectes. Photo Olivier Zimmermann.

Fig. 46. La Cité Villars (1946-47), Ernest Martin architecte. « Les récentes étapes de la cité Vieusseux », in *Habitation*, n° 8, août 1951, p. 22.

Fig. 47. Vue aérienne, vers 1950. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 48. *Plan de délimitation des zones de construction* annexé à la loi du 9 mars 1929. Alain Léveillé, 1896-2001 : *Projets d'urbanisme pour Genève*, CRR, DAEL, Georg, Genève 2003, p. 47.

Fig. 49. *Plan des zones de construction du canton de Genève*, 1937. Alain Léveillé, 1896-2001 : *Projets d'urbanisme pour Genève*, CRR, DAEL, Georg, Genève 2003, p. 77.

Fig. 50. *Plan des zones de constructions de la région urbaine*, 1939. Alain Léveillé, 1896-2001 : *Projets d'urbanisme pour Genève*, CRR, DAEL, Georg, Genève 2003, p. 80.

Fig. 51. Vue aérienne, 2009. Google Earth.

Fig. 52. Avenue Wendt 23, 25 et 27, Luc Hermès architecte. Photo Max Kettel. *Urbanisme et architecture*, vol. 1, 1955-1957.

Fig. 53. Avenue Wendt 41, 43 et 45, Charles, Eric et André Billaud architectes. Photo Karl Andermatt.

Fig. 54. Quartier des Charmes : projet modifiant le plan d'aménagement 2765 bis. Office de l'urbanisme. Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie, Genève.

Fig. 55. *Projet d'aménagement de la région urbaine (plan Marais)*, 1952. Alain Léveillé, 1896-2001 : *Projets d'urbanisme pour Genève*, CRR, DAEL, Georg, Genève 2003, p. 113.

Fig. 56. *Projet d'aménagement des quartiers de Vieusseux, Bois-Gentil, Pépinière et Champ-de-courses*, 1959. Plan 24269/610. Office de l'urbanisme. Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie, Genève.

Fig. 57. Projet d'aménagement du quartier du Bois-Gentil, 1960. Plan 24274/231. Office de l'urbanisme. Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie, Genève.

Fig. 58. Le plan masse des 2 premières tours du quartier du Bois-Gentil. L. Archinard et J. Zuber architectes, 1960. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 59. Les 2 premières tours du quartier du Bois-Gentil. L. Archinard et J. Zuber architectes Le panneau de chantier, avec au centre la perspective de l'ensemble, 1961. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 60. Les 2 premières tours du quartier du Bois-Gentil. L. Archinard et J. Zuber architectes. Chantier, 1961. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 61. Les 2 premières tours du quartier du Bois-Gentil. L. Archinard et J. Zuber architectes, 1962. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 62. La 2^e tour du quartier du Bois-Gentil. L. Archinard et J. Zuber architectes, 1962. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 63. Vue aérienne vers 1965. A. Frei, D. Hiler, B. Lescaze, *La Société Coopérative d'Habitation Genève & l'Histoire du logement social à Genève (XIX^e & XX^e siècles)*, Société Coopérative d'Habitation Genève, Genève 1994, p. 111.

Fig. 64. Vue aérienne en 1968-69. A. Frei, D. Hiler, B. Lescaze, *La Société Coopérative d'Habitation Genève & l'Histoire du logement social à Genève (XIX^e & XX^e siècles)*, Société Coopérative d'Habitation Genève, Genève 1994, p. 125.

Fig. 65 et 66. La 5^e et dernière tour du Bois-Gentil, 1972-74, L. Archinard, J. Zuber et M. Tzala architectes. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 67. Le bâtiment bas de la crèche, 1974-76. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 68. Projet d'aménagement entre le chemin de Villars et l'avenue De-Luserna, plan n° 25120 du 2 novembre 1962. *Mémorial du Conseil municipal (MCM)* du 2 juillet 1963, p. 60

Fig. 69. Projet d'aménagement du quartier du Bois-Gentil, 1960. Office de l'urbanisme. Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie, Genève. Complété et mis en couleur par Christian Bischoff.

Fig. 70. Maquette du projet lauréat du concours de l'école Vieusseux, 1931. L. Vincent architecte. Ali Aziza, *La mesure de l'enfance : typologie des écoles primaires de la ville de Genève entre 1949 et 1999*, thèse de doctorat, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, 2004, p. 59.

Fig. 71 et 72. Cité Villars II. La garderie d'enfants vers 1950. A. Frei, D. Hiler, B. Lescaze, *La Société Coopérative d'Habitation Genève & l'Histoire du logement social à Genève (XIX^e & XX^e siècles)*, Société Coopérative d'Habitation Genève, Genève 1994, pp. 86 et 90.

Fig. 73. *Plan de synthèse 1947*. Annexe 27 du *Rapport de la commission d'études pour le développement de Genève*, 1948.

Fig. 74. Plan no 24422/610. *Plan d'expropriation à destination d'un groupe scolaire, de terrains sis entre la rue Liotard et la rue de Meyrin*. Dossier administratif 1201/XII, Archives du Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève (ADCA).

Fig. 75. Le plan de l'école provisoire du Bois-Gentil. Archinard et Zuber architectes, 1962. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 76. L'entrée de l'école du Bois-Gentil. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 77. Le préau et la façade principale de l'école du Bois-Gentil. Archives privées, Jean Zuber.

Fig. 78. Plan cadastral de la propriété Lecoultre avant l'achat par la Ville de Genève en 1966. Dossier administratif 1201/XII, ADCA.

Fig. 79. Détail des modifications parcellaires qui accompagnent la vente de la propriété Lecoultre à la Ville de Genève. Dossier administratif 1201/XII, ADCA.

Fig. 80. Vue aérienne de la propriété ex-Lecoultre en 1968-69. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 81. L'immeuble 59-61, avenue Wendt en 2016. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 82. Vue aérienne de la propriété ex-Lecoultre, 1968-69. Centre d'iconographie de la Bibliothèque de Genève.

Fig. 83. Propriété ex-Lecoultre, place de jeux provisoire, le 26 février 1973. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 84. Propriété ex-Lecoultre, fontaine, le 26 février 1973. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 85. Population diurne et nocturne. Répartition par quartier en 1965. Archives de la Ville (Palais Eynard) : 520.C.1.7.2 (GIEED), Dossier 118. D, 1/9.

Fig. 86. Nombre de classes qui peuvent être construites sur le terrain de l'Ecole d'horticulture. Dossier administratif 1243, ADCA.

Fig. 87. Nombre de classes qui peuvent être construites sur le terrain de la propriété ex-Lecoultre. Dossier administratif 1243, ADCA.

Fig. 88 et 89. La permanence médicale de Cornavin (1972), Pascal Häusermannn architecte. Photo Max Oettli. Plan *Deutsche Bauzeitung*, n°6, 1977.

Fig. 90 et 91. Vue aérienne et façade de la Clinique pédiatrique et dentaire, 1956-60, rue Barthélemy-Menn 19, avenue de la Roseraie 3 et rue Willy-Donzé 6, Genève. PhotoMax Oettli, 1996 et Archives HUG, Album Ferrier (1960-70).

Fig. 92. Le matériau des façades de la Clinique pédiatrique. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 93 et 94. Le centre du village de Confignon et l'ancienne mairie et l'auberge communale. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 95, 96 et 97. Genève, avenue Dumas 25 à 35, (1963 autor.). Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 98, 99 et 100. Onex, rue des Bossons. Tour HLM, 1977-79. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 101, 102 et 103. Onex, école du Bosson, 1970-73. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig 104 à 110. Genève, le Centre d'éducation de l'ouïe et de la parole de Montbrillant. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 111 et 112. Genève, angle rue de Berne 36 et rue de Monthoux 48, 1963. Archives privées André Dupraz.

Fig. 113. Genève, rue de Lyon 10, 1966. Archives privées André Dupraz.

Fig. 114 et 115. Genève, rue Céard 6, 1967-68. Archives privées André Dupraz.

Fig. 116. Paris, rue Beethoven 9-11, 1965. Archives privées André Dupraz.

Fig. 117 à 123. Avant-projet 1, juin 1970, bureau d'architectes A. Dupraz et J.-P. Iseli : Creata. Archives privées André Dupraz.

Fig. 124. Avant-projet 2, septembre 1970, bureau d'architectes A. Dupraz et J.-P. Iseli : Creata. Dossier administratif 1201 XXI, Annexes, ADCA.

Fig. 125. Avant-projet 3, octobre 1970, Strub & Duboule et Dupraz & Iseli architectes. Dossier administratif 1201 XXI, Annexes, ADCA.

Fig. 126 à 133. Demande préalable, janvier 1970. Maquette : archives privées André Dupraz. Plans : Dossier DP 11'874, ADCA.

Fig. 134. La propriété ex-Lecoultre, le 18 avril 1967. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 135 à 139. Projet définitif, octobre 1971 : plan masse, façades, coupe transversale. Dossier administratif 1201 XXI, Annexes, ADCA.

Fig. 140, 141 et 142. Maquette du projet autorisé 1972. Le 26 juillet 1973. Photos Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 143. Début des travaux de démolition, le 19 mars 1973. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 144. Préparation du terrain, le 16 juillet 1973. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 145 à 156. Evolution du chantier. Photos Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 157 à 160. Plans des 4 niveaux du bâtiment : sous-sol, rez-de-chaussée, 1^{er} étage, 2^e étage. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 161. Coupe longitudinale sur l'aula, l'escalier et les salles de sport. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 162. Le dojo, le 7 août 1975. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 163. Coupe transversale sur l'aile des salles de classe. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 164. Coupe transversale sur les salles de sport. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 165. Coupe transversale sur l'aula et le dojo. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 166 à 168. La façade sud-ouest de l'aile des salles de classe. Photos Georges Néri. Elévations : Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD. Photos : Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 169 et 170. Façades des salles de sport, le 7 août 1975. Photos Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 171. Le volume de l'aula, le 7 août 1975. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 172 et 173. Plan et coupes de l'escalier principal. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 174. L'un des panneaux de carreaux de céramique à décor géométrique, le 7 août 1975. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 175. 2^e étage, le couloir de l'aile ouest, le 7 août 1975. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 176. Classe type : plan et élévations. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 177. La salle de gymnastique, le 7 août 1975. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 178. La piscine, le 7 août 1975. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 179. Coupe longitudinale sur l'espace central devant l'escalier. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 180, 181 et 182. L'aménagement intérieur de l'aula. Service d'architecture de la Ville de Genève, Atelier CAD.

Fig. 183 à 187. L'aula en 2016. Fauteuils en fibre de verre de Ray et Charles Eames. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 188. Un fauteuil mobile. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 189. Une sculpture de Joseph Heeb. Pernet Rickli-Gos (éd.), *Joseph Heeb 1930-1980, forgeron, sculpteur, inventeur*, Payot, Genève 1982.

Fig. 190 et 191. *Totem* d'Alain Schaller en 1978. Photos Jacques Berthet (190) et Christophe Quoëx (191) Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC).

Fig. 192 et 193. *Totem* dans son environnement actuel, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 194. *Tabelle*, Alain Schaller, 1975. Sculpture, trois éléments, fer, bois 165 x 110 x 34 cm. Photo René Steffen. Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève (FMAC).

Fig. 195. Etat actuel des vestiaires de la piscine, 2016. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 196, 197 et 198. Aménagement des sorties de secours de la salle de gymnastique, 2005. Dossier DD 99'608, ADCA.

Fig. 199. Fermeture du hall d'entrée par une paroi vitrée, 2008. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 200. Façade sud-ouest de l'aile des salles de classe. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 201. La paroi et les portes vitrées de l'entrée en acier peint en gris. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 202. La façade principale, le 2 avril 1976. Photo Georges Néri. Documentation photographique de la Ville de Genève.

Fig. 203. Etat actuel de la même paroi sans revêtement, 2016. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 204. Carbonatation du béton du socle, 2016. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 205. La « cage » du terrain multisports installé en 2008. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 206. Plan du nouvel aménagement de l'aire de jeux, 2011. Dossier APA 34'348, ADCA.

Fig. 207 et 208. Plan d'implantation et vue actuelle (2016) des « modules skate » et du « street-ball double face » mis en place en 2015. Plan : Dossier APA 42'911, ADCA. Photo : Christian Bischoff, 2016.

Fig. 209 à 211. L'escalier principal : vers le sous-sol, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 212 à 214. L'escalier principal : vers le 1^{er} étage, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 215 à 217. L'escalier principal : du 1^{er} au 2^e étage, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 218 à 220. Couloir type d'accès aux salles de classe, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 221 à 224. Une classe type, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 225. 1^{er} étage : foyer de l'aula, 2016. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 226 et 227. 2^e étage : espace mal éclairé et inutile, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 228. Le volume de l'aula, vu depuis une salle de classe, 2016. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 229 à 231. Le volume de l'aula, 2016. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 232 à 236. Le « damier » de façade de l'aile des salles de classe. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 237. La jonction du volume des salles de sport avec l'aile des salles de classe. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 238 et 239. L'école Liotard vue aujourd'hui. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 240. Le patchwork de marbres du hall d'entrée. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 241. Les carreaux de terrazzo des couloirs. Photo Christian Bischoff, 2016.

Fig. 242 et 243. Les carreaux de céramique à décor géométrique des porteurs de l'escalier. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 244 à 246. La salle de gymnastique. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 247 et 248. En revanche la piscine n'est que fonctionnelle. Photos Christian Bischoff, 2016.

Fig. 249 et 250. Le trésor de l'école Liotard : l'aula et sont ensemble de sièges. Photos Christian Bischoff, 2016.